

les dossiers de l'IFEA

série : la Turquie aujourd'hui no: 12

Les relations turco-arméniennes : quelles perspectives ?

par

Bertrand BUCHWALTER

Programme de recherche
"Turquie - Caucase - Mer Noire"



INSTITUT FRANÇAIS D'ÉTUDES ANATOLIENNES
GEORGES DUMÉZIL
Istanbul, novembre 2002

Ce “dossier de l’IFEA” est un document de travail destiné à une diffusion restreinte.
L’auteur y soumet à la discussion des points de vue et des informations dont il est seul responsable.

Les lecteurs sont invités à dialoguer avec l’auteur en lui écrivant à l’adresse suivante :

ifea@ifea-istanbul.net

Directeur de la publication:

Paul DUMONT

Responsables des programmes :

Bayram BALCI

programme Turquie-Caucase-Mer Noire

Jean-François PÉROUSE

Observatoire urbain d’Istanbul

ISBN 2-906053-72-4

INSTITUT FRANÇAIS D’ÉTUDES ANATOLIENNES
GEORGES DUMÉZIL

Nuru Ziya Sok. no.22 P.K. 54
80072 Beyoğlu/İSTANBUL

Téléphone: 90(212) 244 17 17 - 244 33 27

Télécopie: 90(212) 252 80 91

Courrier électronique:

ifea@ifea-istanbul.net

Site internet : www.ifea-istanbul.net

Les relations turco-arméniennes : quelles perspectives ?

par

Bertrand BUCHWALTER

**Programme de recherche
"Turquie - Caucase - Mer Noire"**

L'impossible dialogue turco-arménien ?

Bertrand Buchwalter

Il est difficile de risquer aujourd'hui quelque conjecture sur le développement des relations turco-arméniennes. Rappelons que si la Turquie a reconnu l'Arménie en 1992, les deux pays n'entretiennent toujours pas de relations diplomatiques. Soulignons aussi d'emblée que notre objet est en mouvement et que l'on n'a pour le moment pas atteint de nouvel équilibre. L'année écoulée (2000-2001) a, en cela, été assez féconde en signes contradictoires (crispation/décrispation). Les discours de part et d'autre ont majoritairement été scandés par la question de la reconnaissance du génocide. L'arrivée au pouvoir de Robert Kotcharian (début 1998), qui a inscrit la campagne pour cette reconnaissance sur l'agenda de la politique étrangère arménienne, le succès de cette campagne (France, Union Européenne, probablement aux États-Unis à courte ou moyenne échéance) auraient pu étouffer dans l'œuf le dialogue esquissé au cours de la décennie suivant l'indépendance, cela n'a pas été le cas. Certes, la question du Karabakh et d'abord probablement le profond différend historiographique entre les deux pays constituent toujours un obstacle très sérieux à l'établissement de relations diplomatiques, mais les signes d'une nouvelle donne n'ont jamais été aussi nombreux. On évitera, cependant, de tomber dans le piège d'un optimisme béat, d'autant qu'il a déjà été question dans le passé d'aplanir les désaccords pour établir de meilleures relations. Le mieux, avant d'aborder les tous derniers développements et de proposer des scénarios différents en prenant pour toile

de fond plus générale la politique de la Turquie dans le Caucase méridional, est probablement de dérouler la chronologie des relations turco-arméniennes en remontant jusqu'à la période soviétique.

1. La question arménienne dans les relations turco-soviétiques

La place de la question arménienne dans les relations turco-soviétiques a largement été analysée par Claire Mouradian¹. Elle a notamment montré la part des manipulations du pouvoir central soviétique dans l'"orientation prioritairement irrédentiste et anti-turque du nationalisme arménien" à partir des années 50. À partir de 1920-1921 et jusqu'au déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale, les relations sont plutôt placées sous le sceau du rapprochement et de l'entente cordiale. Les deux partenaires, en mal de soutiens à l'extérieur, avaient objectivement besoin l'un de l'autre. Certes, les Soviétiques se sont rapidement rendus compte que le mouvement de Kemal ne visait pas à proprement parler à la Révolution en Orient, mais ils continuaient au moins à trouver leur compte dans la politique d'indépendance adoptée par Ankara. Dans cette équation, la question arménienne est clairement étouffée sous l'éteignoir des intérêts du pouvoir central.

Les relations soviéto-turques ont initialement été réglées par le traité d'amitié turco-soviétique de Moscou (16 mars 1921). Ce traité

¹ Claire Mouradian, *De Staline à Gorbatchev, histoire d'une république soviétique*, l'Arménie, Paris, Ramsay, 1990, pp. 276-296 et "La mémoire en République d'Arménie. Les contraintes de la politique", in *L'actualité du Génocide des Arméniens*, Actes du colloque organisé par le Comité de Défense de la Cause Arménienne, Paris, les 16, 17 et 18 avril 1998, Edipol, 1999, pp. 269-306.

qui met fin à toute une série de conflits et de tracés successifs des frontières a été ratifié par les trois républiques transcaucasiennes le 13 octobre 1921 à Kars. Conclu à un moment où Lénine courtisait Atatürk (et réciproquement), le traité était assez avantageux pour la Turquie qui récupérait des territoires perdus lors des précédentes guerres (comme celle de 1877-1878), notamment les provinces de Kars et Ardahan. L'Arménie devait, pour sa part, renoncer aux gains territoriaux prévus par le traité de Sèvres (1920)².

Les termes de l'équation se modifieront néanmoins après 1945. Au lendemain de la victoire, en marge de la création de l'ONU, Arméniens de la diaspora et d'Arménie soviétique font à nouveau resurgir la question arménienne (et celle, lancinante, du tracé des frontières³), en le portant notamment sur le terrain du droit international. Elle deviendra de proche en proche l'un des leviers utilisés par Moscou pour souffler le chaud et le froid sur un voisin qui s'ancre de plus en plus nettement (notamment à partir de l'intervention en Corée) dans le camp occidental. On peut se demander, à l'instar de Claire Mouradian, "*quelle est la part respectue de la dynamique du renouveau national et de l'instrumentalisation pour des enjeux diplomatiques dans la réactivation de la question arménienne à partir des années 60*"⁴ ? La commémoration officielle à Erevan, le 24 avril 1965, du cinquantenaire de la déportation de nombreux intellectuels arméniens d'Istanbul marque nettement le rejaillissement d'une mémoire assourdie, retenue, sinon vraiment catalysée par le pouvoir soviétique, tout au moins canalisée. Signe de cette canalisation : la construction, en 1967, du mémorial de

Tzitzernakapert sur l'une des collines surplombant Erevan. Moscou continue, néanmoins, à ménager Ankara comme en témoigne, la même année, la visite du Premier ministre turc à Bakou. La décennie suivante est marquée par l'activisme terroriste arménien, notamment celui de l'ASALA (Armée secrète arménienne de libération de l'Arménie) qui s'attaquera, en priorité, mais pas exclusivement, à des cibles turques (diplomates essentiellement). Les ressorts de cette vague terroriste sont diversement interprétés. Il faut probablement éviter de suivre aveuglément ceux qui n'y voient – de même que dans l'activisme de la gauche marxiste turque de la seconde moitié des années 1970 ou dans le mouvement autonomiste kurde – que la main de Moscou. Ce terrorisme que Gérard Chaliand qualifie de "*publicitaire*"⁵ dispose indubitablement d'une dynamique propre. Le mouvement est, en effet, porté par une jeunesse arménienne en diaspora (celle de la troisième génération) qui souffre d'une perte de repères. Il se situe aussi dans le contexte des années 70, celui de la radicalisation politique et idéologique. Le pouvoir soviétique a beau s'être toujours publiquement désolidarisé du mouvement et de ses revendications (reconnaissance du génocide par la Turquie, redéfinition de la frontière conformément aux provisions du Traité de Sèvres), l'ASALA comme, quelques années plus tard, le PKK ont cependant très vraisemblablement pu compter sur son soutien. En tout état de cause, en laissant s'enchâsser ainsi la question arménienne dans le cadre de la mémoire et de l'histoire, Moscou évitait que le débat aille se porter sur le terrain démocratique ou sur la critique du régime soviétique⁶. Celle-ci allait pourtant s'épanouir peu après avec les

² Le traité de Sèvres signé en août 1920 (mais jamais ratifié) stipulait que la Turquie reconnaissait l'indépendance de l'Arménie et que les différends frontaliers devaient être arbitrés par le Président américain W. Wilson. En décembre 1920, ce dernier tranche et attribue à la jeune république d'Arménie les provinces d'Erzurum, Van, Bitlis et Trabzon. Mais les succès militaires de Mustafa Kemal et la sujétion de l'Arménie au pouvoir bolchevique ont rendu ces dispositions caduques. La Turquie a obtenu un traité bien plus avantageux à Lausanne en juillet 1923. Claire Mouradian, *L'Arménie*, Paris, PUF, Que sais-je ?, 1996, pp. 71-72.

³ Staline a ainsi réclamé en 1945 à Potsdam la révision du traité de Montreux (qui fixe, en 1936, le régime juridique des détroits des Dardanelles et du Bosphore) et la restitution des provinces de Kars et d'Ardahan, Anahide Ter Minassian, "L'Arménie, la Turquie et le marché commun de la mer Noire", *CEMOTI*, n° 15, janvier-juin 1993, p. 186.

⁴ Mouradian (1990), *op. cit.*

⁵ 1915. *Le génocide des Arméniens*, Bruxelles, Complexe, 1991, p. 177. On lit notamment sous la plume de Chaliand : "le terrorisme des groupes arméniens a servi la cause arménienne dans la mesure où la réalité et l'ampleur du génocide motivant ces attentats dépassaient largement dans leur horreur la réprobation des crimes".

⁶ Mouradian (1998), *art. cité*, p. 291.

événements du Haut-Karabakh (1988). Ankara choisit, alors, d'adopter une position très prudente comme lors du Janvier noir (janvier 1990) en Azerbaïdjan : les schémas sont encore ceux, tenaces, de la guerre froide⁷. L'extrême droite a certes donné de la voix mais les gouvernants se sont contentés de rappeler qu'en vertu du traité turco-soviétique de Moscou, toute modification du statut de l'autre république autonome azérie, celle du Nakhitchevan, nécessitait l'approbation d'Ankara⁸.

2. Les relations turco-arméniennes au courant des années 1990

Trois années après les premières manifestations réclamant, à Erevan, le retour du Karabakh à l'Arménie, Ankara prend acte de l'effondrement de l'Union soviétique et reconnaît l'ensemble des nouvelles républiques indépendantes, Arménie comprise (peu de temps après l'Azerbaïdjan). La Turquie établit dès le courant de l'année 1992 des relations diplomatiques avec l'Azerbaïdjan et la Géorgie. En ce qui concerne l'Arménie, le dialogue – initié dans le cadre du futur marché commun de la mer Noire et prolongé par la visite de Volkan Vural alors ambassadeur en Russie, à Erevan – bute encore sur quelques désaccords. Ankara exige, en effet, d'Erevan qu'elle renonce 1) à toute revendication territoriale (et donc supprime certaines clauses constitutionnelles y faisant référence), 2) à toute campagne pour la reconnaissance du génocide. Les Arméniens de leur côté – trait constant, on va le voir, de leur politique extérieure – ne posaient aucune pré-condition à l'établissement des relations diplomatiques et s'étaient bien gardés d'inscrire ces questions sur l'agenda. S'agissant des revendications territoriales, Erevan argumentait qu'en adhérant courant 1992 à la CSCE, elle avait implicitement reconnu le tracé existant et qu'il n'était donc pas nécessaire d'aller plus loin. En dépit

des développements sur le terrain, Ter Petrossian était persuadé qu'il était possible de dissocier la question du Karabakh de la question des relations avec la Turquie.

La question du Haut-Karabakh (*Artsakh* en arménien), largement occultée à l'époque soviétique, a resurgi en 1987 lorsqu'une pétition adressée à Gorbatchev a exigé la révision du tracé des frontières intérieures imposées par Staline au lendemain des éphémères indépendances des républiques de Transcaucasie (1918-1920) et le rattachement de la province, région autonome de l'Azerbaïdjan peuplée à majorité d'Arméniens, à l'Arménie. Les frontières en question avaient été établies en juin 1921 par une décision du Kavburo (Bureau caucasien du PC) qui, dans un contexte où le pouvoir soviétique était à peine établi et affermi en Transcaucasie, a voulu ménager la Turquie en attribuant le Nakhitchevan et le Karabakh à l'Azerbaïdjan. Ayant déjà fait le deuil d'un retour de l'enclave du Nakhitchevan pour laquelle il était trop tard (encore peuplée de 50% d'Arméniens en 1917, la province n'en comptait plus que 1,3% en 1979), l'opinion publique arménienne (comme celle de la diaspora) se passionna pour la question karabakhtsise, craignant une évolution similaire des équilibres démographiques. De 1923 à 1979, la part relative des Arméniens dans la population du Karabakh est passée de 95 à 75%. Encore gelé jusqu'au craquèlement définitif de l'empire soviétique, le conflit éclata au tournant de l'année 1991-1992 lorsque l'Azerbaïdjan indépendant annula le statut d'autonomie de la province. Dès le 10 décembre 1991, les Arméniens du Karabakh plébiscitent, en retour, l'indépendance. Déchaînant passions nationales et arguments historiques, opposant logique de l'autodétermination des peuples au dogme de l'intangibilité des frontières, le conflit a coûté la vie, de part et d'autre, à au moins 30 000 hommes. Le cessez-le-feu signé le 12 mai 1994 sous les auspices de la Russie, n'a pas vraiment réglé le problème (même s'il

⁷ "Face à la crise arménienne en URSS, la Turquie a choisi la prudence", *Le Monde*, 8 avril 1988.

⁸ La Turquie avait obtenu lors de la signature des traités turco-russes successifs que le Nakhitchevan – qui partage avec la Turquie une frontière d'une douzaine de kilomètres – reste sous "protectorat" azerbaïdjanais et qu'il ne puisse être cédé à un autre État, Anahide Ter Minassian, "L'Arménie, la Turquie et le Marché commun de la mer Noire", *CEMOTI*, n° 15, janvier-juin 1993, p. 185.

est, depuis, globalement respecté) : les forces arméniennes occupent toujours 15 à 20% du territoire de l'Azerbaïdjan qui a accueilli, depuis 1992, plus de 700 000 réfugiés.

De la part d'Erevan, c'était surtout une question de pragmatisme : alors que les effets du blocus azerbaïdjanais se faisaient de plus en plus durement ressentir, que l'enclavement du pays devenait de plus en plus préoccupant⁹, l'établissement de liens avec la Turquie était – différend historiographique ou pas – nécessaire¹⁰. Des citoyens, des entrepreneurs arméniens avaient, d'ailleurs, déjà franchi le pas. Ter Petrossian, tout à sa politique d'apaisement avec Ankara, obtient en octobre 1992 la démission de son bouillant ministre des Affaires étrangères, Raffi Hovannisian, aux orientations trop franchement anti-turques¹¹, ce qui alimentera les dissensions avec toute une partie de la diaspora qui le juge trop tiède. À Ankara, la diplomatie turque est alors divisée en deux camps. Le premier soutient que l'établissement de relations apaisées avec l'Arménie pourrait renforcer l'influence d'Ankara dans le Caucase méridional tout en permettant d'amener les Arméniens sur la voie du compromis au Karabakh. Le second camp, le lobby dit des néo-ottomans, à l'oreille du président Turgut Özal. Adoptant volontiers un discours panturquiste – jouant sur la proximité linguistique et culturelle avec les républiques turcophones d'Asie centrale, il fait alors figure d'un rêve de rechange susceptible de conforter l'influence régionale de la Turquie –, il milite pour un soutien plus actif à l'Azerbaïdjan, où le pouvoir est justement passé courant 1992 aux mains d'un tenant du panturquisme, Aboulfaz Elchibey. Tout au long de l'année 1992, tant que les Azéris n'ont pas vraiment perdu pied sur le terrain militaire, aucun camp ne semble

vraiment l'emporter, la Turquie se contentant de dépêcher des conseillers militaires auprès des Azéris. Le pont reliant l'enclave azérie du Nakhitchevan à la Turquie est néanmoins inauguré en grande pompe au début de l'année 1992. L'Arménie est présente à la signature du traité instituant le marché commun de la mer Noire à Istanbul, le 3 février 1992. Certes, de temps à autre, notamment en février 1992 lors de la mise à sac du village de Khodjaly par les troupes arméniennes, les dents turques grincent quelque peu et les positions officielles se durcissent¹². La Turquie décide, cependant, d'ouvrir son espace aérien et ses ports à l'Arménie. Des Arméniens de la diaspora s'intéressent même de près à un projet d'investissement qui permettrait d'accroître la capacité du port de Trabzon, alors principal lien avec l'extérieur de la jeune république d'Arménie. Ankara signe – sous la pression des États-Unis – un accord aux termes duquel il autorise le transit de 100 000 tonnes de blé de l'Union Européenne destiné à la population arménienne et prévoit même un moment de livrer de l'électricité, au grand dam d'Aboulfaz Elchibey qui critique vertement ces décisions. Le tournant décisif date du printemps 1993, quand avec la prise de Kelbadjar, les Arméniens prennent un très net avantage au Karabakh, allant jusqu'à occuper les territoires azéris adjacents. Ankara qui a, déjà, quelques mois auparavant annulé le contrat de livraison d'électricité, prend la décision de fermer la frontière avec l'Arménie et d'imposer un blocus de fait. Au terme d'un voyage épuisant en Asie centrale et en Azerbaïdjan, Özal brandit même, début avril 1993, la menace d'une intervention. Moscou prévient cependant Ankara que toute intervention directe de la Turquie au Karabakh serait susceptible de provoquer la Troisième Guerre mondiale. Süleyman Demirel, alors

⁹ La Géorgie, alors plongée dans la guerre civile, ne permettait pas vraiment à Erevan de rompre son isolement, d'autant que les voies de communication principales transitaient par le territoire azerbaïdjanais. La nouvelle route du sud vers l'Iran n'était pas encore construite.

¹⁰ Pour cette période, Joseph R. Masih et Robert O. Krikorian, *Armenia at the Crossroads*, Amsterdam, Harwood Academic Publishers, pp. 97-104.

¹¹ Raffi Hovannisian, citoyen américain – il est le fils du célèbre historien Richard Hovannisian – avait prononcé le 10 septembre 1992, à Istanbul, lors d'un sommet du Conseil de l'Europe, un discours assez radical qui avait fortement déplu à Ter Petrossian, Anahide Ter Minassian, *art. cité*, p. 194.

¹² Nicole et Hugh Pope rappellent ainsi que Demirel a ostensiblement refusé de rencontrer Ter Petrossian au cours du forum de Davos en février 1992. Nicole et Hugh Pope, *Turkey Unveiled*, New York, Overlook, 2000, p. 292.

Premier ministre, relativisera immédiatement les propos d'Özal¹³. Inquiète devant l'émancipation de l'Azerbaïdjan, soucieuse des ambitions turques en Asie centrale – la Turquie s'y présente alors et avec quelque succès comme un modèle – et désireuse de recouvrer son influence en Transcaucasie, la Russie avait dès le début de l'année 1992 accentué le rééquilibrage de sa politique au profit de l'Arménie, en choisissant de soutenir Erevan et Stepanakert sur le plan militaire.

La mort d'Özal à la fin du mois d'avril 1993 semble pouvoir permettre une décrispation : Levon Ter Petrossian fait le voyage d'Ankara pour assister aux obsèques et a des entretiens avec Demirel et Elchibey. Un projet de résolution, soutenu par la Turquie, la Russie et les États-Unis paraît même sur le point d'aboutir mais la chute rapide d'Elchibey, sur fond de défaites militaires, repousse toute perspective de règlement du conflit du Karabakh. D'autant, que sur le terrain, les Arméniens ont – de manière désormais irréversible – concrétisé leur avantage. Tansu Çiller (DYP), le nouveau Premier ministre turc, n'hésite pas à son tour à sacrifier à l'escalade rhétorique. Elle met les troupes turques en alerte et assure qu'elle demandera au Parlement l'autorisation d'engager l'Armée turque au cas où les forces arméniennes envahiraient le Nakhitchevan. L'arrivée au pouvoir à Bakou, de Heïdar Aliev –ancien premier secrétaire du PC azéri de 1969 à 1982, membre du *politburo* jusqu'en 1987, puis président en exil de la république autonome du Nakhitchevan– affaiblit cependant temporairement la main d'Ankara dans la région. Faisant le choix d'infléchir la politique émancipatrice de son prédécesseur –jugée excessive et contre-productive–, Aliev opère un rapprochement avec la Russie : des décisions favorables aux entreprises pétrolières turques sont annulées, l'Azerbaïdjan intègre la CEI. Aliev refusera néanmoins la présence de troupes russes sur le territoire azéri : après une pause de quelques semaines, les troupes arméniennes reprennent leur offensive au Karabakh. Dans l'esprit des

Azéris (et des Turcs), c'est une preuve de plus que c'est encore Moscou qui distribue les cartes dans la région. Profitant de son influence en partie restaurée, la Russie impose, de fait, le 12 mai 1994, un cessez-le-feu au Karabakh qui est depuis globalement respecté.

Ayant connu leur "nadir" au cours de l'année 1993-1994, les relations turco-arméniennes ne peuvent plus, dès lors, que s'améliorer. En fait d'amélioration, elle est si peu sensible qu'il est préférable de parler de *statu quo*. En Arménie, Ter Petrossian continue à être convaincu de la nécessité d'un apaisement des relations. Saigné à blanc par le blocus azerbaïdjanais et par l'émigration massive de ses habitants, l'Arménie n'a, il est vrai, guère le choix. Ter Petrossian et Gerard Libaridian, son influent conseiller pour les questions de politique étrangère, continuent à croire en la possibilité d'un dialogue. Du côté turc, les rares initiatives de rapprochement sont alors surtout le fait des milieux politiques ou économiques locaux, rarement du pouvoir central. La Turquie a, en effet, constamment souligné qu'elle ne réviserait pas sa politique à l'égard de l'Arménie tant que les territoires azerbaïdjanais n'auront pas été évacués. Sous la pression américaine, Ankara ouvre néanmoins, en 1995, un corridor aérien, emprunté deux fois par semaine par un bimoteur de la compagnie nationale arménienne pour relier Erevan à Istanbul. Gerard Libaridian sera reçu par Tansu Çiller le 24 février 1995 pour mettre au point les détails de cet "arrangement". Courant 1996-1997, quelques signes semblent, cependant, annoncer un dégel des relations turco-arméniennes. Mehmet Yılmaz, le président de la chambre de commerce et d'industrie de la ville frontalière de Kars, demande publiquement la réouverture du poste frontière de Doğukapı/Akhourian. Il affirme que les autorités de Kars ont recueilli plus de cent mille signatures pour soutenir cette revendication. Pour le nouveau Premier ministre turc, Mesut Yılmaz¹⁴, la question n'a pas l'air taboue puisqu'il l'évoque à l'automne 1997. Il était manifestement trop tôt. La Turquie, selon les

¹³ De fait, Ankara, se contentera d'envoyer quelques avions de chasse patrouiller à la frontière et refusera d'accéder aux demandes d'un Elchibey acculé qui tentait d'obtenir l'appui d'hélicoptères turcs pour évacuer la population civile de Kelbadjar, *ibid.*, p. 293.

¹⁴ Les deux hommes n'ont évidemment aucun rapport.

mots de Ter-Petrossian, continuait à être “prise au piège de son obligation de solidarité avec l’Azerbaïdjan et sa volonté de normaliser ses relations avec l’Arménie”¹⁵. Ankara ne pouvait, en tout état de cause, prendre le risque de déplaire à Bakou au plus fort des négociations sur le tracé des pipelines transcaucasiens. Le président Demirel trancha la question en rappelant, à l’occasion du 77^e anniversaire de la reconquête de la ville de Kars, le 30 octobre 1997, que la Turquie camperait sur ses positions tant que la question du Haut-Karabagh ne serait pas réglée.

On observe parallèlement, depuis 1995, la mise en place de tout un enchevêtrement d’alliances et de contre-alliances. Face à l’axe Bakou-Ankara, bientôt élargi à Tbilissi, cristallisé autour du projet de réalisation d’un oléoduc qui relierait Bakou à Ceyhan (en Turquie) en passant par Tbilissi et qui renforce l’isolement et le cloisonnement de l’Arménie, Erevan répond par une double politique. Elle se rapproche d’une part davantage de Moscou en signant, courant 1997, un nouveau traité d’amitié, de coopération et d’assistance mutuelle, avec un important volet militaire¹⁶. Elle forge, d’autre part, un système d’“alliances de revers” –largement factices dans la pratique mais symboliquement importantes– avec Athènes et Téhéran. La première réunion a lieu en août 1995, à Athènes, suivie d’une deuxième en décembre 1996 en Iran. Le 22 décembre 1997, les trois pays signent un mémorandum sur l’extension de leur coopération dans tous les domaines, en assurant que l’accord n’est dirigé contre “aucun pays tiers”¹⁷.

En Arménie, les colombes vont progressivement être désavouées. Alors que Ter Petrossian est favorable à une solution par étapes du conflit du Karabakh, solution qui impliquait, au préalable, l’évacuation des territoires occupés, les partis d’opposition, les intellectuels, les vétérans du *Yerkrapah*¹⁸, craignent de voir ainsi disparaître les bases –chèrement acquises– de la négociation et demandent la démission du président. Ces dissensions vont aboutir à une véritable révolution de palais qui dépose Levon Ter Petrossian pour mettre au pouvoir Robert Kotcharian, président de la république autoproclamée du Karabakh de 1994 à 1997, Premier ministre de la république d’Arménie depuis 1997 et *a priori* tenant d’une ligne dure. L’arrivée de Robert Kotcharian annonce, en effet, un raidissement de l’Arménie, à la fois sur le chapitre du Karabakh et des relations turco-arméniennes. Pour Kotcharian, la politique qu’a suivie Ter Petrossian à l’égard de la Turquie, tissée de concessions, n’a mené nulle part. Elle a buté contre la rigidité d’Ankara. Pire, en voulant mettre la question de la reconnaissance du génocide sous le boisseau, Ter Petrossian a composé avec l’histoire. La politique “turque” de Kotcharian va dès lors se scinder en deux parties qui paraissent pour le moins contradictoires. D’un côté, il va reprendre à son compte le discours de l’administration Ter Petrossian selon lequel l’Arménie ne pose aucune précondition à l’établissement du dialogue avec la Turquie¹⁹. De l’autre, il va –les yeux en partie braqués sur la diaspora qui dans sa majorité accueille favorablement cette décision– inscrire la question de la reconnaissance du génocide sur l’agenda de la politique étrangère arménienne. Sur ce front, Erevan peut être satisfait (cf. tableau 1). Si on excepte les États-Unis où la

¹⁵ “Il faut trouver un compromis sur la question du Haut-Karabagh”, entretien avec Marie Jégo, *Le Monde*, 16 octobre 1997.

¹⁶ Raymond H. Kévorkian, “La politique étrangère de la République d’Arménie”, *Les Cahiers de l’Orient*, p. 74.

¹⁷ Lettre de l’UGAB, samedi 10 janvier 1998, p. 1.

¹⁸ Le *Yerkrapah* (les Défenseurs de la patrie) est une organisation mi-paramilitaire mi-politique formée par des vétérans du Karabakh. Très proche de Vazgen Sarkissian, influent ministre de la Défense au Karabakh puis en Arménie qui l’a formellement dirigé –et qui allait devenir Premier ministre en juin 1999 avant de se faire assassiner au Parlement avec Karen Demirtchian le 27 octobre de la même année–, le *Yerkrapah* avait appelé début 1998 à la démission de Ter Petrossian, en critiquant sa politique défaitiste.

¹⁹ Vartan Oskanian, affirme, lors d’une conférence à l’Université d’Erevan, début avril 2000 : “Il y a, certes, des problèmes importants sur l’agenda mais [que] nous devrions en parler avec la Turquie. Ces problèmes, cependant, ne constituent en aucune façon une précondition à la normalisation de nos relations.”

résolution a été retirée *in extremis*²⁰, la France, l'Union Européenne ont adopté des textes allant dans ce sens. On ne peut, à cet égard, que souligner le succès de la campagne menée par de nombreuses associations arméniennes de

la diaspora (notamment en France, par le CDCA²¹) et *mezzo voce* par la République d'Arménie et, en creux, le peu d'effet des contre-feux allumés par le gouvernement turc.

Tableau 1 : Les différents projets de reconnaissance à l'ordre du jour (2000-2001).

21 septembre 2000	États-Unis : la Commission des relations internationales et des droits de l'Homme de la Chambre des Représentants adopte un projet de résolution relatif à la reconnaissance du génocide arménien
21 octobre 2000	États-Unis : retrait du projet de résolution de reconnaissance à la Chambre des Représentants
27 octobre 2000	France : six sénateurs déposent une proposition de loi visant à la reconnaissance du génocide arménien
7 novembre 2000	France : la proposition de loi est votée par le Sénat
15 novembre 2000	Union Européenne : Dans une résolution sur les progrès réalisés par la Turquie sur la voie de l'adhésion, le Parlement européen "invite le gouvernement turc et la Grande Assemblée nationale turque à accroître leur soutien à la minorité arménienne –qui représente une part importante de la société turque– notamment par la reconnaissance publique du génocide que cette minorité a subi avant l'établissement d'un État moderne en Turquie".
18 janvier 2001	France : l'Assemblée nationale vote le texte adopté par le Sénat. La loi par laquelle la France reconnaît publiquement le génocide arménien de 1915 est promulguée le 30 janvier par le président de la République.

Paradoxalement, c'est dans ce contexte *a priori* peu favorable que vont intervenir les premières initiatives turques de dialogue. Au début du mois de décembre 2000, la presse turque révèle l'existence d'un projet de normalisation des relations turco-arméniennes préparé par le ministère turc des Affaires

étrangères²². De fait, le fil n'a jamais vraiment été coupé entre les deux chancelleries, et diplomates turcs et arméniens se sont régulièrement entretenus à Erevan, Istanbul, Ankara ou dans les enceintes multilatérales²³. Ce document qui n'a jamais été publié aurait préconisé l'ouverture de la frontière et l'établissement

²⁰ Un vote dans ce sens a, cependant, toutes les chances de survenir dans un avenir proche, cf. Paul Gastris, "Armenia's history, Turkish dilemma", *The Washington Post*, 11 mars 2001, p. 1. Gastris –qui a été conseiller spécial de Bill Clinton de 1998 à 2001– note que plus aucun homme politique américain accepte de nier publiquement le génocide arménien. "Dans le monde académique américain, la tendance est similaire. En 1985, il se trouvait encore 69 universitaires pour signer une pétition mettant en doute les allégations de génocide (questionning genocide allegations). Aujourd'hui, poursuit Gastris, il n'en reste guère plus qu'une poignée de chercheurs qui maintiennent ce point de vue et un seul, Justin Mc Carthy, historien à l'Université de Louisville, qui accepterait de le faire publiquement". George Bush qui, lors de la campagne présidentielle avait utilisé le terme de campagne génocidaire (*genocidal campaign*) et assuré que les États-Unis ne manqueraient pas de reconnaître le drame vécu par les Arméniens, n'a pas utilisé le terme de "génocide" le 24 avril 2001.

²¹ CDCA, Comité de Défense de la Cause Arménienne, fondé en 1965. Lance une campagne de sensibilisation dès le début des années 1970.

²² Cf. *Agos*, début décembre 2000.

²³ Entretiens au Ministère des Affaires étrangères turc et arménien, respectivement début juin 2001 et avril 2001.

dans un premier temps de relations commerciales officielles. Des personnalités très proches du Ministère des affaires étrangères turc, telles Özdem Sandberk, un ancien ambassadeur que l'on retrouvera ensuite dans le forum turco-arménien, s'expriment publiquement sur le sujet au même moment. Début janvier, c'est au tour du quotidien *Cumhuriyet* d'annoncer la démarche turque et de la lier à la tenue, au courant du mois de février, d'une conférence organisée par le TESEV, un *think-tank* proche du pouvoir et dirigé par Özdem Sandberk, sur le thème de la stabilité dans le sud-Caucase – conférence à laquelle devraient participer de nombreux délégués arméniens. Dans le contexte de ce début 2001, la logique n'est cependant pas très claire : on ne sait pas très bien s'il s'agit d'une ultime tentative pour empêcher l'adoption de la loi reconnaissant le génocide par l'Assemblée nationale française, d'une réponse à la visite de Vladimir Poutine à Bakou et à l'apparent resserrement des liens entre l'Azerbaïdjan et la Russie ou bien des prémisses d'une nouvelle politique à l'égard d'Erevan et d'une volonté de peser plus dans le sud-Caucase. Un peu des trois probablement. Ce qui est clair, c'est qu'Ankara semblait, début janvier 2001, vouloir reprendre l'initiative et établir un dialogue direct avec Erevan, avec l'ambition affichée de court-circuiter la diaspora. L'inconnue est évidemment azérie car à Bakou, que ce soit au pouvoir ou dans l'opposition, on ne veut pas en entendre parler. La visite à Bakou de Faruk Loğoğlu, le secrétaire d'État turc aux Affaires étrangères, les 18-19 janvier 2001, a-t-elle constitué une tentative pour convaincre l'Azerbaïdjan de la pertinence d'un éventuel revirement ? Certains journaux turcs, comme le quotidien pro-kurde *Özgür Politika* en sont persuadés²⁴. Loğoğlu aurait tâché de convaincre Bakou qu'Ankara pourrait par là peser davantage – dans le sens des revendications azerbaïdjanaises – et plus efficacement dans le processus de résolution du conflit du

Haut-Karabakh. Le vote de l'Assemblée nationale française étant, entre-temps, intervenu, Loğoğlu a demandé, sans succès, à Aliev de s'associer à Ankara pour réclamer l'exclusion de la France du groupe de Minsk²⁵. Du côté arménien, Robert Kotcharian s'est félicité de la reconnaissance du génocide par la France. Interviewé par la chaîne de télévision CNN-Türk, le mercredi 31 janvier, il a, cependant, déclaré que l'Arménie n'entendait, en aucune manière, tirer parti de cette reconnaissance pour formuler des revendications territoriales ou des demandes de dédommagement. Erevan, ajoutait-il, se satisfairait de l'ouverture des archives ottomanes et d'un repentir d'Ankara. Interrogé quelques jours plus tard par la chaîne d'information continue turque NTV, Vartan Oskanian confirmait pour sa part que l'Arménie ne posait toujours pas de précondition au dialogue avec Ankara. Depuis janvier 2001 aucun signe nouveau n'est cependant venu du gouvernement turc. Bülent Ecevit a, à plusieurs reprises, répété que la normalisation des relations avec l'Arménie dépendait d'une solution au Karabakh. Ecevit a même énoncé lors de la visite de Donald Rumsfeld, en juin 2001, une nouvelle condition en affirmant qu'il fallait aussi qu'un corridor soit ouvert entre l'Azerbaïdjan et l'enclave du Nakhitchevan. Il est clair cependant que la Turquie tâtonne depuis quelques années à la recherche d'une politique plus cohérente dans le sud-Caucase. Les réunions de la commission de réconciliation turco-arménienne (dont l'existence a été révélée au mois de juillet), le pèlerinage d'Arméniens de la diaspora en Turquie et en Arménie au cours de l'été, l'arrivée, début septembre, à Istanbul, du représentant de l'Arménie auprès de la Coopération économique de la mer Noire sont autant de signes d'une nouvelle donne – pour timide qu'elle soit. À Erevan comme à Ankara, on est cependant loin d'un consensus : les variables sont nombreuses et les agendas différents.

²⁴ “Bakü'yü İkna Operasyonu”(Opération de séduction de Bakou), *Özgür Politika*, 21 janvier 2001 (internet).

²⁵ Groupe co-présidé par la France, la Russie et les États-Unis et chargé de trouver un règlement au conflit du Haut-Karabakh.

3. Variables des politiques étrangères arménienne et turque

Cet aperçu diachronique des relations turco-arméniennes étant fait, il nous a paru intéressant de détailler les dynamiques présidant à la codification, à Erevan et à Ankara, des politiques arménienne et turque.

a) L'Arménie : comment rompre l'isolement ? On a vu que sous l'administration Ter Petrossian, on était favorable à Erevan à l'ouverture d'un dialogue serein et apaisé avec Ankara. Pour le président arménien et pour son conseiller Gerard Libaridian, tout militait pour la normalisation des relations avec la Turquie. Elle aurait permis de desserrer l'étau du blocus azerbaïdjanais, affaibli Bakou, permis de prendre un peu de champ vis-à-vis de Moscou et éventuellement permis d'insérer l'Arménie dans le réseau d'évacuation des richesses (en faisant passer les pipelines transcaspiciens par l'Arménie au lieu de les faire passer par le territoire géorgien) de la Caspienne. Certes, cela commandait aussi de ne pas inscrire la question du génocide à l'ordre du jour. Ter Petrossian et Libaridian – qui sont tous deux, au départ, des historiens réputés – faisaient le pari que cette politique d'apaisement serait, sur le long terme, plus payante, même sur la question de la reconnaissance du génocide par la Turquie. Libaridian l'exprime dans ces termes : *“Si le but est d'obtenir la reconnaissance du génocide par la Turquie pour des raisons de justice morale et historique, alors peut-être faut-il repenser la stratégie [de pression]²⁶”*. Si cette politique aurait très bien pu, sur le papier, servir de catalyseur à un règlement pacifique du conflit arméno-azéri, elle ignorait plusieurs variables. Erevan n'est pas, en premier lieu, ainsi parvenu à obtenir qu'Ankara dissocie la question du Karabakh de celle de ses relations avec l'Arménie. Cela montre combien il était, *in fine*, difficile de projeter une normalisation

des relations préalable au règlement du conflit quand les deux étaient condamnés à fonctionner de pair. Ensuite, les deux hommes négligeaient l'opposition d'une grande partie de l'opinion publique et de la diaspora arméniennes pour qui cette politique sonnait largement comme une trahison, comme un reniement d'une part constitutive de leur identité. Butant sur l'inflexibilité des positions turques et azéries, ses promoteurs furent enfin privés des résultats tangibles qu'ils auraient pu vendre à cette même opinion publique alors même qu'ils lui donnaient l'impression de faire des concessions. Ils furent donc désavoués. La politique de Kotcharian pour contradictoire qu'elle paraisse n'en a pas moins porté quelques fruits : progrès de la reconnaissance, resserrement des liens avec la diaspora dont les membres sont pour beaucoup des descendants des rescapés de 1915. Le contexte est, il est vrai, différent dans la mesure où le léger mieux au plan économique rend l'ouverture de la frontière turco-arménienne moins urgente. Il est difficile d'estimer son coût sur les relations turco-arméniennes : compte tenu de l'échec de la politique précédemment suivie par Ter Petrossian, et des derniers développements, on peut se demander s'il est vraiment exorbitant. Ce qui est clair, c'est que le problème de l'isolement de l'Arménie est resté entier : le tête-à-tête déséquilibré avec Moscou auquel est, *de facto*, condamné Erevan est toujours une lourde hypothèque pour la politique étrangère arménienne. Il est d'autant plus préoccupant que Moscou peut régulièrement être tenté de régulariser ses relations avec l'Azerbaïdjan. L'Azerbaïdjan, de son côté, peut compter sur le renforcement de l'axe Bakou-Tbilissi-Ankara (notamment sur le plan de la coopération militaire²⁷) et sur une autre carte, le GUUAM²⁸. De fait, les Arméniens sont régulièrement saisis d'un authentique –et légitime– frissonnement obsidional²⁹ attisé aussi bien par le renforcement

²⁶ Gérard Libaridian, *La construction de l'État en Arménie, un enjeu caucasien*, Paris, Karthala, 2000, p. 133.

²⁷ Ce renforcement de la coopération militaire –notamment dans le cadre du Partenariat pour la Paix– se traduit par des manœuvres communes et un soutien de la Turquie pour la modernisation des infrastructures et des équipements. Les Turcs participent ainsi à la modernisation de la base géorgienne de Marneuli.

²⁸ Structure de coopération qui réunit la Géorgie, l'Ouzbékistan, l'Ukraine, l'Azerbaïdjan et la Moldavie, pays qui sont tous tentés –quoiqu'à des degrés divers et diversement au gré des circonstances– de prendre du champ vis-à-vis de Moscou.

²⁹ Ara Tadevossian, “Armenia's Growing Paranoia”, Institute for War and Peace Reporting, *Caucasus Report*, n° 81, 8 mai 2001, disponible sur www.iwpr.net

des liens entre la Géorgie et la Turquie que, plus bizarrement, par le rapprochement entre Ankara et Tel Aviv³⁰. Cette inquiétude récemment rappelée par Vartan Oskanian³¹ nourrit en retour un renforcement des relations avec Moscou : modernisation de l'armée de l'air arménienne, projet d'installation de missiles S-300 sur la base de Gumri, projet d'une constitution d'une force de réaction rapide évoqué lors de la réunion d'Erevan en mai 2001. À bien des égards, l'équivoque dans laquelle se trouve l'Arménie depuis 1991 paraît être une réédition de mai 1918, lorsque après la dissolution de l'éphémère république fédérée de Transcaucasie, l'Arménie se retrouva complètement isolée (à un moment où les Géorgiens pouvaient compter sur l'Allemagne et les Azéris sur les Turcs). On comprend mieux aussi qu'Erevan se soit lancé dans la construction de contre-alliances avec l'Iran ou la Grèce, même si on a justement souligné leur caractère factice.

En fin de compte, que se passerait-il si on reconnaissait que le fait d'avoir des relations diplomatiques et économiques normales avec la Turquie était de l'intérêt de l'Arménie aussi bien que du Karabakh ? De meilleures relations arméno-turques n'affaibliraient-elles pas, dans la négociation, la position des Azerbaïdjanais, dont la rigidité est basée sur une politique d'étranglement de l'économie arménienne ? Si on apportait une réponse positive à ces questions (ce qui est tout à fait possible, à condition de les considérer avec un certain détachement, et à condition que le simple fait d'envisager cette option ne soit pas sur le champ taxé de trahison), la normalisation des relations avec la Turquie faciliterait le rôle de l'Arménie comme voie de passage pour les hydrocarbures de la mer Caspienne. De nombreux pays "pro-arméniens" qui encouragent l'Arménie à suivre ses instincts anti-turcs, rivalisent pour que l'oléoduc passe chez eux. Pour eux, le problème n'est pas d'empêcher l'Azerbaïdjan de développer ses propres

ressources et de devenir riche, c'est plutôt de pouvoir prendre sa part de cette richesse. Avec des relations problématiques entre l'Arménie et la Turquie et entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, il est difficile que l'Arménie fasse partie du réseau d'oléoduc et que l'oléoduc puisse passer par le sud du Caucase en général.

b) La politique de la Turquie dans le Caucase méridional et la variable azerbaïdjanaise. En Turquie, une poignée d'acteurs ont plaidé pour la normalisation des relations avec l'Arménie. Au premier rang d'entre eux, les milieux politiques et économiques locaux ont souligné les avantages économiques d'une éventuelle réouverture de la frontière. L'expulsion en juin 2000 de la délégation arménienne de la ville de Gumri venue participer à la conférence régionale organisée par la municipalité de Kars, sur ordre venu d'Ankara, a néanmoins révélé la différence d'approche qui existait entre le centre et la périphérie. Depuis plusieurs années, les journaux contiennent de plus en plus d'articles favorables à l'établissement de relations diplomatiques avec Erevan, arguant de façon classique qu'il permettrait de renforcer l'assise régionale de la Turquie. La position officielle n'a, cependant, guère varié. Si au ministère des Affaires étrangères turc, où la plupart des postes-clés sont tenus par des diplomates qui ont perdu des collègues dans les attentats de l'ASALA, l'idée d'un rapprochement en faisait aussi ciller plus d'un, c'est surtout parce que le soutien à l'Azerbaïdjan est une donnée de base de la politique caucasienne de la Turquie – l'autre étant le rapprochement progressivement opéré avec la Géorgie de Chevardnadzé. La proximité culturelle et linguistique nourrit même un "romantisme" que l'on retrouve dans la formule *bir millet, iki devlet* (une nation, deux États), martelée à l'envi par les officiels ou les médias même si elle sonne un brin faux. La Turquie est l'un des partenaires commerciaux majeurs de l'Azerbaïdjan (avec un volume

³⁰ Il est intéressant de noter qu'Erevan se sent assez concerné, par exemple, par le rapprochement turco-israélien esquissé ces dernières années. C'est un sujet sur lequel a planché l'un des principaux *think-tanks* arméniens (il est vrai dirigé par l'ancien ministre Raffi Hovannisian) : Gajane Novikova, *Turetsko-israil'skoe strategičeskoe partnerstvo i ego vlijanie na političeskuju situaciju na juznom kavkaze i bliznem vostoce* (Le partenariat stratégique turco-israélien et son influence sur la situation au Caucase méridional et au Proche-Orient), Erevan, The Armenian Centre for National and International Studies, septembre 1999.

³¹ Interview accordée à Mediamax, le 23 avril 2001.

de 200 millions de dollars US d'échanges pour les six premiers mois de l'année 2000) et un investisseur important (900 millions de dollars US de 1991 à 1999³²). La compagnie pétrolière turque TPAO est partenaire de l'AIOC et les deux pays militent pour l'oléoduc Bakou-Ceyhan. Si la coopération militaire est restée relativement limitée et discrète avant le cessez-le-feu au Haut-Karabakh en 1994, elle s'intensifie aujourd'hui dans le cadre du Partenariat pour la Paix de l'OTAN. Les relations n'ont, pour autant, pas toujours été idylliques. Le départ contraint d'Aboufraz Elchibey au profil résolument turquiste et l'arrivée au pouvoir de Heïdar Aliev en 1993 auraient, d'ailleurs, pu sceller le retour de l'Azerbaïdjan dans l'orbite russe. Le dialogue entre Ankara et Bakou est, en effet, resté tendu quelque temps, notamment après la tentative de coup d'État de mars 1995, où plusieurs citoyens turcs auraient prêté la main à Djavadov³³. Les relations sont cependant vite redevenues très bonnes, dans l'intérêt bien compris de Bakou. Il n'en reste pas moins que l'Azerbaïdjan critique très régulièrement les velléités turques de dialogue avec l'Arménie, notamment en 1996-1997 à l'époque où Mesut Yılmaz (ANAP) était Premier ministre. Aliev a, par ailleurs, choisi d'adopter une politique d'équilibre qui l'amène parfois à se désolidariser ou à prendre ses distances vis-à-vis d'Ankara et à resserrer les liens avec Moscou (visite de Vladimir Poutine en janvier 2001). Plus récemment, Bakou a refusé de s'aligner sur les réactions d'Ankara au vote par le Parlement français de la loi reconnaissant le génocide arménien (18 janvier 2001). Faruk Loğoğlu, secrétaire d'État aux Affaires étrangères en visite à Bakou, le lendemain du vote, avait proposé de réclamer l'exclusion de la France du groupe de Minsk. Le refus d'Aliev –il avait aussi déclaré que

l'Azerbaïdjan ne "saurait être plus royaliste que le roi" – a quelque peu surpris à Ankara. Mais ces différends ne remettent pas en cause l'essentiel et Bakou sait qu'il peut compter sur Ankara, comme lors de la crise de l'été 2001 en mer Caspienne, lorsque des bateaux prospectant pour le compte du consortium pétrolier azéri ont été intimidés par la marine iranienne. L'ambassadeur iranien à Ankara avait été officiellement convoqué pour se voir remettre une note au ton particulièrement véhément. Peu de temps après, le chef d'État-major des Armées turques, le général Kıvrıkoğlu assistait à Bakou à d'importants défilés militaires. Les bonnes relations qu'entretient la Turquie avec Bakou et Tbilissi contribuent, en définitive, largement à asseoir l'influence d'Ankara dans la région. Tant que le conflit du Karabakh n'est pas réglé, l'intérêt d'une normalisation des relations avec l'Arménie est minime. Il est aussi risqué, car la seule perspective d'une ouverture de la frontière n'a jamais suffi à amener les Arméniens sur la voie d'un compromis plus acceptable pour les Azéris. Il semble évident que la Turquie a néanmoins raté l'occasion, au milieu des années 1990, d'établir des relations avec l'Arménie à un coût infiniment moins important qu'il ne l'est aujourd'hui : entre-temps, les positions arméniennes se sont durablement durcies.

Les relations russo-turques

Ankara a constamment tâché, depuis 1991, de trouver un équilibre dans ses relations avec la Russie. Certes, la Turquie a été un temps tentée d'étendre son influence dans les anciennes marches soviétiques du Caucase et de l'Asie centrale – recueillant d'ailleurs, après une courte période euphorique, des résultats plutôt

³² Gareth Winrow, "Turkey and the Transcaucasus : An Overview", conférence prononcée à l'IFEA en mars 2001. À titre de comparaison, les échanges arméno-turcs s'élevaient à 40 millions de dollars en 2000 (dont 39,5 millions de dollars d'exportations turques). Chiffres communiqués par l'Ambassade de France en Arménie. Les échanges officiels s'élevaient, eux, à 80 ou 100 millions de dollars.

³³ Selon le quotidien turc *Cumhuriyet* (16 février 2001), le DYP (Doğru Yol Partisi, Parti de la Juste Voie) de Tansu Çiller aurait soutenu financièrement le MHP de Türkeş à hauteur de 2 millions de dollars, somme qui aurait été utilisée pour financer l'organisation du coup d'État contre Aliev (mars 1995) et les réunions du TÛDEV (Fondation de coopération, de fraternité et d'amitié des États et communautés türk). Selon *Cumhuriyet*, Djavadov serait venu en Turquie plusieurs mois avant le coup d'État et y aurait rencontré Türkeş et Çiller. On sait qu'au lendemain de ce coup d'État avorté, Tansu Çiller, alors Premier ministre, avait effectué une visite à Bakou au cours de laquelle elle avait présenté les excuses de la Turquie, imputé l'événement à un groupe d'extrême droite difficilement contrôlable et surtout démenti toute participation d'officiels turcs.

mitigés³⁴. Dans la pratique, cependant, elle a évité toute confrontation directe avec Moscou. Si la population turque d'origine caucasienne (de 4 à 5 millions de personnes selon les estimations) s'est fortement mobilisée au cours des deux guerres de Tchétchénie³⁵, le gouvernement s'est bien gardé de prendre fait et cause pour les Tchétchènes. En retour, Moscou a considérablement diminué son soutien au PKK. Les forces armées turques sont, certes, traditionnellement marquées par une nette défiance à l'égard de la Russie, défiance qui les encourage à soutenir le projet d'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC) ou récemment à orchestrer l'enquête sur les conditions d'attribution du marché de construction du gazoduc reliant la Russie à la Turquie (*Blue Stream*). Mais leur influence a été contrebalancée par l'existence d'un "lobby russe", majoritairement composé d'entreprises comme Enka, Gama ou Tekfen (entreprises essentiellement de construction) qui ont milité avec succès avec l'ANAP de Mesut Yılmaz pour la construction du *Blue Stream*. Ce gazoduc, dont la construction devrait s'achever au début de l'année 2003, va considérablement accroître la dépendance énergétique de la Turquie vis-à-vis de la Russie. De manière générale, la Russie est l'un des partenaires commerciaux les plus importants de la Turquie. Après un petit ralentissement dû à la crise russe de 1998, le volume des échanges entre la Russie et la Turquie a dépassé à nouveau la barre des quatre milliards de dollars en l'an 2000, ce qui représente à peu près quatre fois plus que le volume des échanges avec toutes les républiques turcophones réunies – de quoi relativiser les schémas simplistes qui feraient croire que les relations entre Moscou et Ankara sont avant tout placées sous le sceau de la rivalité. Cette rivalité existe bel et bien (elle

porte notamment sur le tracé des oléoducs ou sur le passage des détroits et s'exprime parfois dans la rivalité russo-américaine³⁶) et il y a eu plusieurs crises (notamment lors du projet d'installation de missiles S 300 de fabrication russe à Chypre), mais la Turquie a compris que Moscou était décidé à garder un rôle important en Transcaucasie.

Perspectives

Le dialogue entre l'Arménie et la Turquie n'a peut être jamais paru aussi prêt de sortir des limbes qu'au cours de l'année 2001 qui a vu se multiplier les initiatives et les enceintes de dialogue. La fin malheureuse de la commission de réconciliation turco-arménienne dont l'existence avait été déclarée le 7 juillet 2001 et qui s'est finalement auto-dissoute quelques mois plus tard, le 11 décembre 2001, montre cependant qu'il ne faut pas pécher par excès d'optimisme. Composée d'universitaires et de haut-fonctionnaires turcs et arméniens, a priori indépendants, la commission qui se réunissait depuis près d'un an dans le secret avait pour mérite d'institutionnaliser le dialogue, car si Ankara et Erevan avaient expressément nié être impliqués dans cette démarche, il était probable qu'elle recueillait au moins leur assentiment. L'un des représentants arméniens a ainsi révélé que le choix des personnalités arméniennes avait été discuté pendant plusieurs mois avec le président Kotcharian et Vaskan Oskanian. Dans le même ordre d'idées, les délégués turcs étaient pour la plupart d'anciens hauts fonctionnaires encore proches du pouvoir, à l'image d'Özdem Sandberk ou d'İlter Türkmen, tous deux anciens ambassadeurs. Promue en sous-main par les Américains et soutenue par l'Union

³⁴ Bayram Balcı, Bertrand Buchwalter, *La Turquie en Asie centrale, la conversion au réalisme (1991-2000)*, Istanbul, Dossiers de l'Institut français des Études Anatoliennes (IFEA), 2001.

³⁵ En janvier 1996, des citoyens turcs d'origine caucasienne, emmenés par Mohammed Tozcan (lui-même d'origine abkhaze, il s'était battu aux côtés de Bassaev en Abkhazie et en Tchétchénie), ont ainsi détourné un ferry turc pour médiatiser le sort des Tchétchènes. Le détournement s'était terminé sans violence, bénéficiant d'un fort capital de sympathie de l'opinion publique et des dirigeants politiques, ce qui avait à l'époque exaspéré Moscou. Évadé de prison, repris puis libéré lors de l'amnistie de décembre 2000, Tozcan a réédité ce geste en prenant en otage un groupe de touristes dans l'un des grands hôtels d'Istanbul. Si l'étoile de Tozcan était déjà ternie aux yeux d'une opinion publique lasse et préoccupée par les retombées négatives en termes d'image pour le tourisme, la classe politique a encore une fois été assez indulgente, suscitant à nouveau le mécontentement des Russes.

³⁶ Le BTC ne se concrétise cependant toujours pas, alors que l'oléoduc concurrent, reliant Tengiz à Novorossisk, est entré en activité.

Européenne³⁷, l'initiative a d'emblée recueilli des sentiments très partagés en Arménie, dans la diaspora, en Azerbaïdjan alors qu'elle a été plutôt bien accueillie en Turquie. En Arménie et dans la diaspora, on a hésité entre soutien enthousiaste, attentisme ou condamnation. Ici on a salué ce premier pas, ailleurs on s'est interrogé sur les motivations des participants turcs, dont on avait noté qu'aucun n'acceptait de reconnaître le génocide. Pour la FRA Dachnaksoutiouné, la commission était surtout un moyen imaginé par la Turquie pour prévenir les futures campagnes pour la reconnaissance du génocide. La commission avait choisi de se saisir de l'ensemble des différends, écartant néanmoins celui portant sur l'histoire, donnant ainsi l'impression de botter en touche. De fait, il faut bien dire que sur ce sujet, le dialogue risquait de tourner court très rapidement. Les membres turcs de la commission, fidèles en cela à l'orientation générale du débat sur la question en Turquie, refusaient le qualificatif de génocide pour désigner les mesures de déportation et les massacres commis par l'Empire ottoman contre les populations arméniennes en 1915³⁸. De leur côté, les Arméniens n'étaient certainement pas prêts à composer avec leur histoire. Ce hiatus a eu raison de la commission. La question, dès lors, est de savoir si les deux États peuvent resserrer leurs liens malgré ce profond conflit de mémoires ? Sauf coup de théâtre, il y a peu de chances que ces liens soient désormais resserrés avant le règlement du conflit au Karabakh. S'il est évident que l'ouverture de la

frontière turco-arménienne fera partie du paquet des négociations, ce sera un paquet en bloc. La levée de l'hypothèque karabakhtsise lèvera-t-elle pour autant la voie à l'établissement de relations diplomatiques, entre Erevan et Ankara ? Rien n'est moins sûr. La frontière sera ouverte, il y aura des relations économiques officielles, probablement des consulats, mais le dialogue turco-arménien risque bien d'être encore longtemps prisonnier de ce qu'un diplomate arménien appelle les 4 T, pour, *Tanima* : reconnaissance [du génocide], *Toprak Talepleri*, revendications territoriales, et *Tazminat*, dédommagements.³⁹ Malgré quelques frémissements (imputables à quelques fractions isolées de la société civile), la Turquie n'est, en aucun cas, prête, ni désireuse de procéder à une révision de son histoire (cf. encadré). Elle ne peut, cependant, ignorer les progrès de la cause de la reconnaissance du génocide et devra bien d'une manière ou d'une autre, y trouver une réponse. Le rapprochement entamé entre les présidents Bush et Poutine après les événements du 11 septembre dernier pourra peut être – dans un scénario optimiste – favoriser l'établissement de la paix au sud Caucase et partant, amener la Turquie et l'Arménie à reprendre le dialogue. La reprise des pourparlers entre les dirigeants chypriotes turcs et grecs à la fin 2001 –encouragée il est vrai par la perspective d'une adhésion prochaine de Chypre à l'Union Européenne– montre qu'il n'est aucun différend même sérieux qui ne soit insurmontable.

³⁷ Dans sa Résolution sur le rapport régulier 2000 de la Commission sur les progrès réalisés par la Turquie sur la voie de l'adhésion, le Parlement européen "*soutient l'initiative civile prise par un groupe d'anciens diplomates et académiciens turcs et arméniens, visant à parvenir à une appréciation commune du passé ; est convaincu qu'avec d'autres, cette initiative devrait déboucher sur une normalisation des relations entre les communautés et les États concernés*". Dans l'alinéa 34, il prie "*instamment la Turquie de prendre toutes mesures nécessaires pour instaurer un climat favorable de stabilité dans l'ensemble de la région du Caucase ; lui demande à cet égard de jouer un rôle actif dans la restauration du dialogue entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, et considère que la levée du blocus en Arménie pourrait constituer une première mesure concrète vers une pacification de la région*".

³⁸ Un des membres, Gündüz Aktan, ambassadeur à la retraite et éditorialiste pour le quotidien *Radikal* a signé plusieurs manchettes. Signalons notamment les *Radikal* des 27 septembre, 11 et 16 octobre 2000. Dans un interview au quotidien *Yeni Şafak*, le 2 octobre 2000, Gündüz Aktan déclarait : "*Si les événements arméniens (ermenî olayları) sont qualifiés de génocide, alors l'exil forcé des Turcs et des musulmans des Balkans, de Crimée ou du Caucase équivalent à au moins dix, voire quinze génocides*". Plus loin, Aktan propose d'ouvrir la discussion afin de savoir pour qui il est plus légitime de parler de génocide. Cité par Taner Akçam "ABD Kongresi'ndeki Soykırım Tasarısı", *Birikim*, n° 139, novembre 2000, p. 15. À noter qu'Aktan, depuis septembre 2000, propose de résoudre le différend en saisissant la Cour Internationale de Justice (CIJ) de la Haye, cf. *Milliyet*, 22 septembre 2000, p. 22 : "*Ce serait une erreur que de laisser cela aux historiens. Les historiens arméniens sont dans ce domaine beaucoup plus influents (etkin) et ils ont déjà convaincu le monde de la vérité de leurs thèses*".

³⁹ Entretien au MAE arménien, début avril 2001.

4. L'actualité des débats sur la question arménienne en Turquie

On n'a jamais autant parlé, en Turquie, depuis le mois de septembre 2000 (à un moment où le projet de reconnaissance du génocide arménien était concomitamment à l'ordre du jour aux États-Unis, en France, puis au Parlement européen) de la question arménienne. La reconnaissance du génocide par les parlements européen et français a, d'une part, cristallisé une réaction fière où le nationalisme le disputait au sentiment général d'être mal aimé ou mal compris. On a d'autre part, globalement, dénoncé les manœuvres électoralistes des parlementaires et l'activisme d'une partie de la diaspora arménienne. De manière générale, cette reconnaissance est aussi venu nourrir le syndrome de Sèvres, celui du dépècement du pays, dans la mesure où elle a parfois été interprétée, en Turquie ou ailleurs, comme un prélude à des actions en justice pour obtenir des dédommagements (financiers ou territoriaux). Dans le flot des condamnations, il y a aussi eu des appels de journalistes et d'historiens turcs pour que l'on brise les tabous, pour qu'Ankara prenne à bras le corps sa propre histoire. Dans un livre publié à Istanbul en août 2000 et intitulé *En dévoilant le tabou arménien, y a-t-il une autre voie possible que le dialogue?*⁴⁰, Taner Akçam, historien et sociologue turc qui vit et travaille désormais en Allemagne, tente, par exemple, de tracer les bases et les contours d'un dialogue entre Turcs et Arméniens. Akçam –qui a rédigé plusieurs livres considérés comme hétérodoxes en Turquie sur ce qu'il est encore convenu d'appeler la question arménienne (*Ermeni sorunu*)– décèle dans la Turquie d'aujourd'hui les signes d'un changement assez profond : petit à petit, la société s'approprie des questions qui sont longtemps restées taboues, l'unanimité se fendille et on commence à parler plus ouvertement de certaines pages de l'histoire, notamment de ce qui s'est passé en 1915 ou de la forme que doivent désormais revêtir les relations entre la Turquie et l'Arménie.

Intervenant début février 2001 dans une émission de la chaîne privée TV6, Akçam a très violemment été pris à partie par la veuve de Turgut Özal, qui refusait d'admettre l'éventualité d'un repentir de la Turquie. L'éditeur d'Akçam, Recep Tatar –ils se sont rencontrés dans les rangs du groupuscule d'extrême-gauche DEV-YOL à la fin des années soixante-dix–, est plutôt pessimiste. Pour lui, le débat ne déborde guère le cadre étroit d'une partie de la gauche et est comme interdit ailleurs. Il n'en reste pas moins que, ces derniers mois, plusieurs initiatives ont réuni des chercheurs turcs, arméniens et occidentaux autour de la même table à Chicago, Paris et Istanbul. L'un des participants turcs à la rencontre de Chicago (mars 2000), Halil Berktaş, professeur à l'Université Sabancı (Istanbul) déclarait, à l'automne 2000, dans une interview au quotidien *Radikal*⁴¹, que la Turquie n'avait aucune chance de convaincre le monde de sa version des faits. La réaction ne s'est cependant pas fait attendre et Berktaş a été immédiatement l'objet de campagnes dans la presse et sur Internet. Emin Çölaşan, éditorialiste populaire à *Hürriyet*, l'a même traité de "traître à la patrie".

Le gouvernement turc a ces derniers mois engagé un nouvel effort de mobilisation historiographique pour s'opposer terme à terme à ce qu'il appelle "les thèses arméniennes". Pour la plupart des observateurs turcs, la reconnaissance par la France et l'Union Européenne du génocide arménien est une conséquence du manque de mobilisation du champ académique turc ces dernières années. Le lendemain du vote à l'Assemblée nationale française, le quotidien *Zaman* lançait un verdict sans appel : "Nous avons dormi, nous avons perdu" (*uyuduk, kaybettik*⁴²). *Zaman*, encore, dénonçait, le 29 janvier, le manque d'intérêt pour la période : "Amère réalité. Le Parlement français a adopté la loi (reconnaissant le génocide arménien) parce qu'on trouve en France plus de 26 000 œuvres défendant le point de vue arménien. Qu'a-t-on en face à proposer ? 84 livres et 29 travaux universitaires (dont seulement 5 thèses de

⁴⁰ Taner Akçam, *Ermeni Tabusu Aralanırken, Diyalogdan Başka Bir Çözüm Var mı ?*, Su yayınları, août 2000, 219 p.

⁴¹ "Ermenileri Özel Örgüt Öldürdü" (Les Arméniens ont été tués par des organisations spéciales), *Radikal*, 9 octobre 2000 (Interview avec Neşe Düzel).

⁴² *Zaman*, 19 janvier 2001, p. 1.

doctorat et 24 mémoires de 3e cycle)”. Une grande partie de la classe politique et de la presse turques ont tiré, au cours des mois écoulés, le même signal d’alarme, en appelant à un sursaut et à un programme coordonné de “contre-attaque” : préparation de documentaires, de nouveaux livres, de CD-Rom, organisation de conférences internationales⁴³. Au même moment, le YÖK (instance créée par les militaires au lendemain du coup d’État du 12 septembre 1980 pour mettre au pas les universités) déclarait qu’un effort particulier serait fait pour favoriser la réalisation de travaux dans ce domaine. La création au courant de l’automne 2000 d’un Institut de recherches arméniennes dans le giron d’ASAM, un *think-tank* situé à Ankara qui tout en revendiquant son indépendance est assez proche de la ligne officielle, participe aussi très clairement de cet effort de mobilisation. Dans la préface de la revue (pour partie bilingue) de l’institut, le directeur d’ASAM, Ümit Özdağ, ne mâche d’ailleurs pas ses mots à l’égard des gouvernements successifs qui n’ont pas, selon lui, suffisamment œuvré pour contrer la propagande arménienne. Il est urgent, écrit-t-il, de lui apporter une réponse appropriée, d’autant qu’entre-temps un nouveau facteur est apparu : “Depuis 1990, il s’est publié, en Turquie, plus de vingt-cinq livres soutenant les thèses arméniennes (Ermeni tezini destekleyen 25 kitap çıkmış) et ce, sans provoquer la moindre réaction. Un petit groupe d’hommes d’affaires et d’universitaires pro-arménien s’est parallèlement créé. Aujourd’hui, ce groupe est invité à la plupart des forums pro-arméniens qui ont lieu de par le monde et demande pardon pour le génocide arménien au nom du rapprochement turco-arménien”⁴⁴. L’objectif déclaré de cet institut est de constituer un quartier général scientifique pour répondre à la guerre menée par les Arméniens contre la Turquie.

Par delà ces débats, il importe de souligner le caractère tout problématique d’une éventuelle révision du récit national turc. Toute révision supposerait d’accepter l’idée de remettre en cause un certain nombre de crédos. C’est toute une imagerie populaire, toute la représentation d’un État constamment tolérant (déjà écornée, au passage, par le traitement d’épisodes comme ceux du *varlık vergisi* ou des événements du 6/7 septembre 1955) à laquelle il faudrait renoncer. À bien des égards, l’histoire (ou plus exactement la conception qu’on se fait de l’histoire) en Turquie n’a pas rompu avec l’école de Ranke et sert encore un projet de construction d’un imaginaire national commun. Elle est toujours marquée du coin du dessein kémaliste, celui de construire contre vents et marées une nation unie et indivisible. L’histoire continue, à l’école, à avoir un statut bien particulier : comme le dit Copeaux, “il s’agit autant de créer un rapport affectif au passé que de le faire connaître”⁴⁵. On craint, enfin, très clairement, de voir s’ouvrir la boîte de Pandore. Ici et là, on souligne ainsi qu’avec la campagne pour la reconnaissance du génocide, la diaspora n’entend pas seulement forcer la Turquie à demander pardon. La suite logique, c’est la demande de dédommagements (*tazminat*), de compensations pour la saisie des biens immobiliers et enfin, les revendications territoriales (*toprak talepleri*). La presse populaire turque évoque, d’ailleurs, régulièrement les procès pour dédommagements ouverts en diaspora. Une partie de ces angoisses n’est probablement pas dénuée de fondements. Comme le note Ahmet İnsel, “dans des provinces comme Adana, Erzurum ou Van, tout le monde sait qu’il y a des familles qui se sont considérablement enrichies en mettant la main sur le patrimoine que les Arméniens ont laissé derrière eux. Certaines de nos grosses fortunes se sont constituées ainsi”⁴⁶. Ne nous étonnons pas si l’ouverture des archives des cadastres de ces régions provoque un grand incendie”⁴⁷. La

⁴³ Cf. l’article de Hasan Celâl Güzel, “Ermeni Sorununun Çözümü İçin Bazı Teklifler” (Quelques propositions pour résoudre la question arménienne), *Yeni Türkiye*, n° 37, pp. 180-186 ou celui de Mehmet Ali Kışlalı, “Ermeni Mücadelesi Ciddi mi?”, *Radikal*, 21 juin 2001, p. 5.

⁴⁴ Ümit Özdağ, *Ermeni Araştırmaları/Armenian Studies* (ASAM), Ankara, n° 1, mars-avril-mai 2001, p. 5.

⁴⁵ Copeaux (1998), p. 339.

⁴⁶ Hugh et Nicole Pope abondent dans le même sens, cf. *Turkey Unveiled, Atatürk and After*, Londres, John Murray, 1997, pp. 48-49.

⁴⁷ “Madalyonun İki Yüzü Var” (Il y a deux côtés de la médaille), *Radikal iki* (supplément du dimanche de *Radikal*), 28 janvier 2001, p. 4.

question des revendications territoriales crisper, elle, un syndrome de Sèvres (peur du morcellement du pays) bien peu rationnel qui va parfois

de pair avec le sentiment que la Turquie est au cœur d'un complot tramé contre elle.

Kars : une ville des confins

La ville turque de Kars (souvent appelée **Serhat Kars**, Kars des confins, 90 000 habitants), dans l'extrême nord-est de la Turquie, à quelques dizaines de kilomètres de Gumri (ex-Alexandropol, ex-Leninakan), vit de plus en plus mal d'être coupée, à cause de la fermeture de la frontière avec l'Arménie, de tout son héritage caucasien. Sous la houlette de son maire, elle essaie de renouer avec les liens historiques qui l'unissent avec Gumri.

À Kars, le Caucase paraît assez lointain lorsqu'on se promène dans les rues tirées au cordeau par l'administration russe entre 1880 et 1920. Il s'y décline, cependant, un peu partout, que ce soit aux devantures des *Tekel bayii* (échoppes où l'on vend de l'alcool), des *gida pazarı* (épiceries), des cafés bondés en ce mois de janvier, à cause du froid ou tout simplement dans les esprits. L'ancienne présence russe se lit non seulement dans le plan de la ville mais aussi dans les immeubles en pierre de taille blonde disséminés dans une ville qui ressemble à la plupart des villes anatoliennes, n'étaient les avenues un peu trop larges et ces quelques traces d'une histoire un peu compliquée. La ville a été la capitale de la dynastie arménienne des Bagratides au 10^e siècle avant que ceux-ci ne s'établissent à Ani, aujourd'hui en zone militaire turque, en bordure de l'Araxe qui sépare la Turquie de l'Arménie. Elle a été, par la suite, subjuguée par les Seldjoukides aux 11-12^e siècles avant de passer successivement entre les mains de Tamerlan et de Shah Abbas. Le Feld-Maréchal Paskiévitsh s'en empare au nom du Tsar en 1828 mais elle reste russe bien peu de temps et ce n'est qu'après la défaite des armées du Sultan, lors de la guerre russo-turque de 1877-78, qu'elle passe sous l'autorité de Pétersbourg

et ce, pour environ quarante ans⁴⁸. La Russie encore tsariste la rétrocède à l'Empire ottoman à Brest-Litovsk. Elle repasse à l'Arménie après l'armistice (en 1919), puis les Kémalistes la reprennent en 1920. Elle est cédée officiellement par le traité de Moscou (16 mars 1921) et c'est à Kars qu'est signé le traité qui fixe définitivement la frontière entre la Turquie et la Russie et les républiques transcaucasiennes. La ville fut, par la suite, d'abord officieusement réclamée par Staline en 1945 puis officiellement, en 1947, à l'ONU, par le représentant soviétique⁴⁹. On trouve encore au coin d'une rue, à quelques pas d'un centre-ville veillé par une forteresse noire, un magasin où l'on vient se ravitailler en miel et en produits laitiers (qui font la réputation de Kars) qui porte le nom mêlé de russe et de turc de *büyük zavotlar* (grandes usines). L'ancienne cathédrale russe a, elle, été partiellement démolie dans les années 20 ou 30 (on a alors fait sauter les coupes et les clochetons), puis transformée en mosquée (*Fethiye Camii*, Mosquée dédiée à la victoire) en 1985, connaissant ainsi le même sort que l'église médiévale des Saints-Apôtres. La composition actuelle de la population de la ville porte, elle aussi, les stigmates des revirements de fortune militaire et des modifications du tracé de la frontière. On y trouve d'abord une petite moitié de Kurdes (pour partie alévis), des Azéris (arrivés les uns et les autres pour la plupart à la fin des années 1910, au début des années 20), des *Terekeme* (Azéris de confession sunnite et de tradition plus rurale) et des *Yerli* (autrement dit des gens du cru, ceux qui sont considérés comme ayant toujours vécu à Kars) mais évidemment plus d'Arméniens alors qu'ils composaient, avant 1914, une part importante de la population.

⁴⁸ H. F. B. LYNCH, *Armenia, Travels and Studies* (2 vols.), New York, Armenian Prelacy.

⁴⁹ Je remercie Claire Mouradian pour ces informations.

Portrait de la communauté arménienne d'Istanbul

Bertrand Buchwalter*

“Toutes les minorités ont choisi de vivre sur leur propre *île* je ne le dis pas seulement au sens figuré, si vous jetez un coup d’œil sur les îles d’Istanbul, vous verrez que c’est la réalité : les Arméniens ont choisi de vivre à Kınalıada, les Juifs à Burgaz, les Grecs à Büyük Ada et Heybeli est mélangée”¹.

L’ambition de cet article est limitée : il entend principalement proposer une vue d’ensemble de la situation actuelle de la communauté arménienne de Turquie, sujet sur lequel il n’existe, à notre connaissance, que très peu de sources en langues occidentales². Faute de connaître l’arménien, nous nous sommes limités aux sources –à vrai dire assez nombreuses– disponibles en langue turque, en complétant ces données par une série d’entretiens au sein de la communauté arménienne d’Istanbul. Nous avons compulsé les collections d’*Agos*, hebdomadaire arménien de Turquie créé en 1996, feuilleté un bon nombre des livres parus sur la question en Turquie, exploité la presse turque (surtout quotidienne) et celle de la diaspora arménienne (notamment américaine : *California Courier*, *Armenian Reporter*, *Armenia International Magazine*). Notre étude peut se lire comme l’esquisse d’un portrait d’une communauté. Il s’agit de débroussailler et d’explorer quelques

pistes qui nous paraissent pertinentes. Nous ne prétendons évidemment pas à l’exhaustivité et laisserons donc quelques questions ouvertes et quelques pans dans l’ombre. Le travail encore à faire est considérable, notamment pour donner à ce tableau la profondeur historique et sociologique qui pourrait lui manquer. Autre limite : nous nous sommes essentiellement concentrés sur les Arméniens d’Istanbul (*bolsetsi* en arménien), même si de temps en temps nous élargirons notre étude à l’ensemble de la communauté arménienne de Turquie.

1. Quelques repères sur l’histoire des Arméniens à Istanbul³

1.1. L’époque byzantine et ottomane

Il est évidemment impensable ici de retracer l’histoire des Arméniens sous l’Empire ottoman puis dans la Turquie républicaine. Nous nous

* Je remercie Gülüm Şener pour son aide documentaire.

¹ Mario Levi in Ali Kırca, *Azınlıklar Kaybolan Renkler* (Les couleurs évanescences des minorités), Istanbul, Sabah kitapları, 2000, p. 55.

² Voir le court article d’Aida Tanikyan, “Partir ou rester : les Arméniens”, in Semih Vaner (ed), *Istanbul. Gloires et dérives*, Autrement n° 29, mars 1988, pp. 131-135 ; ou la rapide étude du rédacteur en chef de l’hebdomadaire arménien *Agos*, Hrant Dink, “The Taste of Being a Minority”, in Ole Høiris et Sefa Martin Yürükel, *Contrasts and Solutions in the Caucasus*, Aarhus University Press, 1998, pp. 436-442.

³ En ce qui concerne l’histoire des Arméniens à Istanbul, signalons le colloque organisé par Richard Hovannisian à l’UCLA (Los Angeles), les 19 et 20 mai 2001, *Armenian Constantinople*. Il s’inscrit dans une série de colloques consacrés à la présence arménienne dans les centres urbains de l’Empire ottoman. Les résumés des interventions sont téléchargeables sur le site www.ucla.edu. On peut aussi renvoyer à l’article “Ermeniler”, dans la très utile *Istanbul Ansiklopedisi* ou le livre de Raymond Kevorkian et Paul Paboudjian, *Les Arméniens dans l’Empire ottoman à la veille du génocide*, Paris, Arhis, 1992. Je remercie aussi le patriarche Mesrop Mutafyan et Elmon Hançer qui m’ont donné de très précieux renseignements.

contenterons d'en rappeler quelques grands traits, notamment pour souligner la longue histoire de la présence arménienne à Istanbul (Byzance, puis Constantinople). Cette présence remonte bien avant la prise de Constantinople par Mehmed le Conquérant en 1453 puisque les premiers contacts entre l'Arménie et Byzance datent des débuts du 4^e siècle, après l'adoption du christianisme par l'Arménie. Les relations vont s'intensifier après le partage du royaume d'Arménie entre l'Iran sassanide et l'Empire romain d'Orient (387) et surtout avec l'invention du nouvel alphabet arménien par Mesrop Machtots (v. 405), qui viendra lui-même à Byzance pour le diffuser. Il y enverra aussi ses propres étudiants qui, devenus férus de latin et de grec, traduiront de nombreux manuscrits en arménien. La communauté arménienne fut donc d'abord composée d'érudits ou d'étudiants fréquentant les grandes écoles de la capitale. Des Arméniens sont aussi progressivement venus à Byzance pour s'y enrôler comme mercenaires. Certains ont fait de belles carrières militaires et sont même devenus empereurs, comme Léon le Grand (début du 9^e siècle), mais pour accéder à de hautes positions au sein de l'empire, les Arméniens doivent la plupart du temps renier leur église. Ce n'est qu'avec l'arrivée au pouvoir des dynasties latines (12-13^e siècles) que la communauté arménienne peut vraiment s'épanouir plus librement. De cette époque date la première église *intra-muros* connue, achetée aux Génois et établie dans le quartier de Galata, alors habité par de nombreux Arméniens. Il semble que l'arrivée des Ottomans ait été accueillie avec un bienveillant attentisme. Peu de temps après avoir pris la ville, Mehmed II décida, d'ailleurs, d'appeler à Constantinople l'évêque arménien de Bursa, Joachim, qu'il connaissait. Le patriarcat arménien fut établi dans la capitale ottomane en 1461 avec des prérogatives équivalentes à celles du patriarcat orthodoxe de Fener. Si son autorité (étendue par le Sultan aux Coptes et aux Syriques de l'Empire) fut d'abord très limitée, elle s'étendit progressivement et au moins jusqu'au milieu du 19^e siècle à tous les Arméniens de l'Empire, et du coup aux autres patriarcats arméniens (notamment celui de Jérusalem). Exerçant une sorte de magistère moral et religieux sur le

millet arménien, le patriarche était aussi l'interlocuteur privilégié du sultan pour les affaires concernant la communauté. Dans l'esprit de Mehmed II, il s'agissait surtout de contrebalancer le pouvoir et l'influence du patriarche grec orthodoxe de Constantinople. Le sultan opéra même, pour ce faire, à des ponctions sur le patrimoine du patriarcat de Fener pour les attribuer au nouveau patriarcat arménien, d'ailleurs sis à l'origine dans un ancien monastère orthodoxe du quartier de Samatya. Mehmed II fit aussi venir des populations arméniennes d'Anatolie qui s'installèrent à Kumkapı, Samatya ou Yenikapı. L'annexion de la Crimée en 1475, les guerres incessantes avec la Perse safavide apportèrent aussi leur lot de migrants arméniens, venant ainsi renforcer une communauté qui commence à prospérer. Notons que la première imprimerie arménienne fut créée à Istanbul dès 1567 et ce, bien avant la première imprimerie ottomane⁴. Elle contribuera à l'épanouissement d'une communauté et d'une ville qui s'affirmera progressivement comme le "nombril" de la culture arménienne (notamment aux 18-19^e siècles). Tiflis, centre culturel et politique pour les Arméniens de l'Empire russe au 19^e siècle ne lui contestera pas ce rôle, d'autant qu'Istanbul est, à partir de la fin du 18^e siècle, témoin d'une incroyable effervescence culturelle (création de sociétés littéraires, codification de l'arménien occidental) et économique. Une première école est ouverte en 1789 près du siège patriarcal, à Kumkapı. Elle précède la création de tout un réseau d'établissements d'enseignements, réseau qui étendra ses ramifications jusque dans les provinces reculées d'Anatolie. Il y a plus de 20 écoles à Istanbul en 1871. Le premier lycée, *Getronagan* (Central, toujours en activité, dans le quartier de Karaköy), voit le jour en 1886. Ces écoles viendront nourrir l'intense bouillonnement littéraire de la seconde moitié du 19^e siècle. Profitant notamment de la relative mise à l'écart des *rums* de l'Empire après l'indépendance de la Grèce, une noria d'entrepreneurs et de marchands arméniens vont aussi bâtir des fortunes colossales et acquérir une influence considérable. Le patriarcat arménien doit cependant, dès le début du 19^e siècle, faire face au prosélytisme des missionnaires catholiques et protestants

⁴ Rappelons que l'interdiction d'imprimer en turc ou en arabe ne fut levée qu'au début du 18^e siècle (1727). La première imprimerie établie à Istanbul est juive en 1493-1494. Bernard Lewis, *Islam et laïcité. La naissance de la Turquie moderne*, Paris, Fayard, 1988, p. 52.

qui parviennent à convertir de nombreux Arméniens excédés par le centralisme excessif et la collusion entre la haute bourgeoisie et le patriarche. La rupture est consommée dès 1830 avec la création d'un *millet* catholique appuyé en sous-main par la France et d'un autre, protestant (soutenu, cette fois-ci par l'Angleterre, en 1850). Effervescence culturelle et politique vont de pair puisqu'alors que l'Empire ottoman connaît lui-même ses premières réformes politiques d'envergure, les élites arméniennes vont critiquer l'équilibre interne des pouvoirs et revendiquer d'être associées à la gestion des affaires de la communauté. Ce mouvement aboutira à la rédaction d'une véritable constitution nationale arménienne (1863) qui institue "une sorte de monarchie parlementaire"⁵ à l'intérieur du *millet* arménien. Les massacres hamidiens de 1895-1896 dans les provinces anatoliennes, sorte "de prélude à la tragédie de 1915", sonnent cependant la fin d'une époque pour les Arméniens d'Istanbul, même si la révolution constitutionnelle de 1908 ouvre une courte ère de rapprochement entre les éléments progressistes de la Fédération Arménienne Révolutionnaire et du Comité Union et Progrès – qui survivra aux massacres d'Adana (1909) pour prendre fin vers 1912. Relativement épargnée par la tragédie qui toucha surtout, entre 1915 et 1917, les Arméniens d'Anatolie, la communauté arménienne d'Istanbul composée, selon les estimations, d'environ 130 000 personnes va cependant très progressivement mais inéluctablement décliner en nombre après la Première Guerre mondiale.

1.2. La période républicaine

Si les Arméniens de Turquie sont placés à partir de 1923 sous la protection juridique des provisions du Traité de Lausanne⁶, la politique de turquification menée par le jeune régime kémaliste puis par ses épigones, ainsi qu'une série d'événements vont expliquer le départ de nombreux Arméniens d'Istanbul vers l'Europe occidentale, l'Amérique du Nord ou l'Australie. Malgré le renfort des Arméniens d'Anatolie qui migrent parallèlement vers Istanbul, la communauté ne compte plus aujourd'hui qu'entre 50 000 et 60 000 membres. Le mouvement de départs s'est aujourd'hui sensiblement tassé, mais sur les trente cinq dernières années, on estime qu'ils se sont élevés à plus de 45 000. Après l'établissement de la république (1923), la communauté arménienne de Turquie a vécu une époque troublée. Aucun patriarche ne sera élu avant 1927 et les relations entre l'État et le patriarcat ne se normaliseront pas avant 1950. Les mesures discriminatoires à l'égard des non-musulmans adoptées au cours de la Deuxième Guerre mondiale (alors que le pays est formellement neutre)⁷, les événements du 6-7 septembre 1955⁸ vont contribuer à accélérer les départs. Au tournant des années 1970-1980, la communauté arménienne de Turquie traverse aussi une période particulièrement difficile, alors que les attentats de l'ASALA⁹ s'en prennent, surtout à l'étranger, à des cibles turques.

⁵ Claire Mouradian, *L'Arménie*, Paris, Que sais-je ?, PUF, 1995, p. 49.

⁶ Cf. section III, protection des minorités, article 37 à 45. Conférence de Lausanne sur les Affaires du Proche-Orient (1922-1923), *Actes signés à Lausanne le 30 janvier et le 24 juillet 1923*, Paris, Imprimerie Nationale, 1923. Les éditions Yapı Kredi ont récemment publié tous les actes de la conférence rassemblés dans un coffret.

⁷ On pense notamment au *varlık vergisi* (impôt sur la fortune) qui va imposer, à partir de 1942, de façon démesurée Arméniens, Grecs et Juifs qui seront souvent dans l'incapacité de payer les sommes exorbitantes demandées. Une partie de ceux qui n'ont pu s'acquitter de leurs dettes ont été déportés vers Aşkale, dans l'est du pays, pour participer à des travaux d'intérêt général. Des biens seront confisqués. Avec le *varlık vergisi*, qui sera supprimé en 1944, İnönü fait franchir un nouveau pas à la "turquification" de l'économie, entamée à partir du milieu des années 1920.

⁸ Sur fond de tension à Chypre, l'annonce par le quotidien *İstanbul Ekspres* de la mise à sac de la maison de natale d'Atatürk à Thessalonique va déclencher, à Beyoğlu, une foule qui va s'en prendre aux maisons, écoles, magasins appartenant à la communauté grecque d'Istanbul. Cf. Samim Akgönül, *Vers une nouvelle donne dans les relations gréco-turques ?*, Dossier de l'IFEA n° 6, avril 2001, p. 14. Les manifestants s'en sont aussi pris, par contagion, aux Arméniens. Voir l'entretien avec Robert Haddeler dans *Yedinci Gündem*, 1-7 septembre 2001, p. 3.

⁹ L'ASALA (Armée Secrète Arménienne de Libération) est l'une des composantes de la vague terroriste arménienne qui s'est attaquée en priorité, mais pas uniquement, entre 1973 et 1984, à des cibles turques pour obtenir la reconnaissance du génocide par la Turquie. 34 diplomates turcs y trouveront la mort. Tous les attentats, à l'exception d'un à l'aéroport d'Ankara (Esenboğa), auront lieu à l'étranger, notamment en France.

2. Profil de la communauté arménienne de Turquie

2.1. Données chiffrées et répartition géographique

Si les historiens sont divisés sur le nombre d'Arméniens qui vivaient, avant 1915, dans l'Empire ottoman¹⁰, on ne dispose pas, non plus, de statistiques précises sur le nombre d'Arméniens vivant aujourd'hui en Turquie. Après 1965, les statistiques cessent d'enregistrer ces informations. Pour la période s'étalant de 1927 à 1965, on dispose des chiffres des recensements officiels qui, sans enregistrer l'appartenance ethnique des sondés, prenaient en compte la langue qu'ils parlaient ainsi que leur

religion, ce qui permet de faire des recoupements. Le dernier recensement à le faire, celui de 1965, comptabilise 55 354 locuteurs de l'arménien (33 094 le considèrent alors comme leur langue maternelle –*anadil*– et 22 260 comme leur seconde langue). Comme on le verra par la suite, la langue est loin de constituer un critère suffisant. Pour Andrews (1992), qui cite pour le même recensement des chiffres quelque peu différents, on compte alors 69 526 personnes se déclarant chrétiens grégoriens (et donc forcément, Arméniens). On voit d'ores et déjà que les chiffres ne se confondent pas. S'il faut prendre leurs résultats avec des pincettes (comment expliquer, en effet, les variations, notamment entre 1960 et 1965 ?) ces recensements indiquent cependant une tendance.

Tableau 1 : Les Arméniens de Turquie dans les recensements officiels (jusqu'en 1965)

	Langue maternelle	2 ^e langue	Total	Population totale de la Turquie
1927	67.745	-	67.745	13.629.488
1935	57.599	9.782	67.381	16.157.450
1945	47.728	12.354	60.082	18.790.174
1950	52.776	9.322	62.098	20.947.188
1955	56.234	6.084	62.319	24.064.763
1960	52.756	19.444	72.200	27.754.820
1965	33.094	22.260	55.354	31.391.421

Source : Fuat Dündar, *Türkiye Nüfus Sayımlarında Azınlıklar*, Istanbul, Doz yayınları, 1999, p. 91.

En 1992, lors d'une visite du patriarche arménien à Ankara, le président Turgut Özal, s'appuyant sur des informations recueillies par le bureau des statistiques, donne le chiffre de 82 000 Arméniens. Le patriarche actuel estime que la réalité est plus proche de 60-65 000, si l'on tient compte des Arméniens titulaires d'un passeport turc qui se sont établis à l'étranger – ce qui fait néanmoins des Arméniens la princi-

pale communauté non-musulmane de Turquie devant les Juifs (18 000), les Syriques (15 000) ou les Grecs (4 500)¹¹. Etyen Mahçupyan pense, lui, que si l'on tient compte des Arméniens qui ont turquifié leur nom, adopté comme religion l'islam et qui ont été contraints (ou ont choisi) de dissimuler leur identité, on pourrait arriver à 300 000 mais ce ne sont, sans doute là, que des spéculations¹². L'écrasante majorité de la

¹⁰ Erik J. Zürcher estime la population arménienne avant 1915 à 1 million et demi d'habitants. Le recensement officiel ottoman de 1914 dénombrait 1 295 000 Arméniens alors que les statistiques du patriarcat en relevaient 2 100 000.

¹¹ D'après notre entretien avec le patriarche Mesrop Mutafyan, le 27 août 2001 à Kınahada. On peut ajouter que 15 700 personnes (ayant plus de 21 ans) auraient pris part au vote destiné à élire le nouveau patriarche, en 1998.

¹² "Türkler ve Ermeniler : İletişimsiz Birliktelik" (Les Turcs et les Arméniens vivent ensemble mais ne se parlent pas), *Foreign Policy*, Istanbul, Université de Bilgi, janvier-février 2001, p. 43.

communauté arménienne de Turquie est, on l'a dit, concentrée à Istanbul (environ 55 000 à 60 000 personnes). On ne dispose cependant pas de statistiques sur la répartition dans les différents quartiers d'Istanbul, tout au plus d'approximations. De manière générale, la communauté arménienne vit surtout dans les quartiers de Feriköy/Sişli (20 à 22 000), de Kocamustafapaşa (Samatya, 8 à 10 000), de Yeşilköy (10 000), de Bakırköy (15 000) et habite dans des proportions moindres les quartiers de Beyoğlu (1 000) ou, sur la rive asiatique à Üsküdar ou Kadıköy¹³. Il ne reste, par ailleurs, que très peu d'Arméniens à Kumkapı qui abrite cependant une grande partie des travailleurs illégaux venus d'Arménie et installés à Istanbul. L'été, entre 10 à 15 000 Arméniens s'installent sur Kınalıada, la première île des Princes qui a traditionnellement majoritairement été peuplée par une population arménienne.

Kınalıada (anc. Proti, en grec), appelée ainsi en raison de la couleur rouge (*kına* = henné) de ses falaises, est la première île des Princes. Les îles des Princes, dit le guide Mamboury, ont "longtemps constitué le séjour favori de moines et de nonnes byzantins et le lieu de réclusion d'illustres proscrits, d'empereurs détrônés auxquels on avait crevé les yeux". Le guide, qui a beau verser un brin dans l'orientalisme, n'en a pas moins raison et il est avéré que Kınalı a, à l'époque byzantine, constitué un lieu de relégation pour les hauts-fonctionnaires et les empereurs déchus. Les Arméniens ont réellement commencé à s'y installer vers 1833 (*Ist. Ansikl.*, p. 561). La première liaison en *vapur* en 1846 a encouragé l'installation d'autres familles et la construction d'une église (Saint Grégoire l'Illuminateur) et d'une école (Nersesyan, aujourd'hui fermée). Vers la fin du 19^e siècle, selon Vital Cuinet, on y trouve 398 habitants, dont 200 Arméniens (une centaine de catholiques, une centaine de grégoriens). On y trouve aussi deux écoles primaires arméniennes (une pour garçons, une pour

filles) avec un total de 45 élèves. Les deux écoles sont alors attenantes à l'église. À partir des années 50 et 60, l'île va vraiment devenir un lieu de villégiature pour la communauté arménienne d'Istanbul, jusqu'à devenir assez bétonnée. On y construira une mosquée moderne, la première sur l'île, vers le début des années 1970. L'hiver, la population tombe en dessous de deux mille habitants, elle serait supérieure à trente mille en saison, dont la moitié d'Arméniens –patriarche compris– qui viennent prendre pour plusieurs mois leurs quartiers sur l'île, ralliant la ville et leur travail avec le *vapur* du matin. On trouve, ramassés autour de l'église, un cimetière arménien et le camp d'été pour enfants de Kınalı qui accueille depuis 1966 des enfants arméniens défavorisés pour un ou deux mois.

Sur les 60 000 Arméniens qui vivent à Istanbul, une grande majorité ne se considère pas comme *İstanbulu* (stambouliote). Robert Haddeler, le rédacteur en chef du quotidien *Marmara*, estime ainsi que 60 à 65 % de la communauté arménienne d'Istanbul est composée de personnes dont l'installation remonte à moins de deux générations¹⁴. Une bonne partie des Arméniens –notamment les élites éclairées et aisées– qui vivait avant 1923 à Istanbul a progressivement pris les chemins de l'exil, donnant l'impression parfois trompeuse de provoquer l'assèchement intellectuel d'une communauté aux rangs progressivement grossis par des populations plus humbles venant d'Anatolie. Au lendemain de la fondation de la République (1923), on comptait encore approximativement 300 000 Arméniens en Turquie, dont 130 000 à Istanbul et 170 000 en Anatolie¹⁵. On a donc, globalement, affaire à une réelle décrue en l'espace de quatre-vingts ans. On peut, sur cette période, distinguer deux sortes de migration. L'une externe, avec des flux ayant essentiellement pour origine Istanbul et dirigés vers l'Europe (la France notamment), l'Amérique du Nord et, dans une moindre mesure, vers le Proche-

¹³ Estimations recueillies au patriarcat par Gülüm Şener, *La communication dans la communauté arménienne de Turquie*, mémoire de DEA, Université Stendhal de Grenoble, 2000, p. 31. Kadıköy attirerait surtout les familles d'Arméniens catholiques, plus aisées que la moyenne (entretien).

¹⁴ Entretien avec Robert Haddeler, Istanbul, le 9 juillet 2001.

¹⁵ Hrant Dink, "Türkiye Ermenilerinin Nüfus Hali", *Tarih ve Toplum*, octobre 2000, n° 202, p. 31.

Tableau 2 : Répartition des Arméniens de Turquie (estimations)

		Estimations	Commentaires
Istanbul		55-60 000	dont 2 à 3 000 catholiques et quelques centaines de protestants
(dont)	Sişli/Feriköy	20-22 000	
	Kocamustafapaşa (Samatya)	8- 10 000	
	Yeşilköy	10 000	
	Bakırköy	10 000	
	Beyoğlu	1 000	
	Kumkapı	500-600	
Anatolie (il/provinces)		5 000- 5 500	
(dont)	Ankara	2 000-3 000	(à moitié catholiques)
	Sivas	200	parlent l'arménien
	Diyarbakır	300	ne parlent pas l'arménien
	Yozgat	200-300	ne parlent pas l'arménien
	Mardin (Derik)	10	ne parlent pas l'arménien
	Iskenderun	400	
	Kayseri	30	
	Malatya	200	ne parlent pas l'arménien
	Mersin	250	(à moitié catholiques)
	Kastamonu (Taşköprü)	150	
	Bitlis	100	parlent l'arménien
	Amasya	250	ne parlent pas l'arménien
	Adana	280-300	parlent pour certains l'arménien

Sources : Patriarcat arménien de Kumkapı, coupures de presse (arch. Agos).

Orient (Liban) ; l'autre interne, dans les frontières de la Turquie, des différents centres traditionnels de peuplement arménien en Anatolie (Diyarbakır, Siirt, Mardin, Tokat, Sivas, Kayseri, Malatya, Elazığ...) vers Istanbul où se concentre, désormais, l'essentiel des Arméniens de Turquie. Cette concentration s'explique assez bien par deux raisons principales. Aux difficultés économiques qui ont entraîné d'importants flux de migration rurale concernant l'ensemble de la population anatolienne, se sont ajoutées d'autres motivations. Comme le suggère la phrase de Mario Levi que nous avons placée en exergue de notre étude, face au rétrécissement des communautés d'Anatolie (avec son rapide cortège de ferme-

tures d'écoles et d'églises), surtout face à l'accélération de la politique de turquification, les Arméniens ont préféré se resserrer. En faisant corps, notamment dans les quartiers d'Istanbul sus-mentionnés, ils peuvent vivre plus facilement et plus sereinement leur identité dans une société qui est musulmane à 99 %. Ils ont, ainsi, surtout accès au solide maillage des institutions communautaires (églises, écoles, associations). On sait que beaucoup de familles arméniennes ont quitté l'Anatolie après 1950 pour pouvoir scolariser leurs enfants dans des écoles arméniennes. Certains enfants précédaient même leurs familles, pour aller faire leurs études dans l'un des deux internats arméniens de la ville.

2.2. Arméniens d'Anatolie

Si on arrive, pour Istanbul, à des estimations satisfaisantes, notamment parce que les registres paroissiaux sont plus ou moins tenus, il est quasiment impossible d'obtenir une image fidèle de la situation en Anatolie. Si en 1965, on recensait encore 132 locuteurs de l'Arménien à Diyarbakır (région), 217 à Sivas, 228 à Sinop, 148 à Malatya, 118 à Yozgat, 849 à Kastamonu, 488 à Bolu, 216 à Amasya, ces chiffres – encore une fois – ne sont guère fiables car les Arméniens vivant en Anatolie parlaient beaucoup moins l'Arménien que ceux d'Istanbul (manque ou, très rapidement, absence d'écoles). On recense aussi en 1965 des arménophones dans des villages près de Kayseri, d'İskenderun, de Bingöl ou d'Elazığ. Pour la situation actuelle, on dispose tout au plus d'estimations. Le patriarcat arménien de Kumkapı déclare, ainsi, l'existence de petites communautés de fidèles à Sivas, Malatya, Mersin, Ankara, Sason, Ordu, Tokat, Yozgat, Elazığ, Bitlis, Amasya (Gümüşhacıköy) ou Adana (cf. tab. 2) qui entretiennent des contacts réguliers avec le patriarcat. Des prêtres sont d'ailleurs régulièrement dépêchés par le patriarcat pour y dire des messes. Selon le patriarche, six églises sont encore en activité en Anatolie : une à Kayseri (Surp Krikor Lusaroviç), une à Diyarbakır (Surp Giragos), une à Derik (dans la région de Mardin) et trois dans la région d'İskenderun, dont une à İskenderun même, une à Vakıflıköy et une autre dans le village de Kırıkhan. Il existe aussi une communauté arménienne catholique à Ankara composée d'une poignée de membres alors qu'il y en avait près de dix mille au début du siècle. Il ne resterait plus qu'un Arménien dans le centre de Diyarbakır¹⁶. La situation ne serait pas loin d'être la même à Gaziantep qui

était pourtant un des grands centres de fixation de la population arménienne avant 1915. L'église Surp Astvadzazin, construite par un des Balian¹⁷, a été transformée en mosquée dans les années 1960. Le visiteur d'Amasya (200 km au Nord-Est d'Ankara) peine à voir dans la ville un quelconque témoignage de la longue présence arménienne : les différentes églises, écoles ou mêmes cimetières ont progressivement mais sûrement disparu sous les "nouveaux habits" de la ville. Selon une enquête du quotidien *Radikal*, il ne reste aussi plus qu'une famille dans la région de Mardin, dans la *kaza* (arrondissement correspondant en gros à une sous-préfecture) de Derik où vivaient plus de 200 familles arméniennes au moment de la fondation de la république et où on en comptait encore 15 au milieu des années 1990¹⁸. Elles ont progressivement toutes émigré vers Istanbul. La plupart des églises ont été endommagées et la seule à tenir encore réellement debout a été achetée par la communauté à l'État en 1957. La famille restante (dont une partie des enfants est déjà partie pour Istanbul) parle le kurde. D'après *Armenian Reporter*, il y aurait encore à peu près 1 500 Arméniens qui vivraient dans l'ancienne Cilicie (entre Antakya et Mersin), dont 135 dans le village de Vakıflıköy sur les pentes méridionales du Musadağ (12 juin 1999, p. 22)¹⁹. Pour compléter ce tableau, il faut aussi mentionner le cas des Hemşin qui vivent au nord-est de la Turquie, près de la côte de la mer Noire, entre Trabzon et Hopa, à la frontière avec la Géorgie. Il n'existe pas de consensus sur l'origine des Hemşin. Ce sont, selon toute vraisemblance, d'anciens Chrétiens installés depuis des siècles dans cette région ayant adopté l'arménien pour idiome et qui auraient été contraints de se convertir à l'islam entre le début du 16^e siècle

¹⁶ "Gâvur mahallesi'nin Son Gâvur'u" (le dernier giaour du quartier des giaours – d'après le titre du roman de Mıgırdıç Margosyan, lui même originaire de Diyarbakır), *Radikal* iki, 24 octobre 1999 : "Une fois qu'Antranik Zor sera décédé, il n'y aura plus un seul arménien à Diyarbakır. Si la Turquie est un pays à 99 % musulman, l'ancien quartier des giaours (infidèles) le sera un jour à 100 %".

¹⁷ Grande famille d'architectes arméniens (Garabed, Nigoghos, Sarkis, Agop et Simon Balian). On leur doit notamment la construction, dans la seconde moitié du 19^e siècle, de très beaux palais sur les deux rives du Bosphore (dont Dolmabahçe, Beylerbeyi et Çırağan) et de nombreuses mosquées.

¹⁸ *Radikal*, 31 mars 2001.

¹⁹ Cf. aussi l'enquête de Jolyon Naegele, "Turkey : Village Survived The Century's First Mass Ethnic Expulsion", 27 mai 1999, *RFE/RL*, d'ailleurs en partie reprise par *Armenian Reporter*.

et le 18^e siècle²⁰. On distingue habituellement deux groupes : l'un occidental (autour des villes de Çamlıhemşin, Rize, Hemşin, dans la vallée de Fırtına) et l'autre oriental (autour d'Artvin, Hopa, Kemalpaşa). S'ils récusent l'étiquette d'"Arméniens", dans la pratique, les Hemşin continuent –en tout cas pour le groupe oriental– à parler une langue très apparentée à l'arménien occidental, quoique plus chargée de calques et de mots turcs²¹. On ne dispose pas de statistiques précises, mais on estime qu'ils sont à peu près 5 à 10 000. Notons aussi que les Hemşin ont la réputation d'être d'excellents pâtisseries et qu'il y a une petite diaspora hemşin dans les grandes villes de l'ouest (ainsi, à titre d'anecdote, qu'en Russie).

2.3. Profil socio-économique

Les Arméniens, dans leur grande majorité, occupent des professions libérales. On trouve, dans la communauté, des petits marchands (*esnaf*), des artisans (cordonniers, charpentiers, feronniers), des tailleurs (*terzi*) ou des joailliers (*kuyumcu*, le patronyme *kuyumcuyan* est assez répandu). Un grand nombre des ateliers de taille de pierre précieuses ou de bijouteries du *bedesten* dans le Grand Bazar est ainsi tenu par des Arméniens, souvent originaires des régions de Siirt, Mardin ou Diyarbakır²². On recense aussi des médecins ou des dentistes (*disçi*), des entrepreneurs, petits ou grands (comme Dikran Gülmezgil). On retrouve un certain nombre d'Arméniens dans la communauté scientifique. Si Agop Dilaçar (responsable jusqu'à sa mort au

début des années 1980 de la très officielle Fondation de la langue turque) ou Pars Tuğlacı (auteur de nombreux livres et de dictionnaires) sont des noms connus, on peut aussi mentionner les noms d'Arman Manoukyan (professeur à l'Université du Bosphore) ou d'Arus Yumul (qui dirige le département de sociologie de l'université de Bilgi). Etyen Mahçupyan, après avoir longtemps écrit pour le quotidien *Radikal*, écrit aujourd'hui pour le quotidien *Zaman* et est un journaliste influent et réputé. Sur la scène artistique, on peut évoquer les noms d'Ara Güler (photographe) ou d'Arto Tunçboycıyan (musicien). *A priori*, il leur est très difficile d'être haut fonctionnaire, notamment dans la sphère de la justice, de la défense ou dans l'équivalent de la préfectorale, même s'il n'existe dans les faits aucune restriction juridique. Notons que l'on compte quelques responsables politiques locaux arméniens comme le maire-adjoint de Sişli ou sur les îles des Princes. À rebours d'images parfois colportées dans la presse, les Arméniens d'Istanbul ne sont pas tous forcément aisés. S'il est vrai que certains Arméniens venus d'Anatolie ont fait fortune en l'espace d'une génération, il faut aussi compter avec les petits artisans besogneux ou les ouvriers d'ateliers. De manière générale, Bakırköy, Yeşilköy et, dans une moindre mesure, Feriköy concentrent une population que l'on pourrait classer dans la catégorie de classe moyenne supérieure quand la petite classe moyenne a élu refuge à Kocamustafapaşa.

²⁰ Georges Dumézil, "Notes sur le parler d'un Arménien musulman de Hemsin", Bruxelles, Académie royale de Belgique, 1964, 52 p. ; Erhan G. Ersoy, "Hemşinli Etnik Kimliğine Antropolojik Bir Bakış" (Un regard anthropologique sur les l'identité ethnique des Hemşin), *Birikim*, n° 71-72, mars-avril 1995, pp. 139-143. On peut aussi consulter la recherche d'Alexandre Toumarkine, *Les Lazes en Turquie*, Istanbul, Isis, 1995, 163 p., qui aborde incidemment la question du rapport entre Lazes et Hemşin. On peut éventuellement lire Levon Haçıkıyan, *Hemşin Gizemi, Hamsen Ermenileri Tarihinden Sayfalar*, Istanbul, Belge, 1996, 112 p. ou M. Ali Sakaoglu, *Dünden Bugüne Hemşin. Karadeniz'den Bir Tarih*, Istanbul, Yeniyurt (pas de date de publication).

²¹ Dumézil (1964), *op. cit.*, p. 6.

²² *Cumhuriyet*, 19 décembre 1992, "yurtlarını terk eden altın ustaları" (les orfèvres qui quittent leur pays).

Un témoignage

Je suis un citoyen arménien de 23 ans. Ma famille vient de Sivas mais je suis né à Istanbul. Lorsque je suis entré à l'université, j'avais une seule idée en tête, je voulais travailler pour l'État et j'ai décroché les sciences politiques. Autour de moi, on ne cessait de me dire que mon désir ne se réaliserait pas en Turquie. Mais je n'y ai jamais cru. Jusqu'à ce que mes professeurs à l'université me le confirment. Je paie des impôts, j'ai fait mon service

militaire, je peux voter mais je ne peux devenir sous-préfet (*kaymakam*). Le pire c'est que tout cela se fait en dehors de toute loi. Je peux passer l'examen mais je ne réussirai pas à passer le cap de l'oral. De toutes façons, comment pourrais-je devenir fonctionnaire dans un pays où le ministre de l'Intérieur traite Apo d'*Ermeni Döli* ?

“Ermeni Olmak Suç Mu ?” (Est-ce une faute d'être Arménien ?), *Posta*, 8 janvier 2001.

Nos Arméniens

“J'ignore combien il y a en Turquie –la grande majorité vit désormais à Istanbul– de citoyens d'origine arménienne. Leur nombre a baissé depuis pas mal d'années. En reste-t-il encore cinquante mille ? Beaucoup plus ou beaucoup moins ? En revanche, je suis sûr d'une chose, c'est que nos concitoyens arméniens vivent libres sur notre sol. Il n'y a aucun obstacle, que ce soit contre leur langue ou leur culture. Il n'y en pas de la part de la société ni de l'État. Ils ont un patriarcat, des églises, des écoles, des hôpitaux, des fonda-

tions, des journaux, et dans nos journaux il y a des éditorialistes arméniens. Ils ont leurs célébrations, vont dans leurs propres écoles. Ils ne subissent aucune pression. La plupart de nos concitoyens arméniens sont fortunés. Beaucoup d'hommes d'affaires, de marchands ou d'artistes stambouliotes sont Arméniens. Les clubs et les cercles les plus selectifs d'Istanbul, les *köşk* d'été de Kınalıada en sont remplis.”

Emin Çölaşan, “Bizim Ermenilerimiz” (Nos Arméniens), *Hürriyet*, 24.01.2001, p. 5.

3. Une communauté vivante et institutionnalisée

La première image que donne d'elle la communauté arménienne de Turquie est celle d'une communauté particulièrement active et organisée. Au patriarcat, on rappelle invariablement au visiteur les chiffres qui témoignent de sa vitalité : 34 églises apostoliques, 18 écoles (dont 13 écoles primaires), 8 fondations (dont deux orphelinats), 17 associations (dont 2 clubs sportifs), auxquels il faut ajouter 2 hôpitaux (*Surp Pırgıç* et l'autre, catholique, de *Surp Agop*), quelques écoles catholiques et une petite

dizaine d'églises catholiques et protestantes. C'est un fait, les Arméniens de Turquie disposent du maillage d'institutions le plus dense hors d'Arménie²³. Mesrop Mutafyan a effectivement beau jeu de souligner que les communautés arméniennes en diaspora ne sont pas aussi dynamiques²⁴ : “*Y a t-il en France ou aux États-Unis une vie communautaire aussi riche que la nôtre ?*”²⁵. Avant d'envisager certains thèmes en détail comme l'éducation ou le rôle du patriarcat et la pratique religieuse, le mieux est peut être d'expliquer sommairement comment fonctionne –institutionnellement– la communauté. Les mécanismes de représen-

²³ Claire Mouradian (1995), *op. cit.*, p. 116.

²⁴ On peut néanmoins raisonnablement penser que le “dynamisme” de la communauté arménienne de Turquie tient à son statut de minoritaire.

²⁵ Entretien du 27 août 1999.

tation et les équilibres institués à la fin du 19^e siècle, du temps de l'Empire ottoman, se sont largement modifiés, notamment à partir de 1939, quand le Conseil national formellement créé par la Constitution de 1863 a été supprimé par une décision du gouvernement turc. Si le patriarche – élu par la communauté, par le truchement des conseils d'arrondissement ou de district dont les limites coïncident avec celles des paroisses – reste l'interlocuteur privilégié du pouvoir, s'il exerce un authentique magistère moral sur l'ensemble de la communauté, il n'est qu'un *millet başı* (chef de communauté) symbolique. Il n'est pas directement associé à la gestion des écoles ou des fondations. Dans chaque district, la gestion des affaires courantes est, en fait, assurée par

l'un des 33 conseils paroissiaux (*kilise yönetim kurulu*) élus et composés par les habitants de ladite paroisse (scrutin de liste) au cours d'élections qui sont généralement coordonnées avec celles des conseils d'administration des diverses fondations (*vakıf*), écoles et associations. Le conseil est en charge de l'entretien de l'église et de la vie communautaire dans les limites de la paroisse, et au premier chef des écoles. Comme on le verra, les écoles – qui ne reçoivent pas, en violation de l'article 41 du Traité de Lausanne, de subventions publiques – sont essentiellement financées par les cotisations des parents d'élèves mais ces cotisations ne suffisent pas. Pour boucler les budgets, on organise des banquets ou des repas communautaires (*madağ*, cf. *encadré*)

Un madağ à Yeşilköy (décembre 2000)

C'est un jour particulier pour la communauté arménienne de Yeşilköy (8 000 ou 9 000 personnes) puisque l'église rouvre ses portes après quelques mois de travaux (elle était fermée depuis le début du mois de juin 2000 pour des travaux de réfection nécessités par des dégâts occasionnés par les tremblements de terre de 1999). La réouverture coïncide avec la réunion annuelle de la communauté, au cours de laquelle on va collecter des fonds pour financer le fonctionnement de l'école primaire contiguë.

Yeşilköy est un faubourg plutôt très cossu d'Istanbul situé en bordure de la mer de Marmara à côté de l'aéroport Atatürk. On y trouve encore de très belles maisons de bois dans des avenues arborées et calmes qui tranchent avec le tohu-bohu du centre. Le front de mer a été aménagé il y a environ treize ans, on a gagné sur la mer en apportant de la terre, d'énormes cailloux et on a construit une promenade et des plages. Un appartement en bordure de mer dans une construction récente de grand standing se négocie à au moins cent mille dollars (même si le tremblement de terre a contribué à démoder nettement le quartier au profit d'autres déjà très en vogue comme Etiler, Ulus, Levent).

L'église et l'école privée arménienne (de facture très moderne) forment un assez beau

complexe qui s'étend sur les rues environnantes. À 10 h 15, l'office a commencé depuis une heure mais l'église est encore quasiment vide. Quelques hommes vêtus de chasubles dorées chantent des psaumes en arménien. Des femmes s'affairent à gauche, à droite. Une heure plus tard, l'église est pleine à craquer, de nombreuses personnes (en général, assez âgées) sont debout et l'assistance se masse même dehors, dans la cour. Entre-temps le patriarche Mesrop Mutafyan est arrivé et prononce un très long sermon en arménien. M., à côté de moi m'en traduit quelques bribes, consacrées à la liberté. Évocation d'un passage de l'Évangile sur la liberté à l'intérieur, au creux de l'âme. On fait circuler des bougies dans l'assemblée et je monte bientôt avec M. au premier étage rejoindre le chœur, plutôt composé de jeunes personnes (dont la mère de M.). À la sortie, tout le monde se dirige vers la salle des fêtes de l'école attenante, où les femmes qui travaillaient depuis une quinzaine de jours avaient dressé de longues tables, garnies de *meze* (dont inévitablement du *topik*). Il y a la table des officiels, celle du conseil d'administration (*yönetim kurulu*) du district de Yeşilköy. Suit une série de spectacles présentés par les enfants (sortes de danses folkloriques en costume traditionnel, poésies récitées en arménien). Le déjeuner commence,

alors que différents speakers présentent les résultats de la journée en termes de collecte de fonds, par intervalles réguliers : annonce du nom des contributeurs, puis de la somme donnée, oscillant entre 20 millions de TL (soit 35 dollars à l'époque), ce qui semble devoir être un minimum, notamment compte tenu des frais engagés pour le déjeuner, et 1 milliard de TL (soit un peu moins de 1700 dollars). Les divers contributeurs (là encore, les noms sont affichés) offrent aussi les moutons qui sont sacrifiés pour le repas (jusqu'à 11 moutons pour un contributeur). Cette année, on a collecté 64 milliards de TL (soit à peu près

100 000 dollars) qui vont abonder le budget de l'école attenante – la communauté de Yeşilköy est bien plus aisée que la moyenne des Arméniens d'Istanbul. Des dons sont enregistrés de la part d'Arméniens de la diaspora (vivant notamment aux États-Unis). Ceci dit, les organisateurs avouent, en privé, leur déception car la barre était fixée à 80 milliards de TL.

Les jeunes de la communauté n'ont, pour la plupart, pas participé au *madağ*, ils se sont retrouvés dans les locaux de l'association des anciens élèves de l'école de Yeşilköy où l'on a organisé un repas de *mantı*.

À travers la question du financement des écoles transparait clairement un des problèmes les plus importants de la communauté arménienne de Turquie, celui des ressources financières. Le problème s'est encore avivé avec la crise que traverse la Turquie depuis le printemps 2001. Il est d'autant plus préoccupant qu'il est accentué par une série de mesures discriminatoires qui s'imposent aux fondations et aux établissements arméniens (et par extension grecs ou juifs). Ces fondations sont soumises à l'impôt (contrairement à ce que la loi prévoit pour les établissements non-lucratifs) et ne peuvent acquérir de biens immobiliers²⁶. Cette dernière restriction a une origine bien particulière. En 1936, le gouvernement demanda à toutes les fondations minoritaires de décrire, dans une déclaration (*beyanname*), l'ensemble de leur patrimoine immobilier. Ces fondations continuèrent par la suite à acquérir des immeubles – directement ou par des cessions de particuliers. Or, en 1974, un jugement de la Cour de Cassation (*yargıtay*) conclut que ces acquisitions étaient illégales car contraires aux déclarations de 1936 qui constituent, selon les attendus de l'arrêt, le statut de ces fondations. Depuis 1974, pas

moins de 40 biens ont été confisqués, sur la base de cet arrêt, aux fondations arméniennes. L'un des exemples les plus connus de confiscation est celui du terrain de la colonie de vacances –*çocuk kampı*– de Tuzla construit en 1962 sur une parcelle acquise par la fondation rattachée à l'église arménienne (protestante) de Gedikpaşa. Ce camp a été confisqué par une décision de justice en 1979. Le terrain mis en valeur et bâti a été rendu à son ancien propriétaire sans que la fondation ait été dédommagée²⁷. De plus, la loi interdit formellement les péréquations entre fondations riches et fondations pauvres. Conseils paroissiaux et fondations connaissent, parallèlement, d'autres soucis. Le régime existant exigeant que les membres du conseil d'administration habitent dans les limites de la paroisse, on peine parfois dans certains quartiers –notamment ceux où la population arménienne a fortement diminué– à constituer des conseils. Et lorsqu'on y parvient malgré tout, les responsables ne sont pas forcément tous intègres... De manière générale, tout le monde au sein de la communauté convient qu'il manque une structure représentative chapeautant et coordonnant les activités des institutions communautaires. Une telle

²⁶ Murat Bebiroğlu, *Türkiye Ermeni Cemaatının Başlıca Sorunları* (Quelques problèmes fondamentaux de la communauté arménienne de Turquie), www.hyetert.com

²⁷ *Tuzla Ermeni Çocuk Kampı, Bir El Koyma Öyküsü* (La colonie de vacances arménienne de Tuzla. Histoire d'une confiscation), Istanbul, İnsan Hakları Derneği, 2000, 64 p. Le livre a été publié à la suite d'une exposition organisée sur ce thème, en 1996, par la section stambouliote de l'IHD (İnsan Hakları Derneği, Association des Droits de l'Homme). Présentée à Istanbul puis à Ankara, cette exposition avait finalement été interdite par décision de justice début 1997. Acquittée au terme du procès qu'on lui avait intenté, l'association a décidé de publier, trois ans plus tard, un livre reprenant le matériel exposé.

structure a existé jusqu'en 1961, date à laquelle elle a été dissoute par les autorités turques²⁸. L'absence d'une telle structure gêne considérablement les rapports entre ces institutions et le gouvernement²⁹. Dans la pratique, c'est donc le patriarche qui continue à présenter les revendications de la communauté au gouvernement. Après son élection en 1990, le patriarche Karékine Kazandjian avait créé un conseil consultatif intéressé à des domaines très divers (presse, éducation) et qui aurait pu, pour partie, assumer cette mission de coordination –au risque de froisser les anticléricaux– mais la structure qui a officiellement fonctionné jusqu'en 1998 a alors été dissoute, à la demande du ministère turc de l'Intérieur. Pour ce dernier, l'existence d'un tel conseil était contraire au caractère laïque de l'État et était "susceptible de créer un précédent pour les autres communautés religieuses"³⁰.

La presse arménienne de Turquie

Si la presse arménienne de Turquie compte aujourd'hui onze titres, avec, pêle-mêle, des journaux associatifs, une revue d'art ou le bulletin de l'hôpital Surp Pırgıç, les trois journaux qui comptent le plus sont, dans l'ordre chronologique de création : *Jamanak*, *Marmara* et *Agos*. *Jamanak* est le plus ancien quotidien de Turquie toujours en parution. Créé en 1908, sur fond de révolution constitutionnelle, c'est une histoire de famille, celle de la famille Koçunyan, propriétaire du titre depuis sa création. S'il continue à paraître, c'est d'ailleurs pour proroger une tradition. Il est dirigé par le jeune Ara Koçunyan, emploie une demi-douzaine de permanents et est uniquement rédigé en arménien. Son tirage est en baisse constante depuis de nombreuses années et

avoisine les 1 500 exemplaires (alors qu'aux beaux jours, le tirage était proche des 15 000). Si pour certains, il est volontiers populiste, d'autres ne lui pardonnent pas sa langue relâchée et tissée de fautes. *Marmara*, créé en 1940, est une autre institution. Il est dirigé par Robert Haddeler, une figure intellectuelle (écrivain, critique) de la communauté. Quotidien uniquement rédigé en arménien comme *Jamanak*, il est plus conservateur –il a ainsi soutenu Sivadjian contre Mutafyan en 1998– et plus rigoureux. Depuis l'été 2001, il publie un supplément hebdomadaire en turc. *Agos*, est le dernier né des grands journaux. Créé en 1996 et essentiellement rédigé en turc, cet hebdomadaire que l'on trouve plus facilement dans les kiosques s'est fixé pour but de décroiser la communauté arménienne et de l'ouvrir sur l'extérieur et tire à près de 5 000 exemplaires. Il est aujourd'hui dirigé par l'un de ses fondateurs, Hrant Dink, un intellectuel de gauche au passé militant, assez médiatique. Pour l'essentiel rédigés uniquement en arménien, *Jamanak* et *Marmara* sont depuis plusieurs années confrontés à une baisse sensible de leur lectorat. Ils sont quasiment exclusivement diffusés par portage dans les quartiers à forte concentration arménienne. S'ils sont assez libres de ton –*Agos* a ainsi embauché comme chroniqueur Taner Akçam, historien pour le moins controversé en Turquie³¹–, ils sont assez étroitement contrôlés par l'État. *Agos* a, ainsi, été temporairement suspendu à deux reprises. La première fois, pour un article publié en novembre 1998 et consacré au *varlık vergisi*. Son auteur, Yervant Özüzün, a été inculpé sur la base du fameux article 312.2 du code pénal³², alors même que son contenu n'a rien de révolutionnaire, qu'il s'étale dans d'autres journaux ou dans une noria de livres

²⁸ Voir Bebiroğlu, *op. cit.*

²⁹ Il existe en théorie un interlocuteur pour les minoritaires, en l'espèce, une commission créée en 1972. Elle n'a cependant jamais vraiment fonctionné.

³⁰ *Lettre de l'UGAB*, samedi 10 janvier 1998, pp. 1-3.

³¹ Cf. encadré sur l'actualité des discours sur la question arménienne.

³² L'article 312.2 dispose que "tous ceux qui encourageront ouvertement la haine et l'hostilité en mettant l'accent sur les différences régionales, religieuses, raciales, de classe seront condamnés à une peine allant d'un an à trois ans de prison ainsi qu'à une amende". Cf. pour le texte intégral, *Türk Ceza Kanunları*, Istanbul, Yayılım, 2000. La révision constitutionnelle de 2001 a levé certaines restrictions à la liberté d'expression.

académiques³³. Il a été finalement relaxé. Cela est arrivé une nouvelle fois en 2001, pour un article rédigé par Hrant Dink sur le 24 avril 1915. L'article ayant auparavant été publié par un hebdomadaire grand public turc, sans provoquer de réaction, cela prouve, encore une fois, que les publications font l'objet d'un contrôle spécialement tatillon³⁴.

Le patriarcat et la pratique religieuse

On voit donc clairement que le patriarcat (*patrikhane*) fait figure de "point d'ancrage" au sein de la communauté arménienne de Turquie. Comme à l'époque ottomane, il reste par bien des côtés la façade institutionnelle de la communauté, c'est l'interlocuteur privilégié (et même unique) du gouvernement turc pour tout ce qui concerne les affaires de la communauté arménienne, c'est aussi lui qui relaie les doléances et les revendications des catholiques, protestants et grégoriens confondus³⁵. Contrairement à l'équilibre qui prévalait à l'époque ottomane, les relations entre le patriarcat de Kumkapı et le gouvernement ont depuis le début des années 1920 été assez mouvementées. Comme nous l'avons vu, jusqu'en 1927, aucun patriarche n'a été élu. Entre 1944 et 1951, il n'y aura pas, non plus, de patriarche titulaire. La régularisation des relations ne date vraiment que de 1961, avec l'élection de Sinorkh Kaloustyan qui restera patriarche presque trente ans. Les élections du patriarche sont traditionnellement assez disputées et sont l'occasion d'assez nettes polarisations au sein

de la communauté arménienne. Ce fut particulièrement vrai pour la dernière en date, celle de 1998, qui vit s'opposer Mesrop Mutafyan et Shahan Sivadjan³⁶. Difficile d'imaginer deux personnalités plus opposées. Le premier est un jeune archevêque brillant de 42 ans qui a fait une partie de ses études aux États-Unis et qui a été très proche du patriarche Kaloustyan. Le second a 72 ans et est clairement un représentant de l'ancienne garde. La procédure va cependant, tracasseries administratives³⁷ aidant, traîner en longueur, les autorités turques craignant que l'élection d'un jeune archevêque dynamique et volontaire n'amène une remise en cause des équilibres existants. L'élection est finalement entérinée à la fin de l'année 1998. Si Mutafyan a une conception extensive de sa fonction et s'il s'investit dans toutes les facettes de la vie de la communauté, s'il n'hésite pas à souligner en public les problèmes auxquels elle fait face, il a néanmoins –comme tous ses prédécesseurs– en toutes circonstances un ton très mesuré et il ne cède jamais à la tentation de l'affrontement. C'est largement une question de responsabilité plutôt que de conviction, pour reprendre la distinction de Max Weber. Cette mesure nourrit d'ailleurs une dissension avec la diaspora, les autres patriarcats ou avec le catholicos d'Etchmiadzine³⁸. Pour Mutafyan, il est hors de question de se laisser entraîner dans ce qu'il considère être une question politique : "*il est évident que cela complique un peu nos relations, mais c'est aussi notre manière à nous, Arméniens de Turquie, de vivre ici.*"³⁹

³³ Conclusions de l'avocat de Yervant Özüzün, document personnel.

³⁴ Sur <http://www.acam-france.org/contacts/diaspora-monde/turquie.htm>. Le lecteur non-turcophone trouvera une traduction d'un article paru dans *Özgür Politika*, en juin 2000, sur la presse arménienne de Turquie.

³⁵ Catholiques et protestants sont de toutes façons assez peu nombreux, tout au plus deux ou trois mille pour les premiers et quelques centaines pour les seconds. Alors qu'il y eut, à l'époque ottomane, jusqu'à 57 diocèses arméniens catholiques, il n'en reste plus qu'un, celui d'Istanbul qui abrite, d'ailleurs, le siège archiépiscopal³⁵. Depuis 1967, l'archevêque des Arméniens catholiques de Turquie est Mgr. Jean Tcholakian. Pour un aperçu de l'histoire de l'église catholique arménienne de Turquie, on peut se référer à la somme de Mgr. Hovhannes J. Tcholakian, *L'église arménienne catholique en Turquie*, Istanbul, pas d'éditeur, 1998, 435 p.+ 117 p.

³⁶ "Cemaati Bölen Seçim", *Sabah*, 6 septembre 1998, p. 16.

³⁷ L'élection va être retardée durant quelques mois par une décision du gouverneur (*vali*) d'Istanbul.

³⁸ Ainsi, notamment depuis qu'Etchmiadzine s'est davantage impliqué dans la campagne pour la reconnaissance du génocide, Mutafyan évite systématiquement de participer à des cérémonies où la question est abordée, ce qui l'oblige parfois à faire des acrobaties.

³⁹ Entretien du 27 août 2001.

Tableau 3 : Patriarches arméniens de Turquie depuis 1927

Hovhannes XII Arsharuni	1927-1944
Karekin I Katchatouryan	1951-1961
Sinorkh I Kaloustyan	1961-1990
Karékine II Kazandjian	1990-1998
Mesrop II Mutafyan	1998-

L'un des problèmes parmi les plus cruciaux est celui de la formation des prêtres. C'est un problème ancien. De fait, le séminaire a dû fermer ses portes en 1974. Le patriarche Kaloustyan avait déjà réclamé, vers la fin des années 1980, l'ouverture d'un séminaire pour faire face au vieillissement du clergé. Il avait même créé sensation en déclarant à cette occasion que la liberté religieuse était plus grande en URSS qu'en Turquie⁴⁰. Il n'existe pour le moment aucun séminaire (*ruhban okulu*) arménien en Turquie et les candidats à la prêtrise sont obligés –après un passage par le patriarcat qui assure une formation initiale– d'aller étudier à Jérusalem, en Europe occidentale ou en Arménie. Peu de temps après son élection, Mutafyan avait demandé au YÖK⁴¹ de permettre au patriarcat d'ouvrir un département au sein de l'Université, où une dizaine d'étudiants par an pourraient poursuivre un cursus universitaire qui concilierait cours généraux pris dans les autres départements et cours spécifiques de théologie. S'il semble que le ministère des Affaires étrangères considère l'idée avec bienveillance, le YÖK ne veut pas en entendre parler. On craint manifestement à Ankara qu'une décision favorable crée un précédent et ouvre une brèche dans laquelle s'engouffreraient à la fois les diverses congrégations musulmanes et les différentes églises chrétiennes. La création d'un séminaire arménien dépend largement, à cet égard, de la résolution de la question de l'école théologique orthodoxe

d'Heybeliada. L'autre problème est celui de la décrue de la pratique religieuse. Là encore, la question de la langue n'est pas neutre –et avec elle, celle de la durée excessive des offices–, dans la mesure où elle tient à l'écart les fidèles⁴², parfois tentés d'aller à d'autres offices chrétiens ou sectaires.

L'éducation

Il existe, nous l'avons dit, une longue tradition d'enseignement arménien en Turquie⁴³. Le lycée *Getronagan* (central en arménien), en est le meilleur exemple. Créé en 1886 au plus fort de la renaissance culturelle arménienne sur le modèle des établissements existant en Europe occidentale, il fut l'un des creusets de l'élite arménienne de la fin de l'Empire ottomane et a formé philologues, écrivains, historiens et musiciens (comme Komitas, par exemple) célèbres. Il existe toujours –dans le quartier de Karaköy– et vit aujourd'hui, à l'instar des écoles arméniennes d'Istanbul, des heures délicates, même s'il garde, au sein de la communauté, sa réputation d'excellence. Si les différentes écoles arméniennes accueillent aujourd'hui pas moins de 3 700 élèves, ce chiffre est en constante diminution (il était de 4 500 il y a seulement dix ans). Le système éducatif arménien traverse, en fait, une crise multiforme. Cette crise est d'abord financière. On rejoint là le lancinant débat relatif au statut des fondations communautaires étranglées par le *beyanname* de 1936 qui les empêche littéralement d'acquérir des biens immobiliers (que ce soit par acquisition ou par cession). Ce qui leur interdit à la fois de s'agrandir ou de diversifier leurs ressources. Les écoles sont intégralement financées par la communauté, mais les droits d'inscription, qui ne sont pas fixés mais versés sous la forme de dons (*bağış*), ne permettent généralement de boucler le budget de l'école qu'à hauteur de

⁴⁰ Michel Farrère, "Face à la crise arménienne en URSS, la Turquie a choisi la prudence", *Le Monde*, 8 avril 1988.

⁴¹ Créé au lendemain du coup d'État militaire de 1982 pour mettre au pas les universités qui avaient été au cours des années 1970 le théâtre de violents affrontements entre l'extrême gauche et l'extrême droite turques, le YÖK chapeaute l'ensemble du système de l'enseignement supérieur turc.

⁴² S'il existe quelques services partiellement en turc, la grande majorité des offices est en arménien (homélie comprise). Il arrive alors parfois qu'à la fin de la messe, le célébrant fasse un résumé du sermon en turc.

⁴³ Les informations qui suivent m'ont été procurées par des interlocuteurs qui souhaitent garder l'anonymat.

40 % voire 20 ou 30 %. Le reste est financé par les fondations ou par un *madağ* annuel. Cependant, comme chaque établissement organise des *madağ* et que les donateurs sont à peu près toujours les mêmes, on arrive vite au tarissement des dons. Avec la crise économique, la situation ne s'arrange guère, d'autant que le nombre d'élèves baisse. Dans les cinq années qui viennent, de nombreuses écoles seront amenées à fermer leurs portes. Certaines fonctionnent déjà avec des effectifs très réduits⁴⁴. L'autre problème est celui du niveau, dans la mesure où les meilleurs éléments préfèrent, par exemple, après avoir suivi un enseignement primaire en arménien, aller dans les collèges et les lycées qui sélectionnent leurs effectifs sur concours (à l'instar de Galatasaray ou de Robert College). L'arménien souffre parfois, parallèlement, d'une désaffection de la part des jeunes générations qui lui préfèrent le turc qu'ils emploient quotidiennement et qu'ils maîtrisent beaucoup mieux⁴⁵. Les réalités sont, à cet égard, très variables selon les écoles mais en moyenne, on estime que 80 % des élèves parlent le turc chez eux. Il est de plus en plus fréquent que des élèves quittent le lycée arménien sans maîtriser complètement la langue. Il y a un vrai problème pour trouver des enseignants arménophones capables. Comme ceux-ci doivent absolument passer par des écoles normales où l'enseignement est assuré en turc, il ne leur est pas toujours facile par la suite de passer à l'arménien. Dans certaines écoles arméniennes, on a d'ailleurs déjà en partie baissé les bras et les enseignements ne se font plus qu'en turc, à l'exception des cours d'arménien proprement dits. Il n'est pas étonnant, en définitive, que le niveau général des établissements arméniens ait baissé. Dans les meilleurs établissements (*Getronagan*, par exemple), 40 % des élèves parviennent encore à réussir l'examen d'entrée à l'Université (sans préjuger du département obtenu), ce qui est

bien au-dessus de la moyenne nationale (entre 10 et 20 %), mais plutôt moins bon que les résultats obtenus par les lycées qui sélectionnent sur examens. Dans les autres écoles, on ne fait guère mieux que la moyenne nationale. Cette dégradation du niveau ne laisse pas d'inquiéter dans la communauté arménienne. Pour certains, le constat est même alarmant. Robert Haddeler, rédacteur en chef du quotidien *Marmara*, fait partie de ceux-là. Il estime qu'au train où vont les choses, il deviendra de plus en plus difficile de trouver de vrais arménophones, dotés d'un solide bagage universitaire. Le patriarche lui-même s'est à plusieurs reprises inquiété de la situation et a plaidé pour un regroupement des écoles⁴⁶.

Si les écoles arméniennes sont privées, elles n'en sont pas moins sous le contrôle de l'État et du ministère de l'Éducation nationale. De fait, l'étiquette qui y est observée est strictement la même que celle qu'on observe dans les écoles turques : hymne national (*İstiklal marşı*, marche de l'Indépendance), le lundi matin et le vendredi soir et lors des fêtes nationales, présence de l'iconographie et des slogans atatürkistes... Il y a stricte équité entre les cours de langue turque et arménienne (6 heures chacune au primaire, 4 par la suite). Les cours de géographie, d'instruction civique, de morale et d'histoire sont donnés en turc par des professeurs turcs qui sont nommés et rémunérés par le ministère – ce qui n'est pas le cas des autres professeurs, payés et désignés par l'école. Les autres cours sont, théoriquement, en arménien. Dans chaque école, depuis le milieu des années 1960, le vice-directeur est un fonctionnaire turc désigné par le ministère. Lui et seulement lui a autorité sur les professeurs nommés par le gouvernement turc. Il a, par ailleurs, la possibilité de s'immiscer dans les affaires courantes de l'école. Depuis 1980, le gouvernement a durci les conditions d'inscription dans les écoles. L'inscription d'un enfant

⁴⁴ La récente réforme qui a porté de 5 à 8 ans la durée de l'enseignement obligatoire a eu des effets ambivalents sur les écoles arméniennes. Des écoles comme *Getronagan* qui assuraient l'enseignement du collège au lycée ont dû fermer certaines de leurs classes.

⁴⁵ L'absence de programmes de télévision en arménien y joue peut être aussi pour quelque chose, encore que certaines familles aient décidé de l'acquisition d'une parabole pour suivre les émissions de la chaîne *Armenia TV*.

⁴⁶ Entretien du 27 août 2001.

dans une école arménienne est subordonnée à l'autorisation du ministère qui ne la donne que si le père de l'enfant est arménien. Si le père est musulman et la mère arménienne, l'enfant ne pourra en aucun cas être inscrit dans l'école. Les services du ministère de l'éducation nationale effectuent une enquête à chaque nouvelle inscription de l'élève (pour le primaire, puis ensuite pour le secondaire). La procédure est fixée par le ministère et les écoles ne peuvent y déroger.

4. La question des représentations

On ne dispose pas encore d'étude satisfaisante sur la question de savoir quel est le regard porté, en Turquie, sur la communauté arménienne⁴⁷. Un moyen toujours commode est de se pencher sur les dénominations (comment désigne-t-on l'autre ?⁴⁸) ou sur les occurrences du mot arménien dans la langue parlée. Un autre moyen est de jeter un œil sur le texte social (journaux notamment) pour voir quelle est l'image des Arméniens qu'il projette. On peut, certes, encore prêter ainsi le flanc à la critique : les journaux constituent-ils une source autorisée pour saisir l'enjeu de la représentation ?⁴⁹ Admettons qu'ils ne contribuent, qu'en partie, au processus de représentation de l'Autre. On ne peut évidemment pas s'y limiter. Ils nous offrent déjà, cependant, un aperçu

intéressant du discours tenu sur les Arméniens en Turquie⁵⁰. On peut, en simplifiant, relever l'existence de trois discours : celui de l'“effacement des traces” (on fait comme si les Arméniens n'existaient pas), celui de la calomnie ou de la stigmatisation et le troisième, enfin, le discours de l'idylle turco-arménienne. Si les deux premiers peuvent cohabiter, le troisième fait plutôt figure de réaction aux deux autres et est actuellement le plus en vogue.

Par “discours de l'effacement”, nous désignons cette posture qui consiste à “effacer” la présence des Arméniens. Lorsqu'il concerne le passé, ce discours va minorer à la fois la place des Arméniens dans l'histoire des territoires qui composent aujourd'hui la Turquie et l'importance de leur rayonnement culturel. Dans sa magistrale étude sur le contenu des manuels scolaires turcs, Étienne Copeaux a montré combien le discours de l'effacement était prégnant. Il note aussi la représentation cartographique lacunaire du fait arménien, “*qui rejoint*”, écrit-il, “*l'absence d'une désignation du territoire arménien*”. Les leçons évoquent les Arméniens mais presque jamais une Arménie : le royaume bagratide d'Arménie ou le royaume arménien de Cilicie ne sont jamais mentionnés. L'effacement peut aussi être tout à fait concret. Ainsi lorsqu'il y a quelques années, le quotidien *Milliyet* propose à ses lecteurs de gagner la traduction turque de l'encyclopédie Larousse en découpant des coupons chaque jour dans le

⁴⁷ Cf. l'étude de Şule Ayvaloğlu, *Ermenilerin ve Türklerin ve Kendilerini ve Birbirlerini Nasıl Algıladıkları ile İlgili Bir Araştırma* (Recherche sur la manière dont les Turcs et les Arméniens se voient et s'entrevoient), mémoire de 3^e cycle, Université d'Istanbul, 1992. 89 p. + 43 p. qui n'apporte cependant guère de résultat probant. Signalons aussi qu'un travail est en cours sur ce thème, avec le soutien de la *Türk Siyasi ve Ekonomik Etüdler Vakfı* (Fondation turque pour les études politiques et économiques), avec la participation d'universitaires comme Füsün Üstel et Ferhat Kentel. Füsün Üstel a travaillé sur le nationalisme turc (notamment sur les *Türk ocakları*) et a été la coordinatrice du projet de création d'un nouveau manuel scolaire de géographie. Ferhat Kentel a, entre autres, travaillé sur la question des représentations entre voisins balkaniques. Cette étude devrait aboutir dans les prochains mois et faire appel à la statistique (sondages...) et à la technique du panel.

⁴⁸ Entre eux, les Arméniens nomment souvent les Turcs *dacık*, terme dont l'origine est discutée. Pour certains, il s'agirait de la déformation du terme qu'employaient les Chinois pour désigner les Turcs, mais on se demande comment il a bien pu passer en arménien.

⁴⁹ Étienne Copeaux tranche cette question en ces termes : “la représentation [fournie par la presse] n'est pas forcément conforme à l'état de la société réelle mais, comme les représentations fournies par l'éducation.” Cf. “Le consensus obligatoire” in Isabelle Rigoni (coordination), *La Turquie. les mille visages. Politique, religion, femmes, immigration*, Paris, Syllepse, 2000.

⁵⁰ Soulignons que nous n'aborderons pas ici la question du traitement de l'histoire et de 1915, sinon à la marge. Nous renvoyons à ce sujet à l'étude d'Étienne Copeaux –qui montre comment après l'avoir largement occultée, les manuels scolaires turcs en livrent une version soigneusement codifiée– ou à l'article récent de Lucette Valensi, “Note sur deux histoires discordantes. Le cas des Arméniens pendant la Première Guerre mondiale”, in *Les usages politiques du passé*, éditions de l'EHESS, Paris, 2001, pp. 157-168.

journal, toutes les cartes historiques de ladite encyclopédie sont “caviardées” pour dissimuler la mention “Arménie” ou “Arméniens”⁵¹. C’est la même logique qui prévaut, dans un passé plus récent, avec Agop Dilaçar. Agop Dilaçar (littéralement, “celui qui ouvre la langue”) a été une figure de la très officielle *Türk Dil Kurumu* (Fondation de la Langue turque). Le paradoxe a voulu que l’un des plus importants animateurs de cette fondation chargée de superviser, dans une logique très kémaliste et avec des desseins nationalistes, la codification d’une langue turque (*öztürkçe*), épurée des emprunts à l’arabe ou au persan, ait été arménien. Or, son prénom qui révélait ses origines arméniennes n’est longtemps pas apparu dans les livres, les dictionnaires, les organigrammes ou même en 1979, dans la notice nécrologique insérée dans les journaux par la *Türk Dil Kurumu*. *Hürriyet*, le 18 septembre 1979 réagissait, d’ailleurs, dans ces termes : “*Qui est ce A. Dilaçar, n’a-t-il pas de prénom ? Il en a un mais ils [la Türk Dil Kurumu] ne veulent pas dire qu’il s’appelle Agop Dilaçar. Parce qu’ils ne veulent pas dire que les nouveaux mots du Turc ont été inventés par un Arménien.*” Ce discours de l’effacement concerne aussi l’héritage culturel arménien (ou non-turc) en Anatolie (monuments endommagés ou mal entretenus, noms de villes changés...). Étienne Copeaux a montré que ce discours de l’occultation imprégnait relativement bien la population, jusqu’aux intellectuels libéraux, ou aux écrivains anatolistes qui négligent ou ne perçoivent plus la richesse du passé arménien : “*Turcs et Arméniens, même intellectuels, ont une vision opposée non seulement de l’histoire mais aussi du paysage anatolien où ils ne voient pas la même chose*”⁵². C’est un discours que les Arméniens ressentent, pour une large part, avec une solide amertume, d’autant qu’ils ont le sentiment légitime d’être les légataires d’un riche héritage et d’une longue

histoire de présence en Anatolie. Comme le note un Arménien que nous avons interrogé : “*Lorsque je dis que je suis Arménien, on me demande souvent quand je suis arrivé en Turquie, or moi, j’ai bien envie de retourner la question*”⁵³. Notons enfin que ce tropisme de l’effacement s’est encore manifesté au cours de l’année 2000-2001, quand l’administration turque a décidé d’une nouvelle vague de turquification des toponymes non-turcs, comme ceux des sites archéologiques d’Aspendos, de Zeugma ou d’Ani. Le projet a néanmoins provoqué une levée de boucliers des intellectuels libéraux.

Le deuxième discours est celui de la stigmatisation. Ce discours transparait clairement dans les apparitions du terme “arménien” dans la langue parlée. De manière générique dans le turc parlé, on utilise parfois le terme de *gâvur* (*giaour*, infidèle) pour les minoritaires non-musulmans (grecs, arméniens, juifs et syriaques). Ce terme a d’ailleurs été repris ironiquement par l’écrivain Mıgırdıç Margosyan dans son livre *Gâvur Mahallesi* (Le quartier des infidèles)⁵⁴. S’agissant des occurrences du mot “arménien” dans la langue turque, on peut signaler sa présence dans le registre des insultes (*küfür*) : “*Ermeni dölü*” (batard d’Arménien), “*Ermeni tohumu*” (graine d’arménien), “*Ermeni uşâğı*” (valet d’arménien). Ces proverbes ou expressions ne datent pas d’aujourd’hui, elles étaient déjà courantes sous l’Empire ottoman⁵⁵, comme la formule “intrigant comme un Arménien” (*Ermeni gibi gammaz*). D’après Astourian, le nombre de ces expressions a enflé à partir de la seconde moitié du 19^e siècle, à un moment où la réussite commerciale de certains Arméniens citadins suscite envie, rancœur et dénigrement. Le risque évidemment, en relevant ces emplois du terme “arménien”, est probablement de figer des expressions qui sont, certes, encore utilisées mais qui ont la plupart du

⁵¹ Kevork Hancı, “Ankaralı Ermeni Katolikler” (Les Arméniens catholiques d’Ankara), *Birikim*, n° 73, mai 1995, p. 35-36.

⁵² Copeaux (1997), *op. cit.*, pp. 337-338.

⁵³ Entretien à Laleli (Istanbul), le 2 juillet 2001. Merci à Fadime Deli de nous avoir guidés.

⁵⁴ Mıgırdıç Margosyan, *Gâvur Mahallesi*, Istanbul, Aras, 1999. On peut aussi lire l’entretien qu’il a donné à Yelda dans *Istanbul’da, Diyarbakır’da, Azalırken* (à Istanbul, à Diyarbakır, sur le point de disparaître), Istanbul, Belge, 1999.

⁵⁵ Cf. l’étude de Stephan H. Astourian, “Sur la formation de l’identité turque moderne et le génocide arménien : du préjugé au nationalisme moderne”, *L’actualité du génocide des Arméniens*, Paris, Edipol, 1999, pp. 33-55.

temps été vidées de leur sens. Si on doit donc se garder d'en tirer des conclusions générales hâtives, elles sont néanmoins déjà productrices d'altérité⁵⁶. Sarkis Saropyan, collaborateur de l'hebdomadaire *Agos*, écrivait ainsi récemment : "Parfois, quand je dis que je suis un Arménien, je me demande si par hasard je ne suis pas en train de m'insulter"⁵⁷.

Ce discours de la stigmatisation a atteint un pic avec l'affaire Öcalan qui a été, de manière générale, l'occasion d'une explosion sans précédent des sentiments nationalistes. Presse populaire et milieux d'extrême droite ont, ces dernières années, fait circuler la thèse selon laquelle Abdullah Öcalan, le leader du PKK, était arménien. Alparslan Türkeş a ainsi répété à l'envi que son vrai nom était Agop Artinyan et qu'il était arménien. Peu après l'arrestation d'Abdullah Öcalan, dans le tumulte des manifestations nationalistes, on pouvait voir des banderoles : *Ermeni piçi Apo hesap vereceksin, Apo, bâtard d'Arménien, tu vas rendre des comptes*⁵⁸. On sait que c'est précisément pour lutter contre ce type d'amalgames qui verse, ensuite, facilement dans le discours populaire que le patriarche actuel avait soutenu la création de l'hebdomadaire *Agos*, à charge pour le nouveau journal de décloisonner la communauté arménienne, de l'ouvrir sur l'extérieur et de construire des ponts avec la majorité turque. Les propos, en avril 1997, de la ministre de l'Intérieur, Meral Akşener (DYP), qui avait traité Abdullah Öcalan d'*Ermeni dölü* avaient d'ailleurs provoqué une réaction quasi unanime (à l'exception de journaux assez peu représentatifs) de la part de la presse et des intellectuels. La ministre avait dû s'excuser publiquement. Ils montrent cependant que, de temps à autre, ce type d'expressions et d'insultes peuvent dépasser le cadre étroit de la presse populaire à sensation ou des milieux ultra-nationalistes.

Une partie de la presse populaire assez marquée à droite comme *Akşam*, *Güneş*, *Orta-doğu* est souvent prompte à voir la main de l'Arménien (*ermeni parmağı*, littéralement le

doigt de l'Arménien) dans nombre d'événements violents qui secouent la Turquie. Si cette presse a abondé dans le sens du ministre de l'Intérieur à propos des prétendues origines arméniennes du leader du PKK, elle a aussi fait beaucoup de papiers sur l'un des chefs du Hizbullah, Sülhettin Ürük, un Arménien qui se serait converti à l'islam. İbrahim Karayeğen, du quotidien *Zaman* (qui verse habituellement moins dans ce registre), signalait ainsi le 10 février 2001 une chronique intitulée "La terreur du Hizbullah, avec l'argent arménien ?" : "il y a d'abord eu la terreur de l'Asala, ensuite des Arméniens parmi les militants du PKK et maintenant l'argent arménien dans la terreur du Hizbullah. Cela veut dire que l'argent du parti dachnak participe aux activités des organisations terroristes qui visent la Turquie et que, lorsqu'une disparaît, il met ses billes dans une autre"⁵⁹. Un autre journal titre, début 2000, à propos d'une grande opération coup de poing contre les trafiquants de drogue : *Uyuşturucuda Ermeni parmağı* (La main des Arméniens dans le trafic de drogue) parce que deux des trafiquants (sur un total autrement plus important) appréhendés étaient d'origine arménienne⁶⁰.

On ne peut, cependant, s'arrêter à ces exemples, pour révélateurs qu'ils soient, car on ne donnerait alors à voir qu'une partie du discours produit par la presse. Il se trouve, comme nous l'avons suggéré dans le cas de l'affaire Meral Akşener, que la grande majorité des acteurs et des titres récuse ce genre d'amalgames et ce registre. Certains propos provoquent parfois même une critique quasi-unanime, comme lorsqu'un des avocats a demandé à Abdullah Öcalan, au cours de son procès, s'il était Arménien. Le président du tribunal avait d'abord sévèrement tancé l'avocat, suivi de près par la presse. Un chroniqueur de *Cumhuriyet* écrivait ainsi : "Que signifie ce genre de mentalité ? Tous les citoyens qui vivent dans ce pays sont des citoyens de première classe. Qu'importe leurs racines, ils sont tous égaux. (...) Quoi, s'il est

⁵⁶ Voir à ce sujet les témoignages de jeunes Arméniens recueillis par Yahya Koçoğlu, *Azınlık Gençleri Anlatıyor (Les jeunes minoritaires racontent)*, Istanbul, Metis Güncel, 2001.

⁵⁷ *Özgür Bakış*, 14 juin 1999.

⁵⁸ Cf. *Armenian Reporter*, 26 juin 1999, p. 1.

⁵⁹ *Zaman*, 10 février 2000.

⁶⁰ *Ayıldız*, 3 janvier 2000, p. 8.

d'une autre origine, on va alourdir sa peine ?⁶¹". Ce qui est plus intéressant, c'est qu'il n'est pas rare de voir cohabiter dans le même titre chroniqueurs abondant dans un registre et chroniqueurs le condamnant, jusque dans des journaux très populaires (populistes) comme *Akşam* ou *Güneş*. Toujours en plein contexte du procès Öcalan, Rıza Zelyut, qui écrit pour *Güneş*, prend ainsi sa plume pour dire que Mutafyan a raison de dire qu'il ne faut pas lier le PKK et les Arméniens : "Ce n'est pas un problème qu'il y ait des Arméniens dans ce pays, mais bien plutôt une richesse. Les gens qui ne connaissent pas l'histoire croient que le monde a été créé avec eux. L'histoire montre que sur ces terres, à un moment, un tiers de la population était arménienne⁶²".

Le troisième discours, celui de l'idylle turco-arménienne, scande à l'envi les termes de *beraberlik/birliktelik* (qui veulent tous deux dire l'être ensemble) et re peint une histoire des relations turco-arméniennes à grossiers coups de pinceaux, en la présentant sous des traits idylliques. C'est une sorte de prolongement du discours tenu (et largement diffusé) sur la tolérance de l'Empire ottoman et sur celui qui présente la Turquie comme une mosaïque⁶³. S'il correspond dans les grands traits à une réalité historique –proximité entre populations turques et arméniennes (notamment en Anatolie), rôle éminent de certaines couches aisées de la communauté dans la vie politique ou économique de l'Empire ottoman– le récit est incomplet dans la mesure où il ne retient que les pages heureuses de cette histoire. Ce registre est souvent utilisé pour répondre à la campagne pour la reconnaissance du génocide arménien. Pour l'illustrer, on peut citer la vision du ministre turc de la culture, İstemihan Talay (DSP, député d'İçel), présentée dans sa contribution au numéro spécial de *Yeni Türkiye* : "Il y

a mille ans, les Turcs qui arrivaient en Anatolie se sont mélangés (*kaynaşmak*) avec les Arméniens. Les Arméniens qui avaient subi des pressions et des injustices de la part de Byzance, se sont –comme le décrivent bien les historiens arméniens– réjouis de l'arrivée des Turcs en Anatolie".⁶⁴ Plus loin, il souligne que seule la religion distinguait les Turcs des Arméniens, car ces derniers privilégiaient souvent le turc, jusque dans leurs offices, il rappelle aussi les allers-retours entre culture arménienne et turque (notamment dans le domaine de la musique) et aussi la contribution, par exemple, de la famille Balian à l'architecture ottomane, à la fin du 19^e siècle : "Les Arméniens, à l'époque ottomane, constituaient une part de la richesse de la société". On peut aussi renvoyer au numéro spécial de la revue *Tarih ve Toplum* sur les Arméniens –Turcs et Arméniens : mille ans de vie commune⁶⁵– qui est d'autant plus intéressant qu'il a été coordonné par le rédacteur en chef d'Agos. Dans ce récit, les événements de 1915 surgissent comme un incident que rien n'annonce ni presque n'explique sinon le "coup de poignard donné dans le dos par les Arméniens" ou alors le jeu et la rivalité des impérialismes.

Dans un article éloquemment intitulé *Les Turcs et les Arméniens se côtoient mais ne se parlent pas*, Etyen Mahçupyan s'inquiète de l'image des Arméniens dans la société turque, qui va selon lui en empirant (il cite notamment une enquête réalisée dans les universités en l'an 2000, selon laquelle les étudiants perçoivent négativement Arméniens, Rums, Juifs ou Tziganes) : "Il faut se demander comment apparaît une telle perception. Il est clair que c'est une conséquence du système éducatif et du climat politique dans une République turque qui se prétend moderne."⁶⁶ On doit, pour autant, souligner l'évolution du

61 Toktamış Ateş, "Atatürk Ulusçuluğu ve Ermeni Olmak", 8 juin 1999.

62 *Güneş*, 14 juin 1999.

63 Voir à ce propos les célébrations officielles en 1992 du 500^e anniversaire de l'accueil des juifs expulsés d'Espagne par l'Empire ottoman. Pour une évaluation critique de ce discours, on peut se reporter utilement aux divers travaux de Laurent Mallet.

64 "Ermeni Sorunu (La question arménienne)", *Yeni Türkiye*, n° 37 et n° 38, janvier-février et mars-avril 2001, p. 12.

65 "Bin Yıllık Bir Beraberlik : Türkler ve Ermeniler", *Tarih ve Toplum*, vol. 34, n° 202, octobre 2000.

66 "Türkler ve Ermeniler : İletişimsiz Birliktelik", *Foreign Policy*, Istanbul, Université de Bilgi, janvier-février 2001, p. 43. Un autre sondage réalisé auprès de jeunes et publié par *Hürriyet* le 10 mars 1999 confirme ces données, puisque 44.2 % des jeunes interrogés considèrent "qu'il ne saurait y avoir de bons Arméniens". Cf. Murat Bebiroğlu, *Türkiye Ermeni Cemaatinin Başlıca Sorunları* (Quelques problèmes fondamentaux de la communauté arménienne de Turquie), www.hytert.com.

ton des médias turcs. Pour Robert Haddeler, s'il y a encore des articles qui "font bondir", le changement intervenu ces dix dernières années est conséquent. Il rappelle qu'il y a dix ou quinze ans, il n'était pas rare de trouver des propos orduriers dans des journaux comme *Hürriyet*, alors qu'aujourd'hui ce journal est précisément devenu, avec *Radikal*, l'un des lieux de production d'un discours distancié et tolérant. Il n'est pas rare de lire sous la plume de son rédacteur en chef, Ertuğrul Özkök, des éditoriaux très bienveillants à l'égard de la communauté arménienne. Les principaux journaux et médias turcs ont dernièrement multiplié les reportages sur l'Arménie, sur la communauté arménienne de Turquie. La venue à Istanbul de Jean-Claude Kebedjian, le responsable du CRDA (Centre de Recherche sur la Diaspora Arménienne), dans le cadre du Salon du Livre du TÜYAP en 1999, a ainsi été amplement médiatisée dans les journaux et à la télévision. Le contexte récent, celui de la reconnaissance par des parlements étrangers du génocide de 1915, a très paradoxalement –quoique partiellement– consacré une évolution du discours : par delà le brouhaha des réactions nationalistes, le flot des critiques et des rodomontades, il y a aussi eu des appels pour que la Turquie prenne à bras le corps sa propre histoire ou pour que l'on normalise les relations avec l'Arménie.

5. Les identités de la communauté arménienne de Turquie : regards de l'intérieur et de l'extérieur

5.1. Relations avec la diaspora

Les rapports qu'entretient la communauté arménienne de Turquie avec la diaspora sont assez complexes et mériteraient probablement un examen approfondi de la presse de la diaspora et des journaux arméniens de Turquie. La communauté arménienne de Turquie est dans une situation très particulière. Elle vit dans une sorte d'entre-deux : elle ne vit ni en Arménie, ni en diaspora. La diaspora est elle-même composée, pour l'essentiel, par des descendants des victimes des déportations de

1915 qui, pour une large proportion refuse, par exemple, de se rendre en Turquie. On compte aussi beaucoup d'Arméniens d'Istanbul dans les rangs de la diaspora. Ceux-ci se regroupent d'ailleurs parfois dans des associations, notamment aux États-Unis. Certaines d'entre elles ont récemment participé au financement de la restauration des églises arméniennes endommagées après les tremblements de terre de 1999. Les journaux de la diaspora, *Marmara*, *Agos* (qui sont lus par les Arméniens hors de Turquie), constituent évidemment des ponts entre les communautés. Pour autant, les Arméniens de Turquie ont l'impression que la diaspora les connaît mal. Elle s'explique mal, par exemple, les critiques adressées par la diaspora notamment au patriarche Mutafyan, à l'occasion de la récente campagne pour la reconnaissance du génocide arménien. Pour Mesrop Mutafyan, "[la diaspora] ne nous connaît pas. Ils pensent que les Turcs portent toujours des fez, que la musique se limite en Turquie à la danse du ventre. Ils ne cessent d'attaquer, à toute occasion, la Turquie et excluent toute possibilité de réconciliation (...). Nous n'avons jamais dit que rien n'était arrivé, ou que quelque chose était arrivé. Nous avons uniquement dit que c'était une question politique et qu'il appartenait à Ankara et à Erevan de la régler sans tierce partie".⁶⁷

5.2. Relations avec l'Arménie.

De nombreux Arméniens d'Istanbul ont fait le voyage d'Arménie. Certains y sont allés dès qu'une brèche s'est ouverte, en 1991, et ont alors pu passer la frontière turco-arménienne en train, ce qui n'est aujourd'hui plus possible. De nombreuses agences de voyages spécialisées, la plupart situées à Sişli, proposent des formules pour découvrir l'Arménie, notamment à l'occasion des fêtes de Pâques, par exemple. Les Arméniens de Turquie participent aussi aux jeux pan-arméniens qui ont lieu tous les quatre ans à Erevan, ou exceptionnellement en août 2001, à l'occasion des festivités pour le 1700^e anniversaire de l'adoption du christianisme. Très peu s'y sont installés. Lors de notre déplacement en Arménie en avril 2001, nous avons rencontré des étudiants arméniens de Turquie à l'Université d'État d'Erevan. Ils sont

⁶⁷ Entretien avec le patriarche Mesrop Mutafyan, Kinalhada, le 27 août 2001.

Débats historiques et communauté arménienne de Turquie

Dans le débat en Turquie sur l'histoire et la mémoire, la communauté arménienne de Turquie a globalement adopté un silence gêné comme lors des années 1975-1985. À l'époque, le quotidien arménien *Jamanak* avait publié un opuscule particulièrement orthodoxe en trois langues (anglais-français-turc) intitulé "Réalités exprimées par des Arméniens de Turquie"⁶⁸. Lorsque –mais c'est plutôt rares Arméniens de Turquie se sont publiquement prononcés, à l'instar du patriarche Mesrop Mutafyan, c'était pour se désolidariser des campagnes menées par la diaspora. Le 30 janvier 2001, au cours d'une séance solennelle à l'église du patriarcat arménien, 90 représentants de la communauté arménienne (catholiques, protestants et grégoriens confondus) ont publié une déclaration dans laquelle ils condamnaient le vote du 18 janvier 2001 : "Notre assemblée a déjà eu l'occasion de dire qu'à titre individuel et en tant que citoyens de la république turque, les Arméniens ne souffraient d'aucune discrimination religieuse, économique, sociale ou juridique. Au niveau communautaire, les problèmes qui peuvent néanmoins exister ont été portés à la connaissance des plus hauts échelons de l'État et des réponses appropriées sont attendues. Il est aussi nécessaire de souligner que tous les problèmes des citoyens arméniens de Turquie (*Türkiye Cumhuriyeti vatandaşı olan Ermeniler*) doivent être discutés à la Grande Assemblée Nationale de Turquie"⁶⁹. Le patriarche Mesrop Mutafyan est très régulièrement intervenu dans les médias, presse et télévision (notamment sur la chaîne de télévision CNN-Türk) confondues, pour condamner le vote du Parlement français. Le 13 février 2001, le patriarche s'est même rendu à Ankara pour y rencontrer le président Sezer, le Premier ministre Bülent Ecevit et le président du

Parlement Ömer İzgi. Il a alors souligné que les références à la situation des Arméniens de Turquie dans les textes adoptés ou en discussion dans les Parlements étrangers dérangeaient sérieusement la communauté⁷⁰. Le silence relatif de la communauté a été critiqué par des éditorialistes plutôt radicaux sur la question, comme Emin Çölaşan du journal *Hürriyet* : "Moi, avec les derniers événements, je m'attendais au moins à ce que nos concitoyens d'origine arménienne émettent une réaction, qu'ils défendent la Turquie contre le monde. Il n'y a guère que le patriarche Mutafyan qui a fait quelques déclarations, même si ça devait être difficile, il a dit quelques mots. Cela n'a pas suffi. Nos concitoyens arméniens sont des citoyens comme les autres (*eşit insanlar*) (...). Ne pouvaient-ils pas réagir ? (...) Pourquoi sont-ils restés muets ? Ne pouvaient-ils pas participer au bombardement des institutions françaises avec des e-mails, des fax, des lettres ? (...) Pourquoi ce silence ? Qu'ils ne nous en veuillent pas, mais nous sommes obligés de les critiquer à cet égard."⁷¹. L'hebdomadaire *Agos* répondait le 26 janvier dans un éditorial intitulé *Sizin Ermenilerimiz* (Vos Arméniens) : "ces derniers temps les Arméniens de Turquie ont dit et répété à la diaspora, à la Turquie, aux pays tiers ce qu'ils pensaient".

De manière générale, la communauté arménienne considère que le vote n'est pas opportun. Cela ne veut pas dire qu'elle souscrive à la version turque des faits et l'hebdomadaire *Agos* ne se prive pas, par exemple, de la critiquer. Un Arménien d'Istanbul que nous avons interrogé accepte, pour décrire la situation dans laquelle se trouve la communauté, le terme de "funambulisme", "à condition, dit-il, qu'il soit positivement connoté". En cas de désaccord, le silence est l'option privilégiée.

⁶⁸ *Facts from the Turkish Armenians/Réalités exprimées par les Arméniens Turcs/Türk Ermenilerinden Gerçekler*, Istanbul, *Jamanak*, 1980, 46 p.

⁶⁹ Communiqué reproduit dans une brochure distribuée lors de la conférence organisée par le Rotary Club le 30 mai 2001 à Istanbul.

⁷⁰ "Armenian patriarch visits Ankara", *Turkish News*, 14 février 2001, p. 1.

⁷¹ "Bizim Ermenilerimiz (Nos Arméniens)", *Hürriyet*, 24 janvier 2001, p. 5.

Les Arméniens d'Istanbul –qui sont, pour la plupart, originaires d'Anatolie– ajoute-t-il “*sont comme tous les Arméniens extrêmement attachés à la mémoire. Ils peuvent toujours s’y retrancher pour l’opposer à tel ou tel discours*”. En définitive, on peut bien expliquer leur position par une certaine inquiétude, même si le climat n’est pas comparable à celui des années 1975-1985, où en réponse aux attentats de

l’ASALA, les *ülküçü* (fractions activistes de l’extrême droite turque) couvraient les murs des écoles arméniennes d’insultes quand ils ne menaçaient pas d’y poser des bombes. La communauté arménienne de Turquie se trouve, en définitive, prise entre deux feux – critiquée par certaines voix en Turquie qui lui reprochent son silence, tancée par la diaspora qui ne comprend pas toujours ses prises de distances⁷².

Une lettre ouverte à la diaspora

Le texte suivant est un extrait d’une lettre ouverte à la diaspora, en réponse “aux pressions exercées sur les Arméniens d’Istanbul par certains cercles de la diaspora protestant contre certaines de leurs réactions pro-gouvernementales”.

En tant que natif d’Istanbul, je voudrais dire que le mieux que nous ayons à faire, s’agissant de notre communauté à Istanbul, est de les laisser tranquilles, afin qu’ils puissent décider ce qui est le mieux pour eux de faire en

ce moment particulièrement délicat. Nous ne devons pas les accabler (...), comme si ils étaient moins sensibles que nous, Arméniens vivant en dehors d’Istanbul (...). Istanbul est un témoignage unique de la richesse de la culture arménienne au 19^e siècle (...). Qui voudrait voir les quelques soixante ou soixante-dix mille Arméniens qui y vivent quitter leur ville.

Boghos Zekiyian, “An Open Letter to the Armenian People in the Diaspora”, *Armenian Reporter International*, 24 février 2001, p. 1.

tout au plus une dizaine. Certains sont partis pour Erevan parce que les résultats obtenus à l’examen d’entrée à l’université en Turquie ne leur permettaient pas d’aller dans le département de leur choix, d’autres parce que la perspective de vivre dans une Arménie indépendante les attirait. Un dentiste arménien d’Istanbul (mais originaire de la région de Mardin) que nous avons rencontré sur son lieu de travail à Laleli a vécu deux ou trois ans en Arménie au début des années 1990, y a appris l’arménien et s’y est marié avant de revenir s’installer en Turquie⁷³.

5.3. Identité

Nous avons parlé de communauté arménienne de Turquie par commodité de langage

comme d’un tout. Or, évidemment, on ne saurait y voir un monolithe. L’analyse des tendances qui la traversent, qui composent aussi sa diversité, exigerait une solide recherche de terrain et de nombreux entretiens que nous n’avons pu mener, faute de temps – c’est un travail d’autant plus longue haleine que les sondés hésitent à révéler les lignes de faille qui existent au sein de la communauté. Nous nous cantonnerons donc à explorer quelques idées. Les élections du patriarche en 1998, les élections des conseils d’administration des *vakıfs* et les diverses tendances observées dans la presse arménienne de Turquie témoignent déjà d’une richesse des débats et de nettes polarisations. Il est intéressant de noter que les catégories opératoires en diaspora ne sont pas transposées en Turquie puisqu’il n’existe pas de partis

⁷² On pourrait citer de très nombreux articles dans la presse de la diaspora –*Armenian Reporter, Nouvelles d’Arménie...*– critiquant les prises de position du patriarche Mesrop Mutafyan. À titre d’exemple, *Nouvelles d’Arménie* a publié en février 2001 une brève intitulée “Mgr Mutafyan remet ça” : l’archevêque des Arméniens de Turquie, Mgr Mesrop Mutafyan, déclarait le 14 janvier être “très mécontent” de la reconnaissance du “soi-disant génocide arménien”, *Nouvelles d’Arménie*, février 2001, p. 10.

⁷³ Entretien à Laleli, le 2 juillet 2001.

politiques (ou de branches) proprement arméniennes. Si une bonne partie de la communauté a pris, en 1998, fait et cause lors des élections du patriarche pour le jeune Mesrop Mutafyan, le profil de ce dernier semble aujourd'hui gêner certains milieux proches de la gauche radicale et anticléricale. C'est, par exemple, un secret de polichinelle que les relations entre le patriarche et l'hebdomadaire *Agos* sont déplorablement. Hrant Dink a, à plusieurs reprises, souligné les dissensions entre Mutafyan et le catholicos d'Etchmiadzine et ouvertement critiqué le patriarche. Il aurait même rappelé que la communauté avait tout à fait le droit de le dessaisir. Au cours des dernières élections communautaires qui avaient pour objet de désigner les équipes dirigeantes des différentes associations, conseils paroissiaux, ou écoles, il était clair que chacun avait ses candidats. Il nous semble qu'il existe, aussi, un clivage entre les *istanbullu* (stambouliotes) et les *anadolulu* (originaires d'Anatolie). Pour Robert Haddeler, il y a tout au plus 2 000 personnes stambouliotes d'origine (ceux dont la famille est installée à Istanbul depuis plus de trois générations). Les *istanbullu*, qui ont généralement un très bon niveau d'arménien, se considèrent volontiers comme plus cultivés que les Arméniens venus d'Anatolie. Ces derniers, pour beaucoup autodidactes, ne parlant pas ou baragouinant l'arménien, ont, pour certains, bien réussi dans les affaires et font profiter la communauté de leurs largesses, ce qui nourrit en retour une petite animosité. Un *istanbullu* qui occupe une place importante au sein de la communauté nous déclarait ainsi : *“Notre église, nos écoles sont entre les mains des kuyumcu (joailliers) du Grand Bazar. Ils n'ont aucune éducation, aucune expérience en pédagogie. Ils ne savent pas comment on gère une école. Les administrateurs des écoles sont des marchands (esnaf), ils n'ont même pas de diplômes.”*⁷⁴

Au terme de cette étude, on ne peut sans doute pas éviter de se poser la question de savoir quel est le ferment de l'identité arménienne en Turquie, qu'est-ce qui fait que l'on se sent Arménien ? On dispose peut-être d'un premier élément de réponse avec le court

aperçu que nous avons donné de la question des représentations. Le regard que porte la société sur les Arméniens leur confère d'emblée une identité, le sentiment d'une différence. À une certaine époque, ce sentiment était tel qu'il commandait souvent aux Arméniens la discrétion. De nombreuses personnes adoptaient ainsi des noms d'emprunt (*takma ad*) ou s'astreignaient à ne pas parler l'arménien dans la rue⁷⁵. Si ces attitudes n'ont pas disparu, elles sont cependant plus rares parmi les jeunes générations. On a vu, par ailleurs, que la langue ne pouvait pas véritablement remplir le rôle de marqueur identitaire, parce qu'une partie grandissante de la communauté arménienne ne parle plus que le turc – la baisse sensible du lectorat des quotidiens arméniens d'Istanbul, comme celle de la fréquentation des écoles sont autant de signes. On estime généralement à 30 % la part des Arméniens de Turquie qui écrivent et parlent l'arménien couramment. Pour les autres, ceux qui ne pratiquent pas du tout ou peu, ils éprouvent parfois sinon un complexe, le sentiment d'être en demeure d'attester leur identité arménienne. La situation est, après tout, assez similaire dans la diaspora (en France ou aux États-Unis, pour se limiter à ces deux exemples), ce qui indique, au passage, combien il est difficile de faire la part des choses entre phénomène classique d'acculturation/assimilation et implications directes d'une situation qui serait propre à la Turquie. Sans être le ferment de l'identité arménienne en Turquie, la langue concourt néanmoins évidemment à la construction d'une identité dissociée de l'identité turque. Le rôle de la religion, même si la pratique religieuse a, comme ailleurs, considérablement diminué, notamment parce que l'office est célébré dans une langue qui n'est plus comprise par les fidèles, est très important. Les nombreuses paroisses arméniennes d'Istanbul fonctionnent comme de véritables lieux de sociabilité où l'on vient se rencontrer et discuter. Avec la religion, la différenciation ne se fait pas tant vis-à-vis du Turc que du Musulman, en général.

En fait de langue et de religion, l'histoire et la mémoire constituent vraisemblablement les liens les plus sûrs d'une communauté qui se

⁷⁴ Entretien à Kınalı, le 27 août 2001.

⁷⁵ Nous renvoyons aux témoignages recueillis par Yahya Koçoğlu, *op. cit.*

sent –pour tout un faisceau de raisons ici explicitées et avec des sentiments très mêlés– sinon sur la voie de l’assimilation, sur celle de l’acculturation. Pour ceux qui ne portent pas de patronymes arméniens (le leur ayant été turquifié), le choix du prénom reste alors une manière de s’ancrer dans cette culture : Maral, Arto, Agop, Sarkis, Sevan, Talar, Garabed... La question des mariages mixtes est aussi, à cet égard, très importante. Le patriarcat estime qu’il y a entre 30 à 40 % de mariages mixtes (mais le chiffre est peut-être à dessein exagéré). Les neuf dixièmes de ces mariages mixtes sont des mariages entre Arméniens et musulmans, le restant entre Arméniens et chrétiens syriaques ou orthodoxes grecs. S’il est difficile d’avoir des chiffres fiables, ceux dont nous disposons indiquent néanmoins une tendance à la hausse et témoignent d’une intégration à la société turque sensiblement plus élevée que pour les autres minorités non musulmanes (juifs, grecs)⁷⁶. Une partie de la communauté y voit, cependant, le spectre d’un effacement progressif de l’“arménitude” en Turquie et de nombreuses familles arméniennes continuent, en tout cas, à l’envisager avec beaucoup de réticence, surtout si le gendre ou la belle-fille est musulman... Ces mariages mixtes témoignent aussi peut-être en partie –c’est une hypothèse– d’une lassitude de la part des jeunes générations vis-à-vis d’une vie communautaire parfois anémiant, sur le mode école puis lycée arméniens en passant par la fréquentation des associations qui leur sont liées. La crise que traverse actuellement l’enseignement arménien en Turquie, l’inexorable baisse de la pratique de l’arménien amènent certains observateurs, comme Robert Haddeler, à déclarer que la culture arménienne est sur le point de disparaître en Turquie, même si ça et là on peut voir quelques signes d’une vivacité retrouvée de la scène culturelle arménienne⁷⁷.

L’autre question qu’on ne peut manquer de poser est celle avec laquelle Aida Tanikyan ouvrait son article sur les Arméniens de Turquie : partir ou rester ? Il semble aujourd’hui que le flot d’émigration (longtemps conséquent après les événements du 6-7 février 1955 jusque dans les années 1980) vers l’Europe et les États-Unis ait largement diminué. Il existe évidemment toujours des candidats au départ mais les motivations sont désormais plus nettement économiques, notamment en ces temps de crise. Partir ou rester ? Rester. Rester, parce que les Arméniens de Turquie se sentent comme investis d’un rôle : celui d’être les scrupuleux et tatillons gardiens d’une mémoire, d’un patrimoine (églises notamment) et d’une présence arménienne sur cette terre, cette terre qui est aussi la leur. Cela ne les empêche pas de se sentir citoyens turcs. Les Arméniens de Turquie sont, néanmoins, dans une situation particulière. Comme le souligne Robert Haddeler, les Arméniens de Turquie ne sont pas en diaspora : *“Istanbul n’est pas une communauté d’immigrants comme Beyrouth. C’est quelque chose d’unique entre la mère patrie (hainenik) et la diaspora (spurk). C’est une communauté (hamaïnk)”*⁷⁹. La communauté d’Istanbul a une longue histoire et a dû imaginer, poursuit-il, une manière originale de vivre cette situation, car les Arméniens de Turquie constituent une minorité dans un pays qui a depuis 1923 mené une entreprise de consolidation de l’identité nationale – largement autour de la turcité et de l’islam⁸⁰. Un Arménien que nous avons interrogé nous a, d’ailleurs, dit : *“mozaik döküldü, sıvalar kaldı”* (la mosaïque a été détruite, il ne reste plus que l’enduit). Comme le dit joliment Mesrop Mutafyan : *“Pour qu’un Arménien puisse se sentir chez soi en Turquie, il faut qu’il maintienne un équilibre entre ses identités turque, chrétienne et arménienne”*⁸¹.

⁷⁶ Nous ne disposons pas des chiffres relatifs aux mariages mixtes pour les autres minorités au sens de Lausanne (juifs et grecs). Il semblerait qu’il soit compris entre 10 et 15 % pour la communauté juive (communication de Laurent Mallet).

⁷⁷ Taline Voskeritchian, “Armenians of Istanbul : Drawing Strength from the History and Cultural Legacy of their Beloved City”, *Armenian International Magazine*, 31 décembre 1998, p. 37 et sv. Haddeler est né en 1926. Écrivain et traducteur, c’est l’un des porte-drapeaux de la culture arménienne en Turquie. Il organise ainsi récitals et autres spectacles culturels en arménien.

⁷⁹ Taline Voskeritchian, art. cité.

⁸⁰ Voir, à cet égard, les travaux d’Étienne Copeaux.

⁸¹ Entretien accordé à *Detay*, revue de l’université de Galatasaray, juillet 1998, p. 9.

La littérature arménienne de Turquie

(Gülüm Şener et Bertrand Buchwalter)

Istanbul a été au cours du 19^e siècle l'un des creusets majeurs de la culture arménienne. La capitale de l'Empire ottoman a alors été le témoin d'un incroyable bouillonnement politique et culturel. Bouillonnement qui explique bientôt l'ascendant pris par l'arménien occidental, élaboré autour du dialecte arménien d'Istanbul, comme langue de culture et d'enseignement. Les élites aisées d'Istanbul seront, avec celles des grands centres urbains de l'Empire ottoman ou russe, les fers de lance d'une véritable "renaissance" qui s'est imprimée dans des domaines aussi variés que l'art, la musique et la littérature. Des auteurs stambouliotes comme Bedros Touryan, Mateos Zarifian ou Krikor Zorab vont contribuer à donner un visage nouveau à la littérature arménienne. La Première Guerre Mondiale va mettre un point final à cette période de faste, même si avec les années 30, on voit pointer une nouvelle génération d'écrivains. Après 1950, les maisons d'édition arméniennes se feront de plus en plus rares. Pendant des années, l'édition arménienne s'est réduite aux publications occasionnelles du quotidien *Marmara*. Depuis 1993, la scène littéraire arménienne a cependant retrouvé un peu de ses couleurs avec la création de la maison d'édition *Aras* –créée pour "faire connaître les différentes cultures semées sur une même géographie"–, qui publie cinq à six livres par an avec un tirage de 2000 exemplaires pour les livres en turc et de 1000 pour les livres publiés en arménien. *Aras* a fait le choix de se concentrer sur les romans et récits de vie avec des auteurs comme Miğirdiç Margosyan –un arménien d'Istanbul originaire

de Diyarbakır, représentant de la *köy edebiyatı*, la littérature de village–, Zaven Biberyan ou Krikor Ceyhan. Elle traduit aussi des ouvrages d'auteurs arméniens occidentaux comme William Saroyan.

Il faut parallèlement signaler l'intérêt accru des maisons d'édition turques. Les éditions *Belge* publient déjà depuis plusieurs années des livres sur l'histoire et la culture arméniennes. Ce sont elles qui ont notamment assuré la traduction des œuvres de Ternon ou de Dadrian. Plus récemment, le couple Zarakolu a publié des livres sur les Hemşin ou sur le rapprochement entre élites politiques turques et arméniennes lors de la révolution constitutionnelle de 1908. Récemment, *İletişim* a publié *Mahalle-mizdeki Ermeniler* (Les Arméniens de notre quartier), recueil de nouvelles d'İsmail Arıkan (2001).

Pour autant, la littérature arménienne de Turquie est aujourd'hui en voie de disparition. Les livres publiés directement en arménien se vendent difficilement. *Aras* a aussi du mal à trouver des traducteurs. Les auteurs des récits traduits de l'arménien quand ils n'ont pas disparu, appartiennent à l'ancienne génération⁷⁸. Les jeunes auteurs comme Jaklin Çelik (dont le premier livre a été publié par *Aras*) ou Vercihan Ziflioğlu, jeune poète, écrivent désormais en turc. Pour Payline Tomasyan, responsable des éditions *Aras* : "la littérature arménienne a disparu. Il n'y a pas de nouvelle génération, car il n'y a pas des jeunes auteurs qui produisent en langue arménienne".

Une page choisie

"Pourquoi suis-je venu à Istanbul, alors que je ne voulais pas y aller ? J'y suis venu pour me faire opérer des amygdales. Tout le monde m'a dit, "Ne pars pas. T'es jeune. Tu seras bientôt guéri". Personne ne voulait que je parte. Je ne les ai pas écoutés et je suis parti. À peine arrivé, j'ai voulu rentrer. Il y avait des gens de notre village qui voulaient aussi rentrer. "Je voudrais venir avec vous. Attendez-moi deux jours", leur ai-je dit. Mais j'ai raté le bateau, et j'y suis resté. La mobilisation a été proclamée. Je suis devenu

soldat. Je suis resté à Istanbul au cours des années difficiles. Istanbul ne me plaisait pas, mais Istanbul m'a sauvé. Où pouvais-je bien aller après? Il n'y a plus de maison, il n'y a personne... Je suis devenu un "prisonnier" ici, et j'y ai vécu jusqu'aujourd'hui."

Hagop Mintzuri. *Les mémoires d'Istanbul*, Istanbul, Tarih Vakfı Yurt Yayınları, 2^e édition, 1994. Hagop Mintzuri est arrivé à Istanbul en 1914. Il a perdu toute sa famille, son grand-père, sa mère, sa femme et ses quatre enfants, déportés en 1915.

⁷⁸ Aziz Gökdemir, "Örnekleriyle Ermeni Edebiyatı", in *E Dergisi*, n° 16, Juillet 2000.

Turquie-Arménie (1991-2001) : chronologie

1991

- 30 août Déclaration d'indépendance de la République d'Azerbaïdjan.
- 21 septembre Déclaration d'indépendance de la République d'Arménie.
- 19 décembre Signature du traité fondateur de la Communauté des États Indépendants (C. E. I.) à Alma-Ata (Almaty). 11 républiques ex-soviétiques y adhèrent dont l'Arménie. L'Azerbaïdjan reste à l'écart et n'adhérera qu'en septembre 1993.

1992

- 8 mai Les milices arméniennes du Karabakh enlèvent la ville de Chouchi sur les hauteurs de Stepanakert et s'emparent, quelques jours après, du corridor de Latchine.
- 4 juin Aboulfaz Elchibey est élu président de la République d'Azerbaïdjan. Heïdar Aliev, qui n'a pas pu se présenter aux élections, se replie sur son fief du Nakhitchevan.
- 25 juin Lancement officiel de la Zone de Coopération Économique de la Mer Noire à Istanbul, forum qui réunit les pays riverains de la mer Noire ainsi que l'Arménie et l'Azerbaïdjan.
- 16 octobre Démission de Raffi Hovanissian, ministre des Affaires étrangères arménien. Elle avait été exigée par le président Levon Ter Petrossian qui lui reprochait ses orientations trop anti-turques.

1993

- janvier Hiver très rude en Arménie. Le PM turc, Süleyman Demirel, assure qu'il ne fera pas obstacle au transit par la Turquie de l'aide humanitaire destinée à l'Arménie à condition qu'elle ne "soit pas de nature à augmenter [sa] capacité de guerre". Incompréhension à Bakou. En novembre 1992, Ankara avait accepté de livrer de l'électricité à Erevan. Le projet avait été abandonné en raison de la vive opposition de l'Azerbaïdjan.
- avril Les Arméniens s'emparent de Kelbadjar le 2 avril.
- Le 3 avril, une décision gouvernementale suspend la livraison de blé vers l'Arménie, le poste frontière entre l'Arménie et la Turquie est fermé.
- Tournée de dix jours du président Özal dans les pays d'Asie centrale et en Azerbaïdjan. Affaibli par une cohabitation forcée avec le DYP de Demirel, Özal donne des gages au lobby dit des néo-ottomans en déclarant, à propos du Karabakh, qu'il aimerait que la Turquie montre les dents. Demirel relativise immédiatement ses propos en affirmant que la Turquie ne peut envisager de fournir une aide militaire à l'Azerbaïdjan.
- Mort de Turgut Özal le 17 avril.
- juin Sur fond de défaites au Karabakh, Aboulfaz Elchibey est démis de ses fonctions par un coup d'État qui met au pouvoir l'ancien dirigeant de l'Azerbaïdjan soviétique, Heïdar Aliev. Espérant une attitude plus neutre de la Russie, Aliev se rapproche de Moscou et adhère à la CEI. Certaines décisions de son prédécesseur favorables à la Turquie (accord pétrolier) sont remises en cause.
- D'après le *Sunday Times* (26 mars 2000), qui cite notamment comme source les services secrets turcs (MIT), les compagnies pétrolières BP et Amoco auraient joué un rôle significatif dans les événements.

- juillet Violents combats au Karabakh. Les Arméniens concrétisent encore un peu plus leur avantage.
- 18 août Tansu Çiller, nouveau PM turc, appelle l'Arménie "à réviser son attitude" dans le conflit qui l'oppose à l'Azerbaïdjan ou à "s'apprêter à en subir les conséquences". Un peu plus tard dans le mois, Tansu Çiller annonce qu'elle demandera à l'Assemblée nationale l'autorisation d'utiliser ses troupes si l'Arménie s'attaquait au Nakhitchevan.
- septembre Visite officielle de Tansu Çiller à Moscou. Elle prône la coopération plutôt que la confrontation. Quelques jours auparavant, la Turquie avait renforcé ses effectifs militaires à la frontière arménienne et les avait placés en état d'alerte. Aucun résultat probant sur la question du Karabakh, mais Ankara et Moscou signent un contrat aux termes duquel la Russie doublera ses livraisons de gaz naturel à la Turquie.
- 28-29 décembre Visite du ministre des Affaires étrangères azéri, Hasan Hasanov, à Ankara qui marque le début de la normalisation des relations entre la Turquie et l'Azerbaïdjan.
- 1994**
- 8-11 février Visite du président Demirel à Bakou. Accompagné d'une importante délégation, Demirel assure que la Turquie continuera à soutenir les positions de l'Azerbaïdjan dans les organisations internationales. De retour de Bruxelles où il a adhéré au Partenariat pour la Paix (OTAN), Aliiev se rendra, à son tour, à Ankara en mai.
- 1995**
- 24 février Le PM turc, Tansu Çiller, reçoit Gerald Libaridian, le premier conseiller du Président arménien Levon Ter Petrossian.
- mars Tentative de coup d'État contre Heïdar Aliiev. Certains observateurs suggèrent que les services secrets turcs (MIT) auraient prêté la main aux organisateurs au nombre desquels on compte, d'ailleurs, un citoyen turc, le Pr. Ferman Demirkol, conseiller d'Aliiev. En visite à Bakou, en avril 1995, Tansu Çiller adresse des excuses à l'Azerbaïdjan, imputant l'événement à un "groupe d'extrême droite difficilement contrôlable". Elle nie toutefois la participation d'officiels turcs.
- Selon le quotidien turc *Cumhuriyet* (16 février 2001), le DYP (Parti de la Juste Voie) de Tansu Çiller aurait soutenu financièrement le MHP (Parti de l'Action Nationaliste) de Türkeş à hauteur de 2 millions de dollars. Somme qui aurait été utilisée pour financer l'organisation du coup d'État contre Aliiev (mars 1995) et les réunions du TÜDEV (Fondation de Coopération, de Fraternité et d'Amitié des États et Communautés Türk).
- 1996**
- avril Lancement de l'hebdomadaire *Agos*, nouveau titre de la presse arménienne de Turquie. À la différence de *Marmara* et de *Jamanak*, *Agos* est majoritairement rédigé en turc.
- 28 juin Après la démission de Mesut Yılmaz, le Refah Partisi et le DYP de Tansu Çiller forment un gouvernement de coalition. Necmettin Erbakan devient PM-adjoint.
- août Les cendres d'Enver pacha, mort dans l'actuel Tadjikistan en août 1922, sont rapatriées à Istanbul.
- juillet-août En visite avec une délégation d'hommes d'affaires arméniens, le député Telman Ter-Petrossian (frère du président Levon Ter-Petrossian) invite la Turquie à rouvrir sa frontière avec l'Arménie (la frontière est restée fermée depuis fin 1992). Telman Ter Petrossian rencontre aussi le fils du leader du MHP, Tuğrul Türkeş. À l'issue de leur entretien, les deux hommes invitent les responsables politiques à se joindre au mouvement initié par les hommes d'affaires des deux pays.
- septembre Dans une entrevue au journal *Hayastani Hanrapetoutioun*, Mehmet Yılmaz, président de la chambre de commerce et d'industrie de Kars, demande la réouverture du poste frontière de Doğukapı/Akhourian. Il affirme que les autorités de Kars ont recueilli plus de cent mille signatures pour soutenir cette revendication. Mehmet Yılmaz annonce aussi la création d'une commission mixte des Chambres de commerce et d'industrie de Kars et Gumri [cette commission est, à notre connaissance, au point mort].

Le 23 septembre, le PM-Adjoint Necmettin Erbakan prend une directive en vue du développement des relations économiques avec les pays de la CEI. La directive autorise le commerce frontalier entre Igdir et l'Arménie.

1997

- 4 avril Mort du leader du MHP, Alparslan Türkeş, à l'âge de 80 ans. Plaidant dès 1991-1992 pour la création d'une communauté des États türk dirigée par un Haut-Conseil, Türkeş a organisé, en Turquie, pas moins de cinq conférences des peuples türk sous le patronage de la Fondation de Coopération, de Fraternité et d'Amitié des États et Communautés Türk (TÜDEV). En plus de délégations venant de Chypre, du Caucase et d'Asie centrale, ces réunions à coloration panturkiste auxquelles assistaient régulièrement les personnalités du gouvernement turc, rassemblent des représentants venus du Tatarstan, de Yakoutie ou du Bachkortostan. Türkeş avait rencontré le président arménien, Levon Ter Petrossian, en 1993.
- mai En visite officielle à Ankara, le président Aliiev critique la position de la Turquie sur la question du Haut-Karabakh. Il reproche à Tansu Çiller d'avoir accepté d'ouvrir un corridor aérien sans obtenir en contrepartie un assouplissement de la position d'Erevan. Aliiev se dit aussi consterné par le refus d'Ankara d'accorder l'aide de 117 millions de dollars que Bakou réclamait. Les deux parties signent néanmoins un accord de coopération militaire.
- Conférence à Istanbul de la Zone de Coopération des Pays Riverains de la mer Noire. Participation de la délégation arménienne.
- Création du Conseil pour le Développement des Relations Economiques Turco - Arméniennes.
- 18 juin Démission de Necmettin Erbakan après 11 mois passés au gouvernement. Plus intéressé par le monde islamique proprement dit que par l'Asie centrale, Erbakan a préféré faire des visites (très controversées) en Libye et en Iran. Necmettin Erbakan a, en revanche, entretenu des contacts assez étroits avec la Tchétchénie de Maskhadov.
- 8 septembre En visite à Bakou, İsmail Cem, ministre des Affaires étrangères turc, souligne que les deux pays "sont dépendants l'un de l'autre en matière de sécurité". Moscou et Erevan avaient signé un accord de rapprochement militaire le 29 août.
- 30 octobre S'exprimant à l'occasion du 77^e anniversaire de la reconquête de la ville de Kars par les troupes kémalistes, Demirel souligne que la Turquie n'ouvrira pas sa frontière avec l'Arménie tant que le conflit du Karabakh ne sera pas réglé.
- 21-25 novembre Visite d'une délégation d'hommes d'affaires arméniens en Turquie.

1998

- Au lendemain de la démission de Levon Ter Petrossian, Robert Kotcharian déclare –à propos des relations arméno-turques et de l'ouverture de la frontière– à une délégation d'hommes d'affaires turcs en visite à Erevan que "l'Arménie a souvent mis cette question à l'ordre du jour. Désormais nous ne sommes plus en position de demandeur (...). N'attendez pas d'initiative de notre part sur l'ouverture de la frontière, c'est le problème de la Turquie !".
- 10 mars Mort de Karékine II, patriarche des Arméniens de Turquie. La commission chargée de l'élection du nouveau patriarche désigne deux candidats à sa succession : les archevêques Mesrop Mutafyan (qui assure l'intérim) et Chahan Svadjian. Les autorités turques (notamment le gouverneur d'Istanbul), très réticentes à l'égard de Mesrop Mutafyan, gêneront pendant plusieurs mois la tenue de ces élections.
- 29 mai L'Assemblée nationale française adopte une proposition de loi dont l'article unique dispose que la "France reconnaît publiquement le génocide arménien de 1915".
- 11 octobre Heïdar Aliiev est réélu président en Azerbaïdjan avec 76,11 % des voix.
- 29 octobre Déclaration dite d'Ankara dans laquelle les présidents ouzbek, kazakh, géorgien, azerbaïdjanais et turc soulignent leur préférence pour le projet de pipe-line pétrolier Bakou-Tbilissi-Ceyhan.

1999

- 24 janvier Vefa Guluzade, principal conseiller du président Aliiev, demande l'entrée de l'armée turque au Haut-Karabakh et propose le transfert en Azerbaïdjan de la base américaine d'İncirlik. Ankara déclare ne pas prendre au sérieux les déclarations de Guluzade, Aliiev dément. Guluzade démissionnera en octobre de la même année.
- février Signature d'un protocole entre l'Université d'État d'Erevan et l'Université Technique du Moyen-Orient. Un premier échange d'étudiants a lieu.
- novembre Sommet de l'OSCE à Istanbul. Signature, sous patronage américain, d'accords sur la réalisation du pipe-line pétrolier Bakou-Tbilissi-Ceyhan. Contrairement à ce que les observateurs attendaient, aucun progrès n'est enregistré sur la question du règlement du conflit du Haut-Karabakh [la prise d'assaut du Parlement arménien, par un groupe armé à la fin du mois d'octobre, venait de coûter la vie au PM Vazguen Sarkissian et au président de l'Assemblée, Karen Demirtchian, tous deux associés au sein de la coalition Miasnoution, Unité].

2000

- 14- 15 janvier En visite officielle à Tbilissi, le président turc Süleyman Demirel lance l'idée d'un pacte de stabilité pour le Caucase, qui associerait les présidents arménien, azéri et géorgien.
- 21 mars Le Sénat français, appelé à se prononcer sur la mise en discussion immédiate d'une proposition de loi relative à la reconnaissance du génocide arménien, le refuse par 172 voix contre 130.
- 24 avril En marge des cérémonies officielles pour commémorer l'anniversaire du génocide de 1915, Robert Kotcharian déclare que l'Arménie continuera ses efforts pour que la communauté internationale reconnaisse le génocide. Le président ajoute cependant qu'il est en faveur d'un nouveau type de relations entre l'Arménie et la Turquie.
- mai Élection de Ahmet Necdet Sezer à la présidence de la République de Turquie.
- 1^{er} mai Signature d'un accord entre les universités d'Ankara et d'Erevan. Celui-ci prévoit la mise en place d'une coopération et de programmes d'échanges (qui sont cependant, depuis, en veilleuse).
- 16 mai Ankara et Bakou signent un accord étendant le programme officiel d'assistance militaire turque à l'Azerbaïdjan. Le nouvel accord prévoit une aide supplémentaire de 3,1 millions de dollars.
- 27-29 juin La municipalité (ANAP) de Kars organise une conférence régionale placée sous le signe du projet de Pacte de stabilité pour le Caucase esquissé en janvier par Demirel. La délégation arménienne (composée d'officiels de la ville de Gumri) est, cependant, expulsée de Turquie, ce qui suscite de vives critiques de la part de la presse turque.
- 11-12 juillet Visite de deux jours d'Ahmet Necdet Sezer à Bakou. Le nouveau président turc est accompagné d'une importante délégation dont font partie Cumhur Ersümer, ministre de l'Énergie, et İsmail Cem (qui s'était déjà rendu en visite officielle à Bakou les 29 et 30 mai).
- 21 septembre La Commission des relations internationales et des droits de l'homme de la Chambre des Représentants (États-Unis) adopte un projet de résolution relatif à la reconnaissance du génocide arménien.
- 5 octobre La Turquie annonce qu'elle ne délivrera plus de visas à ses frontières pour les ressortissants arméniens. Ces derniers doivent désormais l'obtenir auprès des services consulaires turcs à l'étranger (Tbilissi essentiellement).
- 10 octobre Un avion turc, chargé de médicaments et d'aide humanitaire, atterrit à Bagdad. Le lendemain, le quotidien *Türkiye* annonce que BOTAŞ a ouvert les vannes du pipeline qui relie la Turquie à l'Irak.
- 20 octobre Retrait, *in extremis*, du projet de résolution à la Chambre des Représentants (États-Unis).
- 8 novembre Le Sénat français vote une proposition de loi dont l'article unique dispose que "La France reconnaît publiquement le génocide arménien de 1915". Le Sénat a voté le même texte que l'Assemblée nationale (29 mai 1998), mais les auteurs de la proposition de loi n'étant pas les mêmes, celle-ci doit à nouveau être soumise à un vote de l'Assemblée nationale.

15 novembre Le Parlement Européen invite, dans une résolution, la Turquie à reconnaître publiquement le génocide arménien et à établir des relations diplomatiques avec Erevan.

2001

18 janvier L'Assemblée nationale française adopte la proposition de loi votée le 8 novembre 2000 par le Sénat.

19 janvier Visite de Faruk Loğoğlu, secrétaire d'État turc aux Affaires étrangères, à Bakou. La presse turque estime que Loğoğlu s'est rendu à Bakou pour convaincre le président Aliev d'exiger l'exclusion de la France du groupe de Minsk (OSCE) chargé de superviser les accords de paix du Haut-Karabakh. Refus d'Aliev qui déclare que l'Azerbaïdjan ne saurait être plus royaliste que le Roi. Critiques véhémentes dans la presse turque.

3-5 mars Impasse à Paris des pourparlers de paix entre les présidents Kotcharian, Aliev et Chirac. Les présidents arménien et azéri s'étaient déjà rencontrés à Paris à la mi-février, en marge des cérémonies pour l'adhésion de leurs pays au Conseil de l'Europe.

3-6 avril Poursuite des pourparlers de paix pour le Haut-Karabakh, sous l'égide de l'OSCE, à Key West (Floride).

mai Signature d'un contrat entre la Turquie et l'Azerbaïdjan aux termes duquel Ankara s'engage à acheter 2,2 milliards de m³ –6,6 milliards à terme– de gaz naturel (extrait du gisement de Shah Deniz) à partir de 2004.

23-24 mai Robert Kotcharian rencontre le président kazakh, Nursultan Nazarbaev, en marge du sommet consacré à la sécurité collective de la CEI à Erevan. Nazarbaev révèle que la délégation kazakhe a bloqué une résolution hostile à l'Arménie présentée par l'Azerbaïdjan au cours du dernier sommet des pays turcophones (avril 2001).

20-26 juin Tenue à Bakou de la première de deux tables rondes informelles entre journalistes azéris, turcs et arméniens, réunis pour voir comment les médias peuvent contribuer à l'amélioration des relations entre les trois pays.

9 juillet Le *New York Times* révèle l'existence d'une commission officieuse de réconciliation turco-arménienne. Composée de 10 membres (6 Turcs, 4 Arméniens) ayant eu des responsabilités administratives ou politiques assez élevées, elle est chargée de préparer la voie à un dialogue entre la Turquie et l'Arménie. Son existence est officialisée.

10 juillet Au cours de la visite d'une délégation azérie menée par le Président du Parlement, Murtuz Aleskerov, le vice-Premier ministre turc, Mesut Yılmaz, réitère les propos qu'a tenus le PM Bülent Ecevit à propos de la régularisation des relations avec l'Arménie. La Turquie exige non seulement la résolution préalable du conflit du Karabakh mais aussi l'ouverture d'un corridor reliant l'Azerbaïdjan à l'enclave azérie du Nakhitchevan.

septembre Ouverture d'une mission arménienne à Istanbul : nomination du représentant permanent de l'Arménie au sein de la Zone de Coopération des Pays Riverains de la mer Noire.

Réunion de la Commission de Réconciliation turco-arménienne à Istanbul.

11 décembre Cessation des activités de la Commission de Réconciliation turco-arménienne.

Sources principales utilisées : *RFE/RL Caucasus Report*, *RFE/RL Newsletter*, *GROONG*, *TransCaucasus: A Chronology* (chronologie préparée par Richard Giragosian), *Agos*, presse quotidienne turque, *Lettre de l'UGAB*, *Le Monde*.

Bibliographie et sites ressources

1. Quotidiens, hebdomadaires et revues

1.1. Périodiques publiés en Turquie

Agos, Radikal, Cumhuriyet, Sabah, Zaman, Milliyet, Hürriyet, Yeni Gündem (puis *Yedinci Gündem*), *Yeni Şafak, Türkiye, Turkish Daily News, Turkish News.*

Ermeni Araştırmaları/Armenian Studies (ASAM) ; Ankara Çalışmaları (ASAM) ; Perceptions (revue du MAE turc)

1.2. Périodiques publiés par la diaspora

The California Courier, The Armenian Reporter, Armenian International Magazine, Nouvelles d'Arménie Magazine, Lettre de l'UGAB

2. Historiographie turque sur la question arménienne

“Ermeni Sorunu” (La question arménienne), dossier spécial, *Yeni Türkiye*, n° 37 et n° 38, janvier-février et mars-avril 2001.

“Ermeni Sorunu” (La question arménienne), dossier spécial, *Teori*, n° 130, novembre 2000.

“Emperyalizm ve Ermeni Sorunu” (Impérialisme et question arménienne), dossier spécial, *Teori*, n° 135, avril 2001, pp. 10-60.

“Bin Yıllık Bir Beraberlik : Türkler ve Ermeniler” (Mille années de vie commune, Turcs et Arméniens), dossier spécial, *Tarih ve Toplum*, vol. 34, n° 202, octobre 2000.

“Varlık Vergisi” (Dossier sur le *varlık vergisi*), *Tarih ve Toplum*, vol. 28, n° 165, septembre 1997.

“En Uzun Yıl 1915” (1915, l'année la plus longue), dossier spécial, *Atlas*, n° 97, avril 2001, pp. 70-131 [à noter que la revue a republié ce dossier à part en bilingue turc-anglais].

“Les thèses turques” in Tribunal permanent des peuples, *Le crime de silence*, Paris : Champs-Flammarion, 1984, pp. 203-256.

Türk-Ermeni İlişkileri. 21 Yüzyıla Girerken Tarihe Dostça Bakış (les relations turco-arméniennes, au seuil du 21^e siècle, un regard bienveillant sur l'histoire), Atatürk Araştırma Merkezi, 2000, 315 p.

Olivier ABEL, “Le conflit des mémoires, débris ottomans et Turquie contemporaine”, *Esprit*, janvier 2001, pp. 124-139.

Bülent AĞAOĞLU, “Ermeni İddialarına Karşı Türkiye’de Yayınlanmış Kitap ve Broşürler Listesi” (Liste des livres et brochures s’opposant aux allégations arméniennes parus en Turquie), *İleri*, n° 3, mars-avril 2001, pp. 157-160.

Taner AKÇAM, *Türk Ulusal Kimliği ve Ermeni Sorunu* (L’identité nationale turque et la question arménienne), Istanbul, İletişim, 1994 [rééd. 2001 avec une nouvelle préface].

Taner AKÇAM, *İnsan Hakları ve Ermeni Sorunu, İttihat ve Terraki’den Kurtuluş Savaşına*, Istanbul : İmge, 1999.

Taner AKÇAM, *Ermeni Tabusu Aralanırken, Diyalogdan Başka Bir Çözüm Var mı ?* (En dévoilant le tabou arménien, y a t-il une autre solution que le dialogue ?), Istanbul, Su, août 2000.

Taner AKÇAM, “ABD Kongresi’ndeki Soykırım Tasarısı” (La résolution sur le génocide au Congrès américain), *Birikim*, n° 139, novembre 2000, pp. 10-17.

Türkkaya ATAÖV, *The “Armenian Question” : Conflict, Trauma and Objectivity*, Stratejik Araştırmalar Merkezi (SAM) paper n° 3, Ankara, 1997 [disponible sur le site du ministère des Affaires étrangères turc, www.mfa.gov.tr].

Tahsin CELAL, “Regards turcs sur la question arménienne”, *Les Temps Modernes*, n° 504-505-506, juillet-août-septembre 1988, pp. 70-77.

Étienne COPEAUX, *Espaces et temps de la nation turque. Analyse d’une historiographie nationaliste, 1931-1993* (notamment pp. 322-338, les développements consacrés à la question arménienne), Paris, CNRS-Éditions, 1997.

Étienne COPEAUX, *Une vision turque du monde à travers les cartes de 1931 à nos jours*, Paris, CNRS-Éditions, 2000.

Gökay Gökser GÜR, “Ermeni Sorununa Genel Bir Bakış ve Günümüz” (“Aperçu général sur la question arménienne et l’actualité”), *İleri*, n° 3, mars-avril 2001, pp. 149-156.

Kamuran GÜRÜN, *Ermeni Dosyası* (Le dossier arménien), Türk Tarih Kurumu, 1982 pour la première édition.

Mim Kemal ÖKE, *Yüzyılın Kan Davası, Ermeni Sorunu 1914-1923*, Istanbul, Aksoy, 2000 (première édition 1986).

Taner TIMUR, *1915 ve Sonrası, Türkler ve Ermeniler* (1915 et après, Turcs et Arméniens), Istanbul, Imge, 2000.

Lucette VALENSI, "Note sur deux histoires discordantes. Le cas des Arméniens pendant la Première Guerre mondiale", *Les usages politiques du passé*, Paris, éditions de l'EHESS, 2001, pp. 157-168.

3. La communauté arménienne de Turquie

3.1. Généralités sur les minorités en Turquie

"Etnik Kimlik ve Azınlıklar" (L'identité ethnique et les minorités), dossier spécial, *Birikim*, n° 71-72, mars-avril 1995, pp. 11-256 [excellent numéro spécial de la revue de gauche *Birikim*, on peut le trouver à la maison d'édition İletişim].

Dünden Bugüne İstanbul Ansiklopedisi (Encyclopédie Istanbul d'hier à aujourd'hui), İstanbul, Kültür Bakanlığı ve Tarih Vakfı, 1994. [Ouvrage de référence rédigé par les meilleurs spécialistes turcs. On consultera avec intérêt les articles consacrés aux Arméniens ou aux quartiers de Kumkapı et de Samatya ainsi qu'à Kınalada, encore que pour cette dernière on pourra aussi lire le livre de Pars Tuğlacı consacré aux Iles des Princes].

Peter Alford ANDREWS, *Türkiye'de Etnik Gruplar* (Les groupes ethniques en Turquie), İstanbul, Ant, 1992, 320 p [existe aussi en anglais]

Fuat DÜNDAR, *Türkiye Nüfus Sayımlarında Azınlıklar* (Les minorités dans les recensements en Turquie), İstanbul, Doz, 1999, 223 p.

Ali KIRCA, *Azınlıklar Kaybolan Renkler* (Les couleurs évanescentes des minorités), İstanbul, Sabah kitapları, 2000, 95 p. [Transcription d'un des numéros de la célèbre émission *Siyaset Meydanı*, consacré à la question des minorités en Turquie].

Yahya KOÇOĞLU, *Azınlık Gençleri Anlatıyor* (Les jeunes minoritaires racontent), İstanbul, Metis Güncel, 2001. [Entretiens avec des jeunes -entre 18 et 35 ans- Grecs, Arméniens, Juifs et Syriques vivant en Turquie. Ouvrage très utile].

Clarence Richard JOHNSON (ed), *Istanbul 1920*, İstanbul, Tarih Vakfı Yurt Yayınları, 1995, 358 p.

Pinelopi STATHIS (éd), *19. Yüzyıl İstanbul'unda Gayrimüslimler* (Les non-musulmans à İstanbul au 19^e siècle), İstanbul, Tarih Vakfı Yurt Yayınları, 1999.

YELDA, *Istanbul'da, Diyarbakır'da Azalırken* (À İstanbul, à Diyarbakır, sur le point de disparaître), İstanbul, Belge, 1996, 352 p.

YELDA, *Çoğunluk Aydınlarında Irkçılık (Le racisme chez les intellectuels de la majorité)*, İstanbul, Belge, 1998, 368 p.

3. 2. La communauté arménienne de Turquie

Tuzla Ermeni Çocuk Kampı, *Bir El Koyma Öyküsü* (La colonie de vacances arménienne de Tuzla. Histoire d'une confiscation), İnsan Hakları Derneği, 2000, 64 p, ill.

Şule AYVALIOĞLU, *Ermenilerin ve Türklerin ve Kendilerini ve Birbirlerini Nasıl Algıladıkları İle İlgili Bir Araştırma* (Recherche sur la manière dont les Turcs et les Arméniens se voient et s'entreviennent), mémoire de 3^e cycle, Université d'Istanbul, 1992. 89 p. + 43 p. [Ce mémoire universitaire n'apporte cependant guère d'éléments de réponse à la question qu'il se pose d'emblée].

Yetvart DANZIKYAN, "Kaybedilen bir Toplum ve Birkaç Hatırlatma" (Une communauté perdue et quelques mises au point), *Birikim*, 45-46, février 1993, pp. 98-99.

Hrant DINK, "The Taste of Being a Minority", in Ole HØIRIS and Sefa Martin YÜRÜKEL, *Contrasts and Solutions in the Caucasus*, Aarhus, Aarhus University Press, 1998, pp. 436-442.

Erhan G. ERSOY, "Hemşinli Etnik Kimliğine Antropolojik Bir Bakış" (Regard anthropologique sur l'identité ethnique des Hemşin), *Birikim*, n° 71-72, mars-avril 1995, pp. 139-143.

Ayşe GÜNAYSU, "Surp Pırgic Hastanesi 166 Yıl Daha Yaşayabilecek mi ?" (L'hôpital Surp Pırgıç pourra-t-il vivre encore 166 ans ?), *İnsan Hakları Dergisi*, İstanbul, 2^e numéro spécial, juillet-août 1998, pp. 89-94.

Levon HAÇIKYAN, *Hemşin Gizemi*, İstanbul, Belge, 1996, 112 p.

[L'un des rares livres consacrés aux Hemşin. Traduit de l'arménien, il est cependant plutôt confus]

Kevorg HANCI, "Ankaralı Ermeni Katolikler" (Les Arméniens catholiques d'Ankara), *Birikim*, n°73, mai 1995, p.35-36.

Raymond KEVORKIAN et Paul PABOUDJIAN, *Les Arméniens dans l'Empire ottoman à la veille du génocide*, Paris, Arhis, 1992.

Etyen MAHÇUPYAN, "Türkler ve Ermeniler : İletişimsiz Birliktelik" (Les Turcs et les Arméniens vivent ensemble mais ne se parlent pas), *Foreign Policy*, İstanbul, Bilgi Üniversitesi, janvier-février 2001, pp. 40-46. [Etyen Mahçupyan est un des grands journalistes turcs. D'origine arménienne, il a longtemps écrit pour le quotidien *Radikal* avant de passer à *Zaman*, le quotidien contrôlé par le mouvement néo-confrérique de Fethullah Gülen].

- Aida TANIKYAN, "Partir ou rester : les Arméniens", Semih Vaner (ed), *Istanbul. Gloires et Dérives*, Autrement, mars 1988, pp. 131-134 [Le seul article à notre connaissance en français sur la communauté arménienne d'Istanbul]
- Mgr. Hovhannes J. TCHOLAKIAN, *L'église arménienne catholique en Turquie*, Istanbul, pas d'éditeur, 1998, 435 p. + 117 p. [Très riche livre directement écrit en français par le chef spirituel de la communauté arménienne catholique de Turquie].
- Pars TUĞLACI, *Role of the Dadian family in Ottoman Social, Economic and Political Life*, Istanbul, Pars, 1993.
- Pars TUĞLACI, *Tarih Boyunca İstanbul Adaları* (Histoire des îles des Princes), Istanbul, Say, 1995, 2 tomes.
- Pars TUĞLACI, *Osmanlı Mimarlığında Balyan Ailesinin Rolü*, Istanbul, Yeni Çağır, 1993
- Pars TUĞLACI, *Armenian Churches of Istanbul*, Istanbul, 1991, 552 p. [avec une préface de Shnork KALUSTIAN, Patriarche des Arméniens de Turquie]

3.3. Littérature

a) Généralités sur la littérature arménienne de Turquie

- Karin KARAKAŞLI, "Ermeni Edebiyatının Çağdaş Günleri (Actualité de la littérature arménienne)", *Üçüncü Öyküler* (İzmit), n° 4, printemps 1999.

b) Romans, récits de vie et recueils de nouvelles

[On peut lire les nouvelles et récits du rédacteur en chef de Marmara, Robert Haddeler, publiés par Marmara, en arménien]

- İsmail ARIKAN, *Mahalleimizdeki Ermeniler* (Les Arméniens de notre quartier), İstanbul, İletişim, 2001.
- Zaven BİBERYAN, *Babam Aşkale'ye Gitmedi* (Mon père n'est pas parti pour Aşkale), İstanbul, Aras, 2000.
- Jaklin ÇELİK, *Kum Saatinde Kumkapı* (Kumkapı dans un sablier), İstanbul, İletişim, 2001.
- Yervant GOBELYAN, *Memleketini Özleyen Yengeç*, İstanbul, Aras, 1998, 106 p.
- Mıgırdıç MARGOSYAN, *Gâvur Mahallesi* (Le quartier des gïaours), İstanbul, Aras, 1998, 104 p.
- Mıgırdıç MARGOSYAN, *Biletimiz İstanbul'a kesildi* (On nous a donné nos tickets pour İstanbul), İstanbul, Aras, 1998, 112 p.
- Hagop MİNTZURİ, *İstanbul Anıları* (Souvenirs d'Istanbul), trad. Silvia Kuyumcan, İstanbul, Tarih Vakfı Yurt Yayınları, 1994 (2^e édition).

4. Relations Turquie-Arménie

4. 1. Arménie : histoire, généralités, politique étrangère

- Nikolay HOVHANNISYAN, *Formation of the Transcaucasian-Middle Eastern Geopolitical Region*, Éditions de l'Académie des Sciences de la République d'Arménie (Institut d'Orientalisme), Erevan, 2000.
- Nikolay HOVHANNISYAN, *The Foreign Policy of the Republic of Armenia in the Transcaucasian-Middle Eastern Geopolitical Region*, Éditions de l'Académie des Sciences de la République d'Arménie (Institut d'Orientalisme), Erevan, 1998.
- Raymond H. KÉVORKIAN, "La politique étrangère de la République d'Arménie", *Cahiers de l'Orient*, n° 57, janvier-mars 2001, pp. 69-81.
- Gerald J. LIBARIDIAN, *La construction de l'État en Arménie : un enjeu caucasien*, Paris, Karthala, 2000.
- Joseph R. MASIH et Robert O. KRİKORIAN, *Armenia at the Crossroads*, Amsterdam : Harwood Academic Publishers, 1999.
- Claire MOURADIAN, *L'Arménie*, Paris, PUF, Que sais-je?, 1996, 128 p.
- Claire MOURADIAN, *De Staline à Gorbatchev, histoire d'une république soviétique, l'Arménie*, Paris, Ramsay, 1990, pp. 276-296.
- Claire MOURADIAN, "La mémoire en République d'Arménie. Les contraintes de la politique", in *L'actualité du Génocide des Arméniens*, Actes du colloque organisé par le Comité de Défense de la Cause Arménienne, Paris, les 16, 17 et 18 avril 1998, Edipol, 1999, pp. 269-306.

4. 2. La Turquie dans le Caucase

- Bülent ARAS, "Turkey's Policy in the Former Soviet South : Assets and Options", *Turkish Studies*, vol. 1, n° 1, printemps 2000, pp. 36-58.
- Cenk BASLAMIŞ, "The Last Ten Years in Eurasia", *Turkish Views on Eurasia*, Istanbul, Ortadoğu ve Balkan İnceleme Vakfı (OBIV), 2001, pp. 145-161.
- Edmund HERZIG, *The new Caucasus : Armenia, Azerbaijan and Georgia*, Londres, Royal Institute of International Affairs, 1999.
- Baskın ORAN, "The Turkish approach to Transcaucasia and Central Asia", in Ole HÖIRIS and Sefa Martin YÜRÜKEL, *Contrasts and Solutions in the Caucasus*, Aarhus, Aarhus University Press, 1998, pp. 455-467
- Gareth WINROW, *Turkey and the Caucasus : Domestic Interests and Security Concerns*, Londres, Royal Institute of International Affairs, 2000, 96 p. [La seule monographie sur la politique caucasienne de la Turquie par un spécialiste de la politique étrangère turque].

4. 3. Les relations turco-arméniennes

Gerald J. LIBARIDIAN, "The future of Turkish-Armenian relations", *Insight Turkey*, Istanbul, pp. 125-143. [Article très intéressant. Libaridian a longtemps été le conseiller principal de Levon Ter Petrossian et a suivi de près le dossier des relations arméno-turques]

Anahide TER MINASSIAN, "L'Arménie, la Turquie et le marché commun de la mer Noire", *CEMOTI*, n° 15, janvier-juin 1993, pp. 185-205.

Sites Internet

1. Turquie

On peut consulter les sites généralement très bien faits des grands quotidiens turcs qui ouvrent, pour la plupart, l'accès au texte intégral de leurs archives (Radikal, Hürriyet) :

www.radikal.com.tr, www.hurriyet.com.tr

www.mfa.gov.tr, site officiel du ministère des Affaires étrangères turc. En anglais et en turc.

www.byegm.gov.tr, site de la Direction générale de la presse et de l'information. En anglais et en turc : revues de la presse turque et occidentale, archives de *Newspot*, périodique du ministère des Affaires étrangères.

www.h-net.msu.edu, liste de discussion des historiens de l'Empire ottoman et de la Turquie moderne (hébergée par la Michigan State University). On peut accéder aux archives des discussions.

www.avsam.org, site du Centre d'études stratégiques sur l'Eurasie (ASAM).

2. Communauté arménienne d'Istanbul. Ressources

www.armenianpatriarchate.org.tr, site officiel du Patriarcat arménien d'Istanbul.

Türkiye Ermenileri Patrikliği
34480 Kumkapı Istanbul
tel : (90 212) 517 09 70 / 517 09 71
fax : (90 212) 516 48 33

[Le patriarcat publie, chaque année, un calendrier liturgique et un annuaire complet des institutions de la communauté (églises, journaux, associations). On peut le trouver au patriarcat et dans toutes les paroisses arméniennes.]

www.hyetert.com, animé par des jeunes *bolsohays*, ce site est incontournable pour en savoir plus sur la communauté arménienne d'Istanbul [en turc. Base de données très utile].

www.oia.net, *Organization of Istanbul Armenians*, association américaine regroupant des Arméniens d'origine stambouliote.

www.istanbul.com.tr, notamment pour les articles d'Arman Tayran, consacrés aux traces de l'"arménitude" à Istanbul.

www.arasyayincilik.com, site de la seule maison d'édition arménienne d'Istanbul.

İstiklal cad. Hıdivyal Palas, n° 465,
80050 Tünel / Beyoğlu-Istanbul
tel : (0212) 252 65 18
fax : (0212) 252 65 19

www.agos.com.tr, site de l'hebdomadaire d'Istanbul. Quelques dossiers d'archives et des brèves, mais l'intégralité des articles n'est pas disponible en ligne.

Halaskargazi cad. Sebat ap. 192 / 3, daire 6
80220 Pangaltı-Istanbul
tel : (90 212) 296 23 64

www.normarmara.com, site du quotidien *Marmara*.

Solakzade sok. n° 5 P.K. 507,
Beyoğlu-Istanbul
tel : (90 212) 244 47 36
fax : (90 212) 249 81 65

Quotidien *Jamanak*

İstiklal cad. Postacılar sok. n° 14,
Santa Maria apt. Beyoğlu-Istanbul
tel : (90 212) 243 56 39
fax : (90 212) 243 31 96

Principaux lycées arméniens d'Istanbul

Getronagan Ermeni Lisesi

Kemeraltı, Sakızcılar sok. n° 19,
80030 Karaköy-Istanbul
tel : (90 212) 244 05 03
fax : (90 212) 251 05 14

Esayan Ermeni Lisesi

Meşelik sok. n° 34, 80060 Taksim-Istanbul
tel : (90 212) 243 50 16

Surp Haç Ermeni Lisesi

Ekmekçiabaşı sok. n° 3, Üsküdar-Istanbul
tel : (90 216) 333 03 07

Sahakyan-Nunyan Ermeni Lisesi

Marmara cad. n° 55,
34310 K.M. Paşa-Istanbul
tel : (90 212) 585 53 15

3. Caucase méridional, Arménie

3.1. Sources d'informations générales

www.rferl.org, site de *Radio Free Europe/Radio Liberty* : dépêches quotidiennes et analyses de fond sur l'actualité dans l'ex-bloc soviétique. Possibilité de s'abonner (gratuitement) à des lettres d'information quotidiennes sur l'Asie

centrale ou la Transcaucasie. Pour consulter les archives (1991-1999) de *RFE/RL* (anc. *OMRI*) à l'aide d'un moteur de recherche performant, aller sur www.friends-partners.org/friends/news/omri/opt-tables-unix-english

www.eurasianet.org, site de dépêches et d'analyses sur l'Asie centrale. Chaque république d'Asie centrale possède sa page, avec une sélection très complète de dépêches d'actualité (*RFE/RL*, Interfax, BBC Monitoring : traduction en anglais de programmes d'informations télé ou radio-diffusés) et de liens.

www.iwpr.net, site de l'Institute for War and Peace Reporting, à consulter pour leur *Caucasus Report* (hebdomadaire).

<http://groong.usc.edu>, *groong/Armenian News Network*, a été créé en 1988 –au début des événements au Haut-Karabakh– pour diffuser le plus largement possible l'information sur l'Arménie et les Arméniens. Un recueil (digest) quotidien agglomère dépêches, articles et analyses de sources très variées (journaux arméniens, azéris, turcs, occidentaux).

www.asbarez.com, quotidien publié en anglais et en arménien. Journal de la Fédération Révolutionnaire Arménienne (ARF - Western US Central Committee).

www.snark.am, agence de Presse indépendante arménienne.

www.azg.am, quotidien publié en arménien, en turc, en russe et en anglais.

Turkistan newsletter, lettre d'information quotidienne sur le monde türk (en anglais et occasionnellement en turc) rassemblant des articles publiés ici et là et des interventions inédites. Il faut noter que ses responsables sont animés d'un vigoureux turquisme. Pour s'abonner (gratuitement), envoyer un mail à listserv@nic.surfnet.nl, avec le message suivant : SUBscribe Turkistan-N. Pour obtenir des informations ou consulter les archives : <http://www.euronet.nl/users/sota/turkistan.htm>.

On peut aussi jeter un coup d'oeil sur "Trans-Caucasus: A Chronology", une chronologie mensuelle des événements préparée par Richard Giragosian (pour le compte de l'*Armenian National Committee of America*). Pour s'abonner (gratuitement) giragosi@email.msn.com. Pour les anciens numéros, consulter www.anca.org.

3.2. Sources d'informations de la Diaspora arménienne

www.agbu.org, *Armenian General Benevolent Union*.

www.lettre.ugab.com, la Lettre de l'UGAB.

L'*Union Générale de Bienfaisance Arménienne*, fondée en 1906, vise à sauvegarder l'identité arménienne à travers des programmes d'aide humanitaire et des projets culturels et éducatifs.

www.anca.org/anca/, *Armenian National Committee of America*, organisation politique de la communauté arménienne des Etats-Unis. Mène des actions de lobbying.

www.aaainc.org, *Armenian Assembly of America*, organisation politique de la communauté arménienne des Etats-Unis. Mène des actions de lobbying.

www.ksi.ch/armenianforum, *Forum of Armenian Associations of Europe (FAAE)*. Forum rassemblant des organisations politiques et associations communautaires arméniennes de l'Europe.

<http://com24.armenweb.org>, *Conseil de Coordination des Organisations Arméniennes de France*.

www.mcm.asso.fr/le_guide/structures/lieux/centre_rech_dispora_arm.htm, *Centre de Recherche sur la Diaspora Arménienne (CRDA)*.

www.armenews.com, *Nouvelles d'Arménie Magazine*.

3.3. Institutions — Arménie

www.armeniaforeignministry.com, site officiel du ministère arménien des Affaires étrangères. Assez bien réalisé, il peut s'avérer très utile pour récupérer le texte intégral de discours ou d'interviews de Vartan Oskanian et de Robert Kotcharian (on trouve aussi quelques discours de Levon Ter-Petrossian).

www.armeniadiaspora.com, site officiel du ministère arménien des Affaires étrangères destiné à la Diaspora.

www.acnis.am, site du think-tank *Armenian Center for National and International Studies*– créé par Raffi Hovanissian, ancien ministre des Affaires étrangères de la République d'Arménie.

www.ichd.org, site du think-tank *International Center for Human Development*– créé par Armen Darbinian, ancien Premier Ministre de la République de l'Arménie.

3.4. Sources d'informations économiques sur l'Arménie

Chambre de Commerce et d'Industrie d'Arménie

29 / 1 Sayat Nova, Erevan 375001

tel : (374 1) 56 54 38

fax : (374 1) 56 50 71

E-mail : chamber@arminco.com

Union of Manufacturers and Businessmen of Armenia (UMBA)

41, Arshakuryarts ave,
Erevan 375026
tel : (374 1) 56 29 23
fax : (374 1) 56 29 21
E-mail : umba@arminco.com

Turkish-Armenian Business Development Council (TABDC)

Abelyan 6/1 str., Erevan
tel : (374 1) 35 11 80
fax : (374 1) 35 12 40

Barbaros Bulvarı, Karadeniz apt. 23/11
Beşiktaş, 80690, İstanbul
tel : (90 212) 236 00 17
fax : (90 212) 259 72 51
E-mail : tabdc@tabdc.org
Site web : www.tabdc.org

Armenian Development Agency

17 Charents Street, 375025 Yerevan, Armenia
Telephone: +374 1 570170
Telephone/Fax: +374 1 542272
E-mail: adaoss@netsys.am
Site web : www.ossada.am

Groupement International Interprofessionnel Arménien (GIIA)

26, rue Troyon, 92310 Sèvres
tel: (33 1) 40 96 08 49
E-mail: giia@armenweb.org
Site web: giia.armenweb.org

www.usabia.org, US - Armenia Business and Investment Association

www.caspianfinance.com, Caspian Finance Center

www.traceca.org, Site officiel du programme "Corridor de Transport Europe Caucase Asie", TACIS / UE

Banque Mondiale - Bureau d'Erevan

Republic Square 2, Khorhertarani str.,
Erevan 10
tel : (374 1) 15 16 86 / 52 09 92
fax : (374 1) 15 18 33 / 15 17 88
E-mail : abuniatyan@worldbank.org

Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD)

20, Baghramian ave., Erevan 19
tel : (374 1) 54 04 25
fax : (374 1) 54 04 30
E-mail : drakinoa@evn.ebrd.com

Sommaire

L'impossible dialogue turco-arménien ?

1. La question arménienne dans les relations turco-soviétiques.....	3
2. Les relations turco-arméniennes au courant des années 1990	5
3. Variables des politiques étrangères arménienne et turque	11
Les relations rusco-turques	13
Perspectives.....	14
4. L'actualité des débats sur la question arménienne en Turquie	16
<i>Kars : une ville des confins</i>	18

Portrait de la communauté arménienne d'Istanbul

1. Quelques repères sur l'histoire des Arméniens à Istanbul.....	19
1.1. L'époque byzantine et ottomane	19
1.2. La période républicaine	21
2. Profil de la communauté arménienne de Turquie.....	22
2.1. Données chiffrées et répartition géographique.....	22
2.2. Arméniens d'Anatolie	25
2.3. Profil socio-économique	26
<i>Un témoignage</i>	27
<i>Nos Arméniens</i>	27
3. Une communauté vivante et institutionnalisée	27
<i>Un madağ à Yeşilköy (décembre 2000)</i>	28
4. La question des représentations	34
5. Les identités de la communauté arménienne de Turquie :	
regards de l'intérieur et de l'extérieur	38
5.1. Relations avec la diaspora	38
5.2. Relations avec l'Arménie.....	38
<i>Débats historiques et communauté arménienne de Turquie</i>	39
<i>Une lettre ouverte à la diaspora</i>	40
5.3. Identité.....	40
<i>La littérature arménienne de Turquie (Gülüm Şener et Bertrand Buchwalter)</i>	43
<i>Une page choisie</i>	43
Turquie-Arménie (1991-2001) : chronologie.....	44
Bibliographie et sites ressources.....	49

Les Dossiers de l'IFEA série : la Turquie aujourd'hui

- 1- Fadime DELI et Jean-François PÉROUSE, *Le tremblement de terre de Yalova-İzmit-İstanbul, premiers éléments d'appréciation*, İstanbul, décembre 1999, 40 p., 4 €
- 2- Timour MUHIDINE, *La littérature turque à l'aube du millénaire : 1999-2000*, İstanbul, août 2000, 32 p., 4 €
- 3- Gilles de RAPPER, *Les Albanais à İstanbul*, İstanbul, septembre 2000, 24 p., 3 €
- 4- Jean-François PÉROUSE, *La mégapole d'İstanbul 1960-2000, Guide bibliographique*, İstanbul, octobre 2000, 19 p., 3 €
- 5- Bayram BALCI, avec la collaboration de Bertrand BUCHWALTER et les contributions de Ahmet Salih BIÇAKÇI, Habiba FATHI, Alexandre HUET, Arnaud RUFFIER et Johann UHRES, *La Turquie en Asie centrale. La conversion au réalisme (1991-2000)*, İstanbul, janvier 2001, 107 p., 11 €
- 6- Samim AKGÖNÜL, *Vers une nouvelle donne dans les relations gréco-turques*, İstanbul, avril 2001, 46 p., 5 €
- 7- Jean-François PÉROUSE, *Turquie : l'après-seismes*, 52 p., İstanbul, août 2001, 6 €
- 8- Sylvie GANGLOFF et Jean-François PÉROUSE avec la collaboration de Thomas TANASE, *La présence roumaine à İstanbul. Une chronique de l'éphémère et de l'invisible*, İstanbul, octobre 2001, 47 p., 5 €
- 9- Fadime DELI avec la collaboration de Jean-François PÉROUSE, *Migrations internes vers İstanbul: discours, sources et quelques réalités*, İstanbul, juin 2002, 56 p., 7,5 €
- 10- David BEHAR, *Les Universités privées d'İstanbul*, İstanbul, juin 2002, 44 p., 7,5 €
- 11- Burcu GÜLTEKİN, *Les enjeux de l'ouverture de la frontière turco-arménienne. Les contacts transfrontaliers entre la Turquie et l'Arménie*, İstanbul, octobre 2002, 56 p., 7,5 €
- 12- Bertrand BUCHWALTER, *Les relations turco-arméniennes : Quelles perspectives ?* İstanbul, novembre 2002, 56 p., 7,5 €
- 13- Paul DUMONT, Jean-François PÉROUSE, Stéphane de TAPIA, Samim AKGÖNÜL, *Migrations et mobilités internationales : la plate-forme turque*, İstanbul, décembre 2002, 104 p., 20 €